

Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

- - -

**Séance publique du
lundi 07 février 2011**

- - -

PROCES-VERBAL

- - -

Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

Séance Publique du 07 février 2011

Procès-verbal

Convoqué le mardi 1^{er} février 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en séance publique, en Mairie, Salle des Rencontres, le lundi 07 février 2011 à 18 heures.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Perla DANAN, Gérard LANNELONGUE.

Absents :

Martine PETITOUT.

Adoption de l'Ordre du Jour qui comporte 96 affaires :

Pour : 60

Adopté à l'unanimité

Approbation du procès-verbal du lundi 13 décembre 2010 :

Pour : 59

Adopté à l'unanimité

1 - Quartier Près d'Arènes Les Aiguerelles - Dénomination de la Place Georges FRECHE

Serge FLEURENCE : Pour dénommer l'espace devant le nouvel Hôtel de Ville nous proposons :

**Place Georges FRECHE
Maire de Montpellier
Président de la Communauté d'Agglomération
Président de la Région Languedoc-Roussillon
(1938-2010)**

Georges FRECHE est un homme politique français dont le nom restera à jamais lié à l'histoire de la Ville de Montpellier. Fils d'une institutrice laïque et d'un militaire de carrière, Georges FRÊCHE fut nommé professeur de droit à la faculté de Montpellier en 1969. Député de la circonscription Montpellier-Lunel en 1973, à 35 ans, il est élu quatre ans plus tard maire de Montpellier. Il restera premier édile de notre ville jusqu'en mars 2004 où il devient Président de la Région Languedoc-Roussillon, fonction à laquelle il sera réélu en mars 2010.

Maire de Montpellier pendant 27 ans, Georges FRÊCHE a permis à notre ville d'asseoir un statut de métropole régionale, de conquérir une place prépondérante au niveau national parmi les grandes villes françaises et d'élargir la renommée de notre territoire à l'international et sur l'ensemble des cinq continents.

La Ville de Montpellier en hommage à l'homme politique et à la place qu'il a occupée pendant plusieurs décennies, a souhaité donner le nom Georges FRECHE à l'un de ses espaces publics emblématiques. Une consultation a été lancée en décembre dernier auprès de la population. Cette consultation a rencontré un large succès et plébiscite le parvis du futur Hôtel de Ville pour qu'il porte le nom de :

Place Georges FRECHE

En effet, plus de 10 000 montpelliérains se sont exprimés et ont donné leur avis sur les cinq sites qui leur étaient proposés : le parvis du futur Hôtel de Ville a recueilli presque la moitié des suffrages.

Georges FRECHE a, au cours de ses mandats successifs, poursuivi un même objectif : offrir à Montpellier les outils et les structures nécessaires à son essor démographique, touristique, culturel et économique.

En effet, dès 1977 il a lancé les projets structurants comme le recalibrage du Lez qui s'accompagne d'une meilleure maîtrise de la gestion de l'eau permettant à notre ville, d'une part d'acquérir une indépendance d'approvisionnement, et d'autre part, d'accroître la sécurité avec la mise en place d'un plan de lutte contre les inondations.

Mais Georges FRECHE restera aux yeux des montpelliérains comme un grand maire bâtisseur comme en témoignent les multiples réalisations qu'il nous laisse en héritage. D'un point de vue urbanistique, il est le premier à ouvrir la ville vers la mer avec la construction du quartier Antigone, suivie de la réalisation de plusieurs ZAC et équipements de proximité qui permettent à

nos concitoyens au quotidien de disposer d'écoles, de gymnases, de piscines, de médiathèques, de patinoires ou de salles de spectacle. Ces constructions n'allaient pas sans un souci constant d'obtenir une qualité architecturale au travers la sélection de projets proposés par de grandes signatures d'architectes de dimension internationale.

Ce choix délibéré d'étendre la ville habitée au-delà du centre historique et de ses faubourgs, demeure le socle de l'essor de Montpellier tout en n'oubliant pas d'offrir à nos habitants un maillage de lignes de tramway adapté à cette croissance.

Georges FRECHE est également un maire social comme en témoigne sa volonté de garantir dans l'ensemble de nos quartiers une réelle mixité sociale où chacun trouve sa place. Cette équation difficile à maintenir est l'ossature de la qualité de vie que nous envie une grande majorité des français.

L'attractivité de notre territoire repose sur ces ambitions assumées, concrétisées et consolidées.

La forte émotion suscitée par sa disparition et l'engouement populaire rencontré lors de cette consultation témoignent de la volonté de nos concitoyens de vouloir inscrire dans le temps l'empreinte de leur ancien maire qui au cours de cinq mandats successifs aura donné à notre ville une dimension et une place jamais atteintes auparavant.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'adopter cette proposition
- d'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire

Pour : 58

Contre : 1 (M. Viguié)

Adopté à la majorité

Mme Benouargha-Jaffiol sort de séance.

2 - Montpellier Territoire Numérique - Lancement du programme

Michaël DELAFOSSE : La ville de Montpellier est depuis longtemps pionnière en matière d'équipements numériques, elle l'a démontré en déployant un réseau très haut débit, PEGASE, unique en France, et en s'engageant sur une couverture rapide de fibre optique à domicile (FTTH) en partenariat avec de grands opérateurs.

Dans la continuité de son action volontariste, la ville de Montpellier souhaite lancer le programme **Montpellier Territoire Numérique** pour affirmer son engagement dans l'innovation sociale, en tirant parti de la puissance du numérique et en s'appuyant sur de nouvelles formes de coproduction, ascendante et participative.

Montpellier possède un patrimoine culturel de qualité, un champ académique exceptionnel à travers des universités et des centres de recherches reconnus au niveau mondial, un potentiel économique de premier plan avec des entreprises très innovantes, une forte attractivité territoriale issue de son potentiel et de son dynamisme social.

Il s'agit donc d'accompagner cette dynamique sociale afin de partager les connaissances, de

féderer les données, de favoriser la création de services innovants, d'ouvrir et de valoriser l'espace collectif.

Il s'agit enfin de proposer de véritables nouveaux modèles de croissance économique, sociales et culturelle et d'implication des citoyens.

Montpellier engage cette démarche d'innovation ouverte sur des thèmes fédérateurs simples : une ville conviviale, efficace, attractive et soucieuse de la cohérence urbaine.

Ce programme est en réflexion depuis quelques mois et a rassemblé différents acteurs publics et notamment la Communauté d'Agglomération de Montpellier ainsi que des acteurs privés (particuliers, associations et monde économique) pour définir les contours et les modes d'action :

1 / Animation d'un réseau d'innovation numérique :

A travers un réseau d'innovation rassemblant l'ensemble des acteurs de l'innovation, associations, entreprises, établissements d'enseignement supérieur, collectivités territoriales (la ville en premier lieu mais les autres institutions désireuses de se joindre au projet), le programme **Montpellier Territoire Numérique** trouve non seulement un réservoir inépuisable d'idées et de talents, mais s'assure de l'adéquation et de l'appropriation des services par leurs utilisateurs.

Nous proposerons aux différents partenaires de signer un protocole d'intention qui définira les modalités de cette collaboration.

2 / Dispositifs de soutien à l'innovation

Il s'agit de permettre la création de nouveaux services par les acteurs publics **et privés** traditionnels et des nouveaux acteurs du numériques. Différents dispositifs techniques permettront d'abaisser les « barrières à l'innovation » et de favoriser la participation des citoyens :

2.1 / OpenData : Partage et Réutilisation des Données Publiques

Cette initiative consiste à mettre à la disposition de tous, sous une forme simple et exploitable, le plus grand volume possible de données publiques, en respectant bien évidemment la vie privée. Cette publication des données, que l'on nomme souvent OPEN DATA, ouvre deux champs : la transparence et la possibilité de création de services urbains par les acteurs publics ou privés (associations, créateurs de services, collectivités). Un accompagnement est envisagé pour que les citoyens comprennent les données publiées, apprennent à les utiliser et envisagent à leur tour d'enrichir ces données.

Ce projet est correspondant à un mouvement de fond, très largement avancé dans les pays anglo-saxons (San-Francisco, Washington, Londres). Avec Rennes, Montpellier sera pionnière en France dans ce domaine. Au niveau national, l'APIE (Agence pour le Patrimoine Immatériel de l'Etat) accompagne les collectivités qui se lancent dans l'OpenData et fixe le cadre réglementaire nécessaire.

2.2 / La Cité des Ecrans : Découvrir les ressources de la ville, communiquer, s'informer, partager les savoirs dans l'espace public.

Le projet **Montpellier Territoire Numérique** fera naître de nouveaux médias urbains de communication, de service et d'échange entre les habitants, les opérateurs (publics ou privés) et les visiteurs de la ville.

Ils prennent la forme d'un grand (voire d'un très grand) écran interactif tactile, qui peut être activé par plusieurs personnes à la fois, agissant de concert ou de manière indépendante. Ils sont

installés dans les établissements publics, les endroits de passage et d'échange de la ville. Leurs contenus émanent de la municipalité et d'autres acteurs publics, d'entreprises, d'acteurs sociaux et culturels, et des citoyens eux-mêmes. Ces écrans sont interconnectés pour faciliter les échanges et peuvent communiquer avec d'autres dispositifs installés ailleurs dans le monde et en particulier nos villes jumelées.

2.3 / D'Alembert : Le portail de la connaissance de Montpellier.

Dans la continuité de l'Agora des Savoirs qui propose aux Montpelliérains un accès simple, gratuit et de très grande qualité à la connaissance universitaire, un dispositif numérique d'agrégation et diffusion de la connaissance sera mis en place. Accessible à tous les montpelliérains (mais aussi à tous au-delà de notre territoire), il permettra la recherche et l'accès simplifié à la très grande richesse des fonds de recherche, documentaires et académiques de la ville de Montpellier.

3 / **Gouvernance**

Le projet est piloté par les instances suivantes:

- Le comité de pilotage rassemblant les élus et la direction générale pour valider les choix importants dans la conduite du programme.
- Le comité technique réunissant les responsables opérationnels du programme. Les partenaires associés aux projets y participent systématiquement.
- Les Ateliers Projet sont chargés de conduire chaque projet avec les partenaires associés.
- Le Conseil des Experts permet à différents partenaires externes associés au programme de partager leur vision, de donner des avis (scientifique, économique, social...) sur le déroulement du programme, de favoriser son développement par des contributions pertinentes. Il peut s'agir de chercheurs, enseignants, personnalités publiques ou autorités intellectuelles.
- Le Forum Citoyen rassemble périodiquement un public non expert et pas nécessairement impliqué dans le quotidien du programme pour donner un avis sur son déroulement général, exprimer des attentes, suggérer des améliorations ou la création de services urbains, valider les orientations opérationnelles du projet.

En conséquence, il est proposé au conseil municipal de bien vouloir :

- Approuver la démarche « Montpellier Territoire Numérique »
- Autoriser Mme le Maire ou l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire

Jean-Louis ROUMEGAS
Michel ASLANIAN
Hélène MANDROUX

Pour : 58
Adopté à l'unanimité

3 - Engagement de la Ville en faveur des Logiciels Libres

Michaël DELAFOSSE : Le Logiciel Libre est en enjeu majeur pour entrer de plain pied dans la société de l'information.

Comme les formats ouverts s'imposent naturellement, comme les données publiquement accessibles attirent spontanément la collaboration, le succès du logiciel libre manifeste de la fécondité du partage et du travail commun. Ce mouvement profond irrigue l'économie mondiale, elle endigue la seule approche de la captation et de la mercantilisation.

Depuis de nombreuses années déjà, des logiciels –mais aussi des données ou des œuvres- sont libres, par la volonté de leurs auteurs, à qui il appartient le droit de donner. Ils donnent les libertés de copier et distribuer librement, d'étudier si on le veut et améliorer si on le peut.

Rappelons ici les 4 principes fondamentaux qui ont mené au développement des logiciels libres :

- La possibilité d'utiliser le logiciel pour quelque usage légal que ce soit,
- L'accès libre au code source du logiciel pour l'étude et l'adaptation,
- L'autorisation légale de redistribution des copies,
- La liberté d'améliorer le logiciel et de diffuser ces améliorations au public, de façon à ce que l'ensemble de la communauté en tire avantage.

Le logiciel libre n'est pas gratuit. Au lieu d'une économie de rente, l'économie du logiciel libre est une économie de valeur ajoutée. "Un logiciel libre est gratuit une fois qu'il est payé". C'est important pour les collectivités car dans le domaine des services aux citoyens, l'argent public contribue souvent à sa première réalisation et, par ailleurs, le coût de revient des logiciels « propriétaires » devient un réel obstacle à l'accès au monde numérique (par exemple les outils bureautiques dans les établissements scolaires ou les structures associatives).

La ville, pour ses usages, s'efforce de développer des logiciels libres.

La ville met en partage les logiciels qu'elle développe avec tous les acteurs qui le souhaitent.

La ville favorise l'usage du logiciel libre, à condition de ne pas dégrader la qualité du service aux usagers.

La Ville de Montpellier s'engage :

- des logiciels libres sont utilisés aussi bien par la Direction des systèmes d'information que dans les directions métiers (gestion des incidents, dématérialisation des appels d'offres, gestion des projets...);
- les applications développées par la Direction des systèmes d'information sont régulièrement versées dans le monde libre et ainsi mises à la disposition des autres collectivités (gestion des crèches, application utilisée par les agents de proximité sur des assistants personnels...)
- les cahiers des charges pour l'acquisition de logiciels mentionnent que ceux-ci doivent être compatibles avec les logiciels libres ;
- tous les matériels des écoles sont équipés de logiciels libres ;

- le titulaire du marché de téléphones portables doit proposer des téléphones fonctionnant avec des logiciels libres.
- la ville de Montpellier est adhérente de l'ADULLACT (association des développeurs et utilisateurs de logiciels libres pour les administrations et collectivités territoriales) depuis 2006, association qui s'est donnée pour tâche de constituer, développer et promouvoir un patrimoine commun de logiciels libres sur fonds publics

Aussi vous est-il proposé :

- d'approuver le positionnement de la Ville de Montpellier en faveur du développement des logiciels libres ;

Jacques DOMERGUE
 Michaël DELAFOSSE
 Philippe SAUREL

Pour : 51

Abstention : 7

Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés

 M. Vignal entre en séance.

4 - Tournage de la série télévisée Antigone 34 - Convention de partenariat avec Mascaret Films

Michaël DELAFOSSE : Par délibération du 8 novembre 2010, la ville de Montpellier a été sensibilisée à l'intérêt que présente l'accueil de tournage sur la ville et a ainsi décidé de créer un Bureau d'Accueil de Tournage dont le rôle principal est de centraliser et coordonner les besoins d'une production.

La société de Production Mascaret Films, représentée par Bénédicte Lessage, a donc pour projet de tourner une série télévisée de fin janvier à début avril 2011. Ce projet, appelé « Antigone 34 » (titre provisoire) est un projet ambitieux co-produit par France 2 et la Région Languedoc Roussillon. Il s'agit d'une série policière qui s'inspire fortement du côté moderne de la ville.

Le tournage aura lieu du 14 février au jeudi 31 mars 2011 pour la réalisation de 3 pilotes de 52 minutes. Si la série rencontre le succès celle-ci s'installera sur France 2 et sur Montpellier. La réalisation a été confiée à Louis Pascal Couvelaire d'après un scénario original de Brice Homs et Alexis Nolent. Les trois comédiens principaux pressentis sont Anne Le Nen, Claire Borotra et Bruno Todeschini.

Cette série est un projet à fort caractère innovant puisque vont être déclinés autour d'elle différents projets médias : édition de Bande Dessinée après chaque épisode, blog et site interactif, télévision connectée ... Cette démarche profondément novatrice permet d'ores et déjà d'envisager des collaborations avec certains projets portés par la Ville de Montpellier : Réussite Educative, Montpellier Territoire Numérique, ZAT ...

Conformément à la délibération du 8 novembre 2010, la convention jointe en annexe précise les modalités d'accueil du tournage sur le territoire de la Ville ainsi que les compensations demandées à la production. A l'issue du tournage, le bilan des diverses exonérations fera l'objet

d'une valorisation et d'une information auprès du Conseil municipal.

Compte tenu de la volonté de la Ville de favoriser l'accueil de tournage sur son territoire et de soutenir l'emploi et le tissu économique dans une période de crise, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la démarche proposée pour l'accueil de ce projet sur le territoire de la ville ;
- D'approuver la convention jointe en annexe ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire

Fanny DOMBRE-COSTE

Nicole BIGAS

Michaël DELAFOSSE

Pour : 59

Adopté à l'unanimité

5 - Programme d'Aménagement d'Ensemble (PAE) multisites MARQUEROSE - 2ème modification

Philippe SAUREL : Afin de finaliser l'urbanisation du quartier Marqueroze, la Ville de Montpellier a créé le Programme d'Aménagement d'Ensemble (PAE) multisites Marqueroze par délibération du conseil municipal du 6 novembre 2006, modifié par délibération du conseil municipal du 26 mars 2007.

Ce PAE prévoit des travaux d'équipements publics en matière d'aménagement de voirie et de création et de renforcement de réseaux secs et humides.

Suite à l'évolution de la législation relative à l'urbanisme (Loi Solidarité Renouvellement Urbain, Loi Urbanisme et habitat) et à la distribution de l'électricité (Loi de modernisation du service public de l'électricité du 10 février 2000), il a été mis en place un nouveau dispositif de financement des créations et renforcements des réseaux électriques pour raccorder les nouvelles constructions.

Depuis le 1er janvier 2009, les communes sont au centre des décisions en matière de raccordement électriques dans le cadre des autorisations d'urbanisme et doivent participer au financement des travaux à hauteur de 60%, 40% étant pris à la charge par ERDF.

Suite à ce nouveau cadre réglementaire, la ville a approuvé par délibération du conseil municipal du 14 décembre 2009, une convention avec ERDF définissant les modalités des travaux de raccordement électrique et les conditions financières de leur réalisation.

Compte tenu de ces dépenses supplémentaires inhérentes à cette nouvelle réglementation, le contenu du programme d'aménagement d'ensemble (PAE) multisites Marqueroze est modifié afin de répercuter ces nouvelles dépenses.

Exceptés le montant des travaux déjà programmés qui sont réactualisés et donc des nouveaux montants de la participation liés à ces nouvelles dépenses à la charge des constructeurs, les

caractéristiques du PAE multisites Marqueroze sont identiques à celles approuvées en séance du conseil municipal du 26 mars 2007.

1. Périmètre du PAE :

Ce périmètre du PAE approuvé le 6 novembre 2006 et modifié le 26 mars 2007 reste inchangé et est défini sur le plan annexé à la présente délibération.

2. Nature et coût (hors taxes) des équipements publics à réaliser (valeur juin 2010)

Rappel du programme initial (coût réactualisé)

a/ Elargissement et aménagement du boulevard Paul Valéry et d'une partie des rues de la Marqueroze et Gaston Bachelard, y compris les murs de soutènement et le traitement des carrefours : le montant de ces travaux comprenant le coût des terrains correspondant à l'assiette foncière des voies est de 2 244 283 €HT. La part correspondant aux besoins des habitants du PAE est estimée à 75% soit 1 683 212 €HT.

b/ Création des réseaux d'assainissement, eau potable, eau pluvial et éclairage public du boulevard Paul Valéry et d'une partie des rues de la Marqueroze, Gaston Bachelard et avenue du Colonel Pavelet: le coût des travaux s'élève à 1 856 945 €HT.

La part correspondant aux besoins des habitants du PAE est estimée à 90% soit 1 671 250 €HT. Par ailleurs, un réseau pluvial d'un montant de 136 708 € HT concernant un ouvrage de franchissement de la voie SNCF est nécessaire à l'aménagement de ce secteur. La part correspondant aux besoins des habitants du futur PAE est estimée à 75 % soit 102 531 €HT.

Concernant ces travaux du réseau d'assainissement qui relèvent de la compétence de la communauté d'Agglomération de Montpellier et qui sont pris en compte dans le PAE, la Ville a approuvé par délibération du Conseil municipal du 9 février 2009 une convention avec l'Agglomération qui définit les conditions financières et les modalités de reversement des participations PAE pour la réalisation de ces travaux par l'agglomération.

c/ La Ville doit par ailleurs renforcer l'alimentation générale en eau potable des habitants du quartier de la Croix d'Argent. Pour cela, il est nécessaire de réaliser un château d'eau pour ce quartier. Le coût de ces travaux, y compris la réalisation des réseaux structurants, est estimé à 3 105 256 €HT (coût réactualisé). La part correspondant aux besoins des habitants du PAE est estimée à 12% soit 372 631 €HT. Pour les travaux d'alimentation générale en eau potable qui relève depuis le 1^{er} janvier 2010 de la compétence de l'agglomération de Montpellier, une convention financière pour la réalisation du château d'eau sera établie, si nécessaire, entre la Communauté d'Agglomération et la Ville de Montpellier.

Nouveau programme

d/ Création et renforcement des réseaux électriques (études, mise en place d'un transformateur, terrassement, pose de câbles électriques ...) : le coût des travaux s'élève à 110 190 €HT. La part correspond aux besoins des habitants est estimée à 100% soit 110 190 €HT

3. Total des dépenses d'équipements pour le secteur du PAE APRES MODIFICATION et REACTUALISATION

Réseaux (dont travaux électrique) et voirie : 4 348 126 €HT

Château d'eau : 3 105 256 €HT

Soit un total de 7 453 382 €HT

4. Part des dépenses mises à la charge des constructeurs APRES MODIFICATION et REACTUALISATION

Le montant des dépenses décrites à l'alinéa 2 ci-dessus et mises à la charge des constructeurs est de 3 939 814 €HT

5. Part des dépenses mises à la charge de la ville :

Cette part est de 3 513 568 €HT

6. Délai de réalisation des équipements publics prévus au PAE

Ce délai est de 15 ans à compter du versement de la 1^o participation (ce délai est identique au PAE approuvé le 6 novembre 2006 modifié le 26 mars 2007).

7. Montant des participations par m² de SHON pour les différentes catégories de construction (compte tenu de l'actualisation des participations et des travaux ERDF)

- logements sociaux: 12,75 €
- autres logements : 189,80 €
- commerces, activités, bureaux : 154,20 €
- extensions de locaux existants inférieurs à 80 m² de SHON : 29,60 €

Les bâtiments qui sont destinés à être affectés à un service public ou reconnus d'utilité publique et dont la liste figure à l'article 317 bis du code général des impôts sont exclus du champ d'application du régime des participations.

8. Actualisation des participations :

Les modalités de participation initiale seront définies par l'arrêté d'autorisation de construire. Chaque fraction de la participation sera révisée en fonction de l'indice TP01 du mois de paiement selon la formule suivante :

$$P = \frac{(\text{Indice TP01 du mois de paiements } X \text{ Po})}{\text{Indice TP01 du mois de Juin 2010}}$$

En conséquence, nous vous proposons :

- d'approuver la 2^{ème} modification du programme d'aménagement d'ensemble dit PAE multisites Marqueroze, en application de l'article L332-9 du code de l'urbanisme et d'instituer les participations pour équipements publics définies ci-dessus,
- de dire que cette délibération annule et remplace celle du 26 mars 2007,
- d'exclure ce secteur du champ d'application de la taxe locale d'équipement (TLE),
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'adjoint délégué à l'Urbanisme, à signer les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 59

Adopté à l'unanimité

6 - ZAC Port Marianne - Consuls de Mer - Extension (phase 3) -

Bilan complémentaire et définitif de la concertation - Arrêt du dossier de réalisation - Mise à disposition du public

Philippe SAUREL : Par délibération du 24 juillet 2008, le Conseil municipal a approuvé le dossier de création de l'extension de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer (Phase 3), ainsi que le bilan de la concertation à laquelle il a donné lieu. L'extension de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer, dont le périmètre s'étend sur un peu plus de 3 hectares, est située au sud de l'opération existante, à proximité immédiate du futur hôtel de Ville de Montpellier, et s'inscrit dans le cadre du projet urbain de Port Marianne et du développement de la ville vers l'est.

Depuis l'approbation du dossier de création, les études se sont poursuivies et ont permis la production d'un projet de dossier de réalisation.

La concertation organisée sur le dossier de réalisation s'est déroulée selon les modalités suivantes :

- une mise à disposition au public du projet de dossier de réalisation, du 29 novembre 2010 au 17 décembre 2010, accompagné d'un cahier où chacun pouvait consigner son avis,
- une réunion publique qui s'est tenue le 8 décembre 2010 à 18h30 à l'Hôtel de Ville, salle Urbain V,
- des avis parus :
 - dans les journaux suivants :
 - « L'Hérault du jour » du 27 novembre 2010,
 - « Midi Libre » du 28 novembre 2010,
 - « La Gazette de Montpellier » du 25 novembre 2010,
 - Le journal municipal « Montpellier Notre Ville » du mois de décembre 2010.
 - sur le site internet officiel de la Ville « *Montpellier-Mairie en ligne* » à compter du 25 novembre 2010.

Le projet de dossier de réalisation de la ZAC a été transmis à la Chambre d'agriculture de l'Hérault, ainsi qu'à la Chambre de métiers et la Chambre de commerce et d'industrie le 30 novembre 2010.

Le projet de dossier de réalisation soumis à la concertation comprenait notamment :

- le projet de programme des équipements publics à réaliser dans la zone,
- le projet de programme global des constructions à réaliser dans la zone,
- les modalités prévisionnelles de financement de l'opération d'aménagement échelonnées dans le temps.

Le bilan complémentaire et définitif de la concertation, joint à la présente délibération, ne fait pas apparaître d'opposition de la population au projet qui lui a été présenté et le caractère d'intérêt général de l'opération n'a pas été remis en cause.

Les chambres consulaires n'ont pas manifesté d'opposition à ce projet.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver le bilan complémentaire et définitif de la concertation relatif à la phase de réalisation de l'extension de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer (Phase 3), joint à la présente délibération et qui complète le bilan approuvé par délibération du Conseil

municipal du 24 juillet 2008 établi lors de la phase de création de cette extension de ZAC ;

- d'arrêter le projet de dossier de réalisation de l'extension de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer (Phase 3) ;
- de dire que ce dossier sera tenu à la disposition du public, à la mairie de Montpellier, aux jours et heures d'ouverture des bureaux au public ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 59

Adopté à l'unanimité

M. Aragon sort de séance.

7 - Démarche d'élaboration du Projet Urbain de la Ville de Montpellier - Avenant au marché de la société Algoé pour la réalisation d'une étude de diagnostic sur le thème "Economie et Culture"

Philippe SAUREL : La Ville de Montpellier a lancé depuis un an une longue et importante démarche d'élaboration de son nouveau projet urbain dont l'objectif est d'orienter les grandes décisions de stratégie urbaine à prendre dans les 30 prochaines années. La 1^{ère} phase de diagnostic de cette vaste réflexion est en cours de finalisation et se prolongera à court terme par une consultation d'équipes de concepteurs pluridisciplinaires sous la forme d'un concours d'urbanisme décrit dans la délibération du 8 novembre 2010.

Avec la mission d'élaborer ce diagnostic portant sur les multiples thématiques liées à la dimension spatiale, aux politiques publiques ou à l'usage de la ville, la Ville a attribué, par délibération du conseil municipal le 8 février 2010, à la société Algoé un marché d'un montant de 234 460 € HT. Ce marché comprenait également le pilotage et l'encadrement de quatre études complémentaires concernant le paysage, les services urbains, l'économie et la culture. Les titulaires indépendants des études sur le paysage et les services ont déjà été désignés. Mais devant l'importance grandissante de l'économie créative dans le rayonnement et l'attractivité des villes, il est finalement apparu souhaitable de ne pas dissocier la recherche d'informations économiques et culturelles. En traitant ces deux sujets d'une manière conjointe et simultanée, il sera possible de réaliser un diagnostic sur le rôle économique du dynamisme culturel et les rapports entre culture et économie de la connaissance, enjeux essentiels pour le devenir de Montpellier.

La société Algoé disposant de cette double compétence et comptant dans son effectif des consultants très spécialisés dans les domaines de la culture et de l'économie et expérimentés dans les rapports liant ces deux disciplines dans les grandes métropoles, il est proposé de tirer parti de son expertise spécifique en lui confiant, par avenant au marché actuel, la réalisation de cette double étude.

D'autre part, l'intégration des ces questions avec pertinence et cohérence dans le cahier des charges des équipes de concepteurs qui concourront pour l'élaboration du projet urbain sera simplifiée s'il est fait par le même prestataire en charge de la réalisation du diagnostic global.

Le montant de cette mission supplémentaire en plus-value au marché s'élève à 60 700 €HT mais est équivalent à l'estimation financière de la somme des études qu'il était prévu de lancer séparément. Le montant total du marché serait donc augmenté de 25,8 % pour être porté à 295 160 €HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver le projet d'avenant n°1 au marché de la société Algoé joint en annexe,
- d'autoriser Mme le Maire, ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 58

Adopté à l'unanimité

M. Bouillé sort de séance.

8 - ZAC des Grisettes (3ème tranche) - Agrément de candidature A. C. M (lot 1 A3)

Philippe SAUREL : La ZAC des Grisettes a été initiée dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway. D'une superficie de 20 ha environ, cette opération est située au sud ouest de la ville, entre l'avenue du Colonel Pavelet et le futur agri-parc du Mas Nougulier. Dans un souci de mixité urbaine, ce nouveau quartier prévoit la construction d'environ 1 500 logements sous forme d'habitats collectifs diversifiés accompagnés de commerces et de bureaux.

La Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) a été désignée en tant que concessionnaire de la ZAC des Grisettes par délibération du 6 novembre 2006 afin de réaliser les études et les aménagements de cette opération.

Dans ce cadre, la SERM propose, conformément à l'article 12-2 du traité de concession approuvé, d'agréer la candidature d'A.C.M en vue de la cession d'un terrain permettant la réalisation de logements collectifs sociaux.

Dénomination du candidat :

A.C.M
407 avenue du Professeur Antonelli
CS 15590
34074 Montpellier cedex 3

Localisation :

ZAC des Grisettes (3^{ème} tranche)
Lot 1 A 3

Parcelle cadastrée : Section EK n°277p

Surface du lot : 2005 m²

Nature du projet : 72 logements collectifs sociaux

SHON envisagée : 5818 m²
SHON maximale autorisée : 6090 m²

La SERM précise que la candidature d'A.C.M prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville (bilan financier et cahier des charges de cession de terrains, dont le cahier des charges architectural, urbanistique et paysager).

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- D'approuver la candidature d'A.C.M pour la réalisation de 72 logements collectifs sociaux sur le lot 1 A3 de la 3^{ème} tranche de la ZAC des Grisettes.
- D'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 57

Adopté à l'unanimité

9 - ZAC Port Marianne - Jardins de la Lironde - Agrément de candidature GEORGE V Languedoc Roussillon (îlot J2a)

Philippe SAUREL : La société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) a été désignée comme concessionnaire de l'opération ZAC Port Marianne – Jardins de la Lironde par délibération du conseil municipal en date du 30 mars 1998 afin d'en réaliser les études et les aménagements.

Ces études ont été confiées à Christian de Portzampac, architecte. Les dossiers de création et de réalisation de ZAC ont été approuvés par délibérations du conseil municipal, respectivement du 20 décembre 1999 et du 29 septembre 2000. Une procédure d'extension de la ZAC sur l'îlot Z, correspondant aux anciens terrains de l'ASPTT, a été engagée, et le dossier de réalisation y afférant a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 25 juillet 2005.

L'objet de cette opération est de réaliser, dans le cadre du projet urbain Port Marianne, un nouveau quartier à vocation principale d'habitat, sans toutefois exclure les activités, notamment le long des voies primaires (avenue Pierre Mendès France et avenue du Mondial 98).

Cette ZAC est entrée en phase opérationnelle en 2003 avec, toutefois, une première réalisation de bureaux dès l'année 2000.

La SERM propose, conformément à la convention publique d'aménagement approuvée, d'agréer la candidature de GEORGE V Languedoc-Roussillon en vue de la cession d'un terrain permettant la réalisation d'un programme de logements collectifs dans cette ZAC.

- Dénomination du candidat : GEORGE V Languedoc Roussillon
1 terrasse Bellini
TSA 48200
92919 Paris la Défense

- Localisation : Ilot J2a

ZAC Port Marianne – Jardins de la Lironde

- Parcelles cadastrées : Section DL n°525c et 514b
- Nature du projet : Environ 40 logements collectifs
- SHON maximale : 3 000 m² dont 1 050 m² SHON en accession aidée
- Surface maximale constructible : 3 000 m²

La SERM précise que la candidature de GEORGE V Languedoc Roussillon prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC approuvées par la Ville (bilan financier et prescriptions architecturales et urbanistiques).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la candidature de GEORGE V Languedoc Roussillon en vue de la réalisation d'un programme de logements collectifs sur l'îlot J2a de la ZAC Port Marianne – Jardins de la Lironde,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 57

Adopté à l'unanimité

10 - ZAC Port Marianne – Jardins de la Lironde - Agrément de candidature FDI Promotion (îlot J2b)

Philippe SAUREL : La société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) a été désignée comme concessionnaire de l'opération ZAC Port Marianne – Jardins de la Lironde par délibération du conseil municipal en date du 30 mars 1998 afin d'en réaliser les études et les aménagements.

Ces études ont été confiées à Christian de Portzamparc, architecte. Les dossiers de création et de réalisation de ZAC ont été approuvés par délibérations du conseil municipal, respectivement du 20 décembre 1999 et du 29 septembre 2000. Une procédure d'extension de la ZAC sur l'îlot Z, correspondant aux anciens terrains de l'ASPTT, a été engagée, et le dossier de réalisation y afférent a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 25 juillet 2005.

L'objet de cette opération est de réaliser, dans le cadre du projet urbain Port Marianne, un nouveau quartier à vocation principale d'habitat, sans toutefois exclure les activités, notamment le long des voies primaires (avenue Pierre Mendès France et avenue du Mondial 98).

Cette ZAC est entrée en phase opérationnelle en 2003 avec, toutefois, une première réalisation de bureaux dès l'année 2000.

La SERM propose, conformément à la convention publique d'aménagement approuvée, d'agréer la candidature de FDI Promotion en vue de la cession d'un terrain permettant la réalisation d'un

programme de logements collectifs dans cette ZAC.

- Dénomination du candidat : FDI Promotion
123 bis avenue de Palavas
34966 Montpellier cedex 2
- Localisation : Ilot J2b
ZAC Port Marianne – Jardins de la Lironde
- Parcelles cadastrées : Section DL n°525b et 514c
- Nature du projet : Environ 39 logements collectifs
- SHON maximale : 2 650 m² SHON dont 959 en PLSA
- Surface maximale constructible : 2 750 m²

La SERM précise que la candidature de FDI Promotion prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC approuvées par la Ville (bilan financier et prescriptions architecturales et urbanistiques).

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver la candidature de FDI Promotion en vue de la réalisation d'un programme de logements collectifs sur l'îlot J2b de la ZAC Port Marianne – Jardins de la Lironde,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 57

Adopté à l'unanimité

11 - ZAC Ovalie - Demande d'agrément de candidature - Tranche 3 - Lot n° 11A - Société « SNC MARIGNAN Résidences »

Philippe SAUREL : Dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway, le Conseil municipal a décidé par délibération du 26 juin 2003, de lancer la procédure de la zone d'aménagement concerté (ZAC) Ovalie.

Cette zone d'aménagement concerté, située à proximité du quartier de Bagatelle et du stade de rugby Yves du Manoir, s'étend sur une superficie d'environ 32 hectares. Elle est bordée par l'avenue Toulouse au sud, l'avenue de Vanières à l'est et le Rieucoulon à l'ouest.

Par délibération du 3 juin 2004, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la création de la ZAC Ovalie. Le projet de réalisation de la ZAC a été arrêté par le Conseil municipal en date du 29 juillet 2004.

Ce nouveau quartier a pour objectif de marquer l'entrée ouest de la Ville et la transition entre le périurbain et les secteurs plus denses de Montpellier.

Il offrira dans un cadre paysagé de qualité environ 2500 logements diversifiés (logements sociaux, logements en accession) et une grande mixité de fonctions (logements, bureaux, commerces et équipements publics).

Le plan de composition du quartier prévoit la création de deux espaces publics qui seront bordés de commerces ou d'équipements publics permettant d'assurer une animation de ces lieux, fédérateurs d'échanges et de convivialité.

Par délibération en date du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a confié une convention publique d'aménagement de la Société d'Equipeement de la Région Montpelliéraine (SERM) portant sur les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie.

Dans ce contexte, la SERM nous propose d'agréer la candidature de la société « **SNC MARIGNAN Résidences** ».

Maître d'ouvrage : SNC MARIGNAN Résidences
C° / BOUWFONDS MARIGNAN Immobilier
770, avenue Alfred Nobel
Parc du Millénaire
34000 MONTPELLIER

Localisation du projet : Section PB n° 189p et 196p

Surface du lot : 3.347 m²

Nature du projet : 101 logements collectifs

SHON envisagée : 6.485 m² SHON
dont 1.945 m² SHON en accession à la propriété aidée,
6.850 m² SHON maximale autorisée.

La SERM précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville (bilan financier et cahier des charges de cession de terrains, dont le cahier architectural, urbanistique et paysager).

En conséquence, il est proposé :

- d'agréer la candidature de la société « SNC MARIGNAN Résidence »,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 57

Adopté à l'unanimité

12 - ZAC Ovalie - Agrément de candidature - Modification Tranche 3 - Lot 11B Société BACOTEC

Philippe SAUREL : Par délibération du Conseil Municipal n°2010/412 en date du 4 octobre

2010, la Ville de Montpellier a agréé la candidature de la société Bacotec, pour la réalisation de logements collectifs sur le lot 11B. Ce programme se composait de logements en Prêt Pass Foncier, accession aidée et accession libre.

A la suite de la non-reconduction du dispositif Prêt Pass Foncier par l'Etat pour les années à venir, un avenant au compromis de vente initial entre la SERM et le constructeur a été signé afin de réaffecter les surfaces hors œuvre nette des logements initialement concernées par ce dispositif.

En conséquence, il est proposé de modifier l'agrément de candidature de la société Bacotec comme suit :

Ancienne candidature

Maître d'ouvrage :	BACOTEC Résidence « Amarra » 40, rue des Frères Lumières 34000 Montpellier
Localisation du projet :	Section PB n° 189p
Surface du lot :	3.993 m ²
Nature du projet :	58 logements collectifs
SHON envisagée :	4.100 m ² SHON dont 1.230 m ² SHON en accession à la propriété aidée dont 820 m ² SHON en Prêt Pass Foncier 4.300 m ² SHON maximale autorisée

Nouvelle candidature

Maître d'ouvrage :	BACOTEC Résidence « Amarra » 40, rue des Frères Lumières 34000 Montpellier
Localisation du projet :	Section PB n° 189p
Surface du lot :	3.993 m ²
Nature du projet :	52 logements collectifs
SHON envisagée :	3.900 m ² SHON dont 1.560 m ² SHON en accession à la propriété aidée 4.095 m ² SHON maximale autorisée

La SERM précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est proposé :

- d'approuver la modification de l'agrément de candidature de la société « BACOTEC » pour la réalisation de 52 logements collectifs en accession aidée à la propriété et accession libre,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 57

Adopté à l'unanimité

13 - ZAC Ovalie - Agrément de candidature - Modification Tranche 3 - Lot 11BisB Société Méditerranéenne de Construction "Les Villégiales"

Philippe SAUREL : Par délibération du Conseil Municipal n°2010/411 en date du 4 octobre 2010, la Ville de Montpellier a agréé la candidature de la Société Méditerranéenne de Construction, dénommée « Les Villégiales », pour la réalisation de logements collectifs sur le lot 11bisB. Ce programme se composait de logements en Prêt Pass Foncier et en accession libre.

Suite à la non-reconduction du dispositif Prêt Pass Foncier par l'Etat pour les années à venir, un avenant au compromis de vente initial entre la SERM et le constructeur a été signé afin de modifier la répartition des surfaces hors œuvre nette affectées aux logements en prêt pass-foncier et les affecter à des logements en accession à la propriété aidée.

En conséquence, il est proposé de modifier l'agrément de la candidature de la Société Méditerranéenne de Construction « Les Villégiales » comme suit :

Ancienne candidature

Maître d'ouvrage : Société Méditerranéenne de Construction « Les Villégiales »
7, rue Rouget de Lisle
30000 NIMES

Localisation du projet : Section PB n° 180p

Surface du lot : 1769 m²

Nature du projet : 53 logements collectifs

SHON envisagée : 4.260 m² SHON
dont 1.458 m² SHON en prêt pass-foncier
4.470 m² SHON maximale autorisée

Nouvelle candidature

Maître d'ouvrage : Société Méditerranéenne de Construction « Les Villégiales »
7, rue Rouget de Lisle
30000 NIMES

Localisation du projet : Section PB n° 180p

Surface du lot : 1769 m²

Nature du projet : 53 logements collectifs

SHON envisagée : 4.260 m² SHON
dont 1.458 m² SHON en accession aidée à la propriété
4.470 m² SHON maximale autorisée

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la modification de l'agrément de la candidature de la Société Méditerranéenne de Construction « Les Villégiales » pour la réalisation de 53 logements en accession aidée à la propriété et en accession libre,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 57

Adopté à l'unanimité

14 - ZAC Port Marianne - Consuls de Mer - Autorisation de signer un contrat "Commande d'œuvres pour les plafonds des salles publiques du Futur Hôtel de Ville"

Philippe SAUREL : Par délibération du Conseil municipal du 24 septembre 2002, la Ville de Montpellier a approuvé le programme de l'opération de son futur hôtel de ville et en a arrêté l'enveloppe financière prévisionnelle.

Rappelons que le programme prévoit la réalisation d'environ 27 000 m² de SHON pour l'accueil du public, les bureaux des élus et des services, les espaces communs et les locaux techniques.

A l'issue d'un concours, un contrat de maîtrise d'œuvre a été attribué par délibération du Conseil municipal du 25 juillet 2003 au groupement : « J. Nouvel / F.Fontès / Terrel Technologies / Verdier ».

Ce groupement a présenté une réponse architecturale comprenant de manière intégrante un traitement artistique des plafonds des trois grandes salles publiques du futur hôtel de Ville (hall, salle des rencontres et salle du Conseil municipal).

La Ville a lancé le 7 janvier 2011, en application de l'article 35 II 8° du code des marchés publics, une procédure négociée avec Alain Fleischer pour l'intégration d'une œuvre artistique pérenne aux plafonds des trois grandes salles du projet.

Les œuvres photographiques d'Alain Fleischer entrent en parfaite cohérence artistique avec le projet architectural de Jean Nouvel / François Fontès compte tenu notamment de leur intérêt commun à la lumière, l'image, l'histoire, la poésie du récit et le paysage urbain.

Ces œuvres seront intégrées au plafond des grandes salles du projet sous forme de photographies ou photomontages réalisés par Alain Fleischer autour des thèmes « des paysages urbains de Montpellier et ses villes jumelées » (hall), de « l'évocation de l'Histoire de la Ville de Montpellier à travers les archives de l'Etat civil » (salle des rencontres) et « de l'illustration du thème des libertés » (salle du Conseil Municipal).

En conclusion :

La commission d'appel d'offres en date du 25 janvier 2011, a décidé d'acquérir auprès de l'artiste Alain Fleischer, les droits et la réalisation de trois photographies ou photomontages pour

le montant de 369 668,25 euros Hors Taxe.

En conséquence, il est proposé au conseil municipal :

- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué à signer conformément à l'avis favorable de la commission d'appel d'offres, le contrat avec l'artiste Alain Fleisher et, plus généralement, à signer tous documents relatifs à cette affaire.
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2010 de la Ville, Service Conduite d'Opérations : Nature : 23 13 – ligne de crédit 18 945 - Programme : 100 40E

Jean-Louis ROUMEGAS

Jacques DOMERGUE

Stéphane MELLA

Hélène MANDROUX

Francis VIGUIE

Michaël DELAFOSSE

Philippe SAUREL

Jacques DOMERGUE

Patrick VIGNAL

Jacques TOUCHON

Pour : 48

Contre : 8 (UMP + M. Viguié)

Abstention : 4 (Verts)

Adopté à la majorité

15 – ZAC Port Marianne - Consuls de Mer - Futur Hôtel de Ville - Autorisation de signer les marchés Lot 24 - B : Fourniture de mobilier

Philippe SAUREL : Par délibération du Conseil municipal du 24 septembre 2002, la Ville de Montpellier a approuvé le dossier de concours du nouvel hôtel de ville. Le 19 décembre 2002, un mandat de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de cette opération a été confié à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM).

A l'issue d'un concours, un contrat de maîtrise d'œuvre a été attribué par délibération du Conseil municipal du 25 juillet 2003 au groupement : « J. Nouvel / F.Fontès / Terrel Technologies / Verdier ».

Le programme prévoit la réalisation d'environ 27 000 m² de SHON pour l'accueil du public, les bureaux des élus et des services, les espaces communs et les locaux techniques.

La durée des travaux sera de 39 mois (y compris la période de préparation du chantier).

Pour réaliser les travaux du lot 24 – B, Fourniture de mobilier manufacturé, relatif aux espaces publics de l'Hôtel de Ville dont l'Accueil, l'Etat civil, l'Attente d'étage, les Bars, la Salle Hors Sac, L'Espace du Maire, et les Fauteuils de la Salle du Conseil, un marché à procédure adaptée a

été lancé le 29 novembre 2010, conformément aux articles 27 et 28 du Code des Marchés Publics.

La commission d'appel d'offres en date du 18 janvier 2011 a décidé d'attribuer le lot **24-B, Fourniture de mobilier**, à l'entreprise ci-dessous désignée, offre économiquement la plus avantageuse.

Lot	Entreprise	Montants retenus en € HT
24- B : Fourniture de mobilier	RBC	795 895

En conséquence, il est proposé au conseil municipal :

- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué à signer les marchés avec les entreprises retenues par la commission d'appel d'offres et, plus généralement, de signer tous documents relatifs à cette affaire.
 - de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 de la Ville,
 - Service Conduite d'Opérations 81900 :
- Nature : 23 13 - Fonction : 900 201 - Programme : 10040E

Pour : 52

Contre : 7 (UMP)

Abstention : 1 (M. Viguié)

Adopté à la majorité

16 - Zac Port Marianne - Consuls de Mer - Futur Hôtel de Ville - Autorisation de signer les marchés Lot : 14 "Calade en Galets Sciés"

Philippe SAUREL : Par délibération du Conseil municipal du 24 septembre 2002, la Ville de Montpellier a approuvé le dossier de concours du nouvel hôtel de ville. Le 19 décembre 2002, un mandat de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de cette opération a été confié à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM).

A l'issue d'un concours, un contrat de maîtrise d'œuvre a été attribué par délibération du Conseil municipal du 25 juillet 2003 au groupement : « J. Nouvel / F. Fontès / Terrel Technologies / Verdier ».

Le programme prévoit la réalisation d'environ 27 000 m² de SHON pour l'accueil du public, les bureaux des élus et des services, les espaces communs et les locaux techniques. La durée des travaux sera de 39 mois (y compris la période de préparation du chantier).

Pour réaliser les travaux du lot 14, « Calade en galets sciés », comprenant la réalisation du revêtement de sol en calade au droit du parvis extérieur ainsi que dans le hall intérieur, y compris le polissage, les études et prototypes, un marché à procédure adaptée a été lancé le 11 octobre 2010, conformément aux articles 27 et 28 du Code des Marchés Publics.

La commission d'Appel d'Offres en date du 25 novembre 2010 a décidé d'attribuer le lot 14, Calade en galets sciés, à l'entreprise ci-dessous désignée, offre économiquement la plus avantageuse.

Lot	Entreprise	Montants retenus en € HT
14 : Calade en galets sciés	COMPAGNONS PAVEURS	410 606.19 €HT

En conséquence, il est proposé au conseil municipal :

- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué à signer les marchés avec les entreprises retenues par la commission d'appel d'offres et, plus généralement, de signer tous documents relatifs à cette affaire.
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2010 de la Ville, Service Conduite d'Opérations : 81900 - Nature : 23 13 - Fonction : 900 201 - Programme : 100 40

Pour : 52

Contre : 7 (UMP)

Abstention : 1 (M. Viguié)

Adopté à la majorité

17 - ZAC Port Marianne - Consuls de Mer Futur Hôtel de Ville - Autorisation de signer le marché d'Assurance "Dommage / Ouvrage / Contrat Collectif de Responsabilité Décennale / RC Constructeur Non réalisateur"

Philippe SAUREL : Par délibération du Conseil municipal du 24 septembre 2002, la Ville de Montpellier a approuvé le dossier de concours du nouvel hôtel de ville. Le 19 décembre 2002, un mandat de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de cette opération a été confié à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM).

A l'issue d'un concours, un contrat de maîtrise d'œuvre a été attribué par délibération du Conseil municipal du 25 juillet 2003 au groupement : « J. Nouvel / F.Fontès / Terrel Technologies / Verdier ».

Le programme prévoit la réalisation d'environ 27 000 m² de SHON pour l'accueil du public, les bureaux des élus et des services, les espaces communs et les locaux techniques. La durée des travaux sera de 39 mois (y compris la période de préparation du chantier).

La SERM, conformément aux missions qui lui sont attribuées, a organisé la consultation relative

à la souscription d'un contrat d'assurance « Dommage-ouvrage/Contrat Collectif de Responsabilité Décennale/RC Constructeur Non réalisateur » pour la réalisation du Futur Hôtel de Ville de Montpellier.

Un marché négocié après mise en concurrence et publicité organisé dans le cadre de l'article 35 I du Code des Marchés publics a été lancé le 18 juillet 2008.

La commission d'appel d'offres en date du 21 décembre 2010 au terme de la procédure négociée a décidé d'attribuer le lot 2 assurance « Dommage-ouvrage/Contrat Collectif de Responsabilité Décennale/RC Constructeur Non réalisateur », au candidat GRAS SAVOYE / AXA avec tarification 1, c'est-à-dire franchise nulle sur la garantie de base, et franchise de 5000 € pour les dommages immatériels consécutifs et le bon fonctionnement des éléments dissociables pour une prime 1 783 546.38 € TTC (options incluses), offre économiquement la plus avantageuse.

Lot 2	Entreprise	Montants retenus en € HT
ASSURANCE DO/CNR	GRAS SAVOYE / AXA	1 636 281,08

En conséquence, il est proposé au conseil municipal :

- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué à signer les marchés avec les entreprises retenues par la commission d'appel d'offres et, plus généralement, de signer tous documents relatifs à cette affaire.
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2010 de la Ville,

Service Conduite d'Opérations : Nature : 23 13 - Fonction : 900 201 - Programme : 100 40

Christian DUMONT
Sarah EL ATMANI

Pour : 52
Contre : 7 (UMP)
Abstention : 1 (M. Viguié)
Adopté à la majorité

18 - Foncier Aménagement d'un cheminement piéton rue de Saint Hilaire / avenue du Dr J. Fourcade Conseil Général de l'Hérault

Philippe SAUREL : La Ville de Montpellier souhaite réaliser un cheminement piéton entre l'avenue du Docteur Jacques Fourcade et la rue de Saint-Hilaire, afin de créer une transparence piétonne sécurisée dans un quartier à forte densité.

Le projet concerne plusieurs propriétés, et notamment la parcelle DN 507 de 3 812 m² qui appartient au Conseil Général de l'Hérault.

Le Conseil Général de l'Hérault accepte de céder cette parcelle à l'euro symbolique compte tenu de l'intérêt public du projet envisagé.

Après la cession à la Ville, ce terrain, en forme de bande inconstructible, pourra être intégré au

domaine public communal, dès que les travaux d'aménagement seront terminés.

Il est proposé de saisir l'étude de Maître Capela – Laborde, notaire à Montpellier, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville.

Après étude de cette affaire, nous vous proposons :

- d'acquérir à l'euro symbolique la parcelle cadastrée DN 507 de 3 812 m² auprès du Conseil Général de l'Hérault pour réaliser un cheminement piéton entre l'avenue du Docteur Jacques Fourcade et la rue de Saint Hilaire,
- de saisir Maître Capela Laborde, notaire à Montpellier, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville,
- d'autoriser Madame Le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 60

Adopté à l'unanimité

19 - Foncier - Avenue du Maréchal Leclerc chemin piéton / S.A. Les Jardins d'Olympie

Philippe SAUREL : Un cheminement piéton a été aménagé sur la propriété privée des Jardins d'Olympie, copropriété constituée de deux ensembles immobiliers, à savoir une maison de retraite la « Maison de Famille Montpellier », et un immeuble regroupant la Caisse d'Epargne, le Laboratoire d'Analyses Médicales, un cabinet médical et des bureaux.

Ce cheminement piéton permet de relier l'avenue du Maréchal Leclerc à l'avenue de Palavas.

Ce passage, qui représente une superficie de 227 m² sur la parcelle cadastrale DV 285, est très utilisé par tous les habitants du quartier, notamment pour rejoindre l'arrêt bus situé sur l'avenue de Palavas, ou pour accéder aux nombreux commerces (banques, laboratoire d'analyses, groupe médical ...) installés dans le quartier.

Afin de mieux gérer ce passage, il a été proposé aux propriétaires de l'intégrer au domaine public communal. La Maison de Famille est tout à fait favorable à ce projet, et propose de céder l'emprise nécessaire à titre gratuit, compte tenu de l'intérêt public de ce cheminement piéton.

Ce chemin se poursuivra par l'instauration d'une servitude de passage piéton sur le parking de la copropriété voisine, qui comprend notamment le Laboratoire d'Analyses Médicales, également favorable au projet.

Dès que ce cheminement piéton sera la propriété de la Ville, il sera géré et entretenu par le service des Espaces Verts, qui prévoit également de le fermer la nuit pour plus de sécurité.

Après étude de cette affaire, nous vous proposons :

- l'acquisition à titre gratuit d'une emprise de 227 m², à extraire de la parcelle DV 285, correspondant au cheminement piéton actuel permettant la jonction entre l'avenue du Maréchal Leclerc et l'avenue de Palavas, pour incorporation au domaine public communal,

- l'instauration d'une servitude de passage piéton au travers du parking de la copropriété voisine occupée notamment par le Laboratoire d'Analyses Médicales et la Caisse d'Epargne, à titre gratuit,

- la saisine de Maître Nougier, notaire à Montpellier, pour rédiger l'acte notarié, aux frais de la Ville,

- d'autoriser Madame Le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 60

Adopté à l'unanimité

20 – Foncier - Aménagement d'un cheminement piéton Rue Saint Hilaire / avenue du Dr J. Fourcade Fédération F. de Football

Philippe SAUREL : La Ville de Montpellier souhaite réaliser un cheminement piéton entre l'avenue du Docteur Jacques Fourcade et la rue de Saint-Hilaire, afin de créer une transparence piétonne sécurisée dans un quartier à forte densité.

Le projet concerne plusieurs propriétés, et notamment la parcelle DN 242 de 494 m² qui appartient à la Fédération Française de Football.

La Fédération Française de Football accepte de céder cette parcelle gratuitement compte tenu de l'intérêt public du projet envisagé.

Après la cession à la Ville, ce terrain, en forme de bande inconstructible, pourra être intégré au domaine public communal, dès que les travaux d'aménagement seront terminés.

Il est proposé de saisir l'étude de Maître Capela – Laborde, notaire à Montpellier, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville.

Après étude de cette affaire, il demandé au Conseil Municipal :

- d'acquérir à titre gratuit, la parcelle cadastrée DN 242, auprès de la Fédération Française de Football, pour réaliser un cheminement piéton entre l'avenue du Docteur Jacques Fourcade et la rue de Saint Hilaire,
- de saisir Maître Capela Laborde, notaire à Montpellier, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville,
- d'autoriser Madame Le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 60

Adopté à l'unanimité

21 – Foncier - Convention opérationnelle - Etablissement Public Foncier de Languedoc-Roussillon Ville de Montpellier Secteur de la Baume

Philippe SAUREL : Situé en bordure de l'avenue de la Mer, axe majeur du développement du quartier Port Marianne, le secteur de la Baume (6 ha), occupé par un habitat peu dense et des activités commerciales, forme un ensemble hétérogène et sans grande valeur architecturale. Ce site, au potentiel important, mérite une requalification urbaine en continuité des nouveaux quartiers existants (Richter).

Le 8 mars 2007 a été créée la Zone d'Aménagement Différé multi-sites "Avenue de la Mer" qui englobe ce secteur.

Une étude pour l'aménagement du secteur de la Baume a été réalisée en septembre 2007 par le Cabinet d'architectes Nicolas BOUDIER, définissant les orientations d'aménagement à mettre en œuvre dans ce secteur.

Suite à cette étude, la Ville a instauré, le 24 avril 2008, un périmètre d'étude au sens de l'article L 111-10 du code de l'urbanisme afin de ne pas compromettre la faisabilité de l'opération d'aménagement future.

Afin de s'assurer la maîtrise foncière de ce secteur le plus tôt possible parallèlement à l'élaboration du projet, la Ville a sollicité l'intervention de l'Etablissement Public Foncier de Languedoc-Roussillon (EPF LR), le 2 juillet 2010.

Lors de sa séance du 9 décembre 2010, le Bureau de l'EPF LR a approuvé le projet de convention opérationnelle EPF LR / Ville pour le secteur de la Baume.

Cette convention d'une durée maximale de 8 années à compter de sa signature, définit deux périmètres d'intervention foncière à l'intérieur du secteur de la Baume :

- un périmètre d'intervention globale dans lequel une "veille foncière" sera exercée par l'EPF LR ;
- un périmètre plus restreint et inclus dans le périmètre global, dans lequel l'EPF LR interviendra d'une manière plus volontariste.

L'action foncière conduite par l'EPF LR aura pour finalité :

- La conduite d'une "veille foncières" active pendant la phase d'élaboration du projet;
- La maîtrise de l'ensemble des terrains nécessaires au projet dès validation de ce dernier par la Ville.

Le présent projet de convention opérationnelle vise à :

- définir les engagements et obligations que prennent l'EPF LR et la Ville pour conduire sur le moyen et court terme les acquisitions foncières nécessaires à la réalisation du projet municipal de requalification urbaine;
- préciser la portée de ces engagements.

Les terrains et biens acquis par l'EPF LR seront revendus, au prix de revient actualisé, à la Ville ou à son aménageur (le cas échéant) au terme de la convention.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver le projet de convention opérationnelle à passer entre Etablissement Public Foncier de Languedoc-Roussillon et la Ville, relatif au secteur de la Baume, tel qu'annexé à la présente délibération,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout acte ou document concernant cette affaire.

Pour : 60

Adopté à l'unanimité

22 - Suppression du plan d'alignement annexé au PLU rue Saint-Cléophas

Philippe SAUREL : La rue Saint-Cléophas, située entre l'avenue de Toulouse et l'avenue de Maurin, est une voie qui fait l'objet d'un plan d'alignement annexé au PLU (Plan Local d'Urbanisme) pour un projet d'élargissement d'une largeur de voie à 14 m. Ce plan d'alignement (ex CVO 5E) qui date du 31 janvier 1967, n'est plus applicable en l'état, car il touche notamment de nombreuses villas ainsi que les bâtiments du groupe scolaire Sainte Emilie.

Il est proposé, lors de la prochaine modification du PLU, de réactualiser cet alignement. La rue Saint-Cléophas ne sera alors plus répertoriée parmi les rues annexées au PLU. Par contre, il est prévu d'inscrire à la prochaine modification du PLU un emplacement réservé, qui répond parfaitement aux futurs besoins d'aménagement de la voie, tout en prenant en compte l'importance du bâti actuel.

Pour pouvoir procéder à la suppression du plan d'alignement de la rue Saint-Cléophas annexé au PLU, une enquête publique préalable a eu lieu du vendredi 03 décembre 2010 au vendredi 17 décembre 2010 inclus.

Monsieur le Commissaire-Enquêteur a émis un avis favorable sur le projet de suppression du plan d'alignement de la rue Saint-Cléophas.

En conséquence, il est proposé :

- de procéder à la suppression du plan d'alignement de la rue Saint-Cléophas tel qu'il est annexé au PLU,
- d'autoriser Madame Le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 60

23 - Cession au Département de l'Hérault de partie de la parcelle AO 99, propriété de la Ville de Montpellier dans le cadre de l'aménagement à 2x2 voies de la RD 65 - Opération déclarée d'utilité publique

Philippe SAUREL : Par délibération en date du 24 juillet 2008, la Ville de Montpellier a décidé la cession au Département de diverses emprises situées sur les communes de Montpellier, Montferrier sur Lez et Clapiers, dans le cadre de l'aménagement à 2X2 voies de la RD65, section la Lyre-Clapiers, qui a fait l'objet d'un arrêté préfectoral d'utilité publique en date du 15 janvier 2007.

Par ailleurs, la Ville a acquis par voie de préemption le 29 avril 2008 la propriété des consorts Valette, sise rue de la Lironde, cadastrée AO 99. Il était indiqué dans la décision de préemption que l'emprise concernée par l'élargissement de l'avenue Vincent Auriol (réserve D7 au PLU, liaison entre le carrefour de la Lyre et le carrefour d'Agropolis), serait rétrocédée au Département pour la RD 65.

Dans l'arrêté de cessibilité, pris au bénéfice du Conseil Général de l'Hérault, la parcelle AO 99 est impactée par l'opération pour une emprise de 94 m2 sur une superficie totale de 800 m2, qui sera déterminée par document d'arpentage par l'acquéreur (le solde restant à la Ville étant de 706 m2). La vente du bien, situé en zone AU-1b, est consentie par la Ville au Département au prix principal de 42 €/le m2, soit 3948 €+ une indemnité de remploi de 197,50 €, soit un prix total de 4145, 50 € conforme à l'estimation des services fiscaux. L'emprise de l'opération impactant la clôture de la parcelle, l'acquéreur s'engage à procéder à la reconstitution à l'identique des équipements (mur en parpaings et portail acier).

Les frais d'acte, qui sera établi par le notaire mandaté par le Département dans ce dossier, Maître Nahme, notaire à Gignac, seront pris en charge par l'acquéreur.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'accepter la cession au Département, dans le cadre de l'opération d'aménagement à 2X2 voies de la RD65, opération déclarée d'utilité publique, de partie de la parcelle AO 99, soit une emprise de 94 m2 sur une superficie totale de 800 m2, déterminée par document d'arpentage par l'acquéreur (le solde restant propriété de la Ville étant de 706 m2), au prix toutes indemnités comprises de 4145, 50 €
- de charger Maître Nahme, notaire à Gignac, de rédiger l'acte, dont les frais seront pris en charge par le Département,
- d'autoriser la Ville à affecter la recette correspondante sur le budget communal,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout acte ou document concernant cette affaire.

Pour : 60

Adopté à l'unanimité

24 - Lieudit Montferrier Le Vieux - Parcelle AI 1 - Conventions de servitudes de passage de réseaux souterrains E.R.D.F et G.R.D.F.

Philippe SAUREL : Pour l'aménagement d'une piste cyclable dans le cadre des travaux d'aménagement de la RD 65, menés à l'initiative du Département de l'Hérault, le Conseil Général a sollicité le déplacement des réseaux EDF et GDF, qui impacte la parcelle AI 19, propriété de l'Etat et la parcelle AI 1, propriété de la Ville, sise sur la commune de Montpellier, lieudit Montferrier le Vieux.

Les travaux suivants ont été réalisés par Electricité Réseau Distribution de France (ERDF) et Gaz Réseau Distribution de France (GRDF), qui proposent la signature des deux conventions de servitude de passage suivantes :

- convention ERDF :

Ligne électrique souterraine de liaison HTAS entre les postes HTA/BTA « Gerdat » et « Lycée Agricole » qui impacte la parcelle AI 1, propriété de la Ville, objet de la présente convention.

Travaux : pose dans une bande de 2 mètres de large d'une canalisation souterraine sur une longueur totale d'environ 21 mètres ainsi que ses accessoires.

-convention GRDF :

Canalisation nécessaire à la distribution du gaz, qui impacte la parcelle AI 1, propriété de la Ville, objet de la présente convention.

Travaux : pose d'une canalisation souterraine d'une longueur totale d'environ 21 mètres et tout accessoire nécessaire à la distribution du gaz.

Après signature, les conventions seront enregistrées à la Conservation des Hypothèques aux frais de E.R.D.F et de G.R.D.F par le notaire qu'ils auront mandaté.

Les conventions de servitude sont octroyées à titre gratuit, l'évaluation des services fiscaux servira de base au calcul du salaire du Conservateur des Hypothèques.

En conséquence, au vu de l'estimation des services fiscaux, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'autoriser la Ville à signer les deux conventions de servitude à titre gratuit avec ERDF et GRDF pour le passage en souterrain de deux canalisations d'une longueur totale d'environ 21 mètres et tous accessoires sur la parcelle AI 1, propriété de la Ville, sise sur la commune de Montpellier, lieudit « Montferrier le Vieux »,
- de dire que ces conventions seront publiées par les soins du notaire mandaté par les bénéficiaires des conventions,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout acte ou document relatifs à cette affaire.

Pour : 60

Adopté à l'unanimité

25 - MONTPELLIER GRAND COEUR - Ravalement obligatoire des façades - Attribution de subventions

Philippe SAUREL : Dans le cadre du ravalement obligatoire régi par le code de la construction et de l'habitation, mis en place par la Ville de Montpellier par délibérations du Conseil municipal sur Grand Coeur, des subventions sont accordées en application du règlement créé par délibération du Conseil municipal du 6 mai 2004, modifié par les délibérations du 21 décembre 2006, du 4 février 2009, du 22 juin 2009 et du 13 décembre 2010.

Après contrôle des travaux pour vérifier la conformité avec les préconisations de la Ville et les autorisations accordées, les subventions suivantes sont attribuables :

M. ou Mme Jacques DIVISIA, 7 rue André Michel	4.054,05 €
M. RONGEAT, 14 rue Montcalm	1.481,70 €
M. Bernard BARRIERE, 12 rue Emile Zola	7.199,74 €
M. P. CASTILLON ou Mme M. MOLES, 23 rue Ecole de Droit (50 % subvention / plafond)	1.340,00 €
M. ou Mme G. DE MAUPEOU D'ABLEIGES, 2 rue Gouan	1.485,46 €
Mme Chantal ou M. François RASCALOU, 4 rue Gouan	1.667,64 €
M. ou Mme Thierry LEROY, 51 bd. Berthelot	4.638,81 €
SC 3 rue Bonnié chez SARL MAB PLANCHON	1.940,78 €
M. ESCANDE syndic bénévole copropriété, 8 rue Dessalle Possel (50 % de la subvention)	4.477,98 €
M. Jean-Pierre MARTY, 47 rue Auguste Broussonnet	8.607,53 €
M. ou Mme Denis CARLIER, 15 rue Bonnard (50 % de la subvention / plafond subvention)	1.200,00 €
M. Mme J. Michel MOULINET, 17 rue Magnol (50 % de la subvention)	1.573,10 €
Mlle Nathalie LAMANDA et M. MAUGIN, 29 rue Haguenot	1.394,54 €
Syndicat des copropriétaires chez M. Jean-François MEVRET, 2 rue Toiras	5.206,16 €
M. VIGUIE ou Mme BEIRAS, 7 bd. Renouvier	1.605,13 €
Syndic de copropriété 12 rue Bornier, chez M. BUTARD	5.446,55 €
Mme Marie-Louise VERGNE, 42 rue Adam de Craponne	5.293,64 €
Mme Marie-Louise VERGNE, 42 <u>bis</u> rue Adam de Craponne	3.077,16 €
Mme Marie-Louise VERGNE, 42 <u>ter</u> rue Adam de Craponne	5.069,49 €
Mlle Corinne LOPEZ syndic bénévole de copropriété, 10 rue du Père Fabre	3.745,75 €
M. ou Mme Jean-Claude DREVON et RAHMANI Kheira, 17 rue Saint Antoine (plafond)	2.440,00 €
Holiday Inn, SHI Montpellier Métropole, 3 rue du Clos René / 18-20 rue de Verdun	27.992,24 €
Copropriété 8 rue Baudin chez TRANSAC syndic (50 % de la subvention)	5.022,72 €
M. ou Mme Stéphane DETEINDRE, 9 bd. Renouvier	4.887,71 €
M. ou Mme René BRUN, 8 rue Jeanne d'Arc	1.311,39 €

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'autoriser le paiement des subventions listées ci-dessus,
- d'autoriser Mme le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 60
Adopté à l'unanimité

26 - PROJET URBAIN - Organisation et lancement du concours d'urbanisme - Modification de la composition du jury

Philippe SAUREL : Par délibération n° 2010 / 455 du 08 novembre 2010, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a désigné les membres du jury de concours d'urbanisme chargé de sélectionner les concepteurs pluridisciplinaires ayant pour mission de donner forme à ce projet urbain.

Conformément aux articles 24 et 22 du code des marchés publics, Mme le Maire, son représentant, M. Philippe SAUREL, Président du jury, et cinq membres élus au sein du conseil municipal à la représentation proportionnelle au plus fort reste ont été élus.

Aujourd'hui, il est proposé de désigner la liste actualisée suivante :

Titulaires :	-M.PASSET	Suppléants :	-Mme COUVERT
	-M.TOUCHON		- M.SUDRES
	-M.DUFOUR		- Mme DANAN
	-M.ROUMEGAS		- M.TSITSONIS
	-M.DOMERGUE		- M. LANNELONGUE

Pour : 60
Adopté à l'unanimité

27 - MONTPELLIER GRAND CŒUR - Opération programmée d'amélioration de l'habitat - Attribution de subventions

Christian BOUILLE : Dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, mises en place dans le quartier Centre, des subventions de la Ville sont accordées en application des conventions signées notamment avec l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) et la Communauté d'agglomération de Montpellier.

Après contrôle des travaux réalisés par l'équipe de conduite d'opération de la SERM, agissant pour le compte de la Ville de Montpellier dans le cadre de la concession d'aménagement Grand Cœur, les subventions suivantes sont attribuables :

Mme ROZE Véronique (propriétaire occupante), 20 rue Guillaume Pellicier	532,00 €
Mme BELLET Claudine (propriétaire occupante), 13 rue Baudin	491,00 €
FLASH Immobilier (syndic copropriété), 4 rue Bercy	4.000,00 €

SCI VAVER (copropriété), 2 rue Vanneau	3.000,00 €
H.I.G. syndic, 29 rue Chaptal	2.523,53 €
M. URREA Jean-Marc (copropriété), 1 impasse de Metz	4.000,00 €
Syndic de copropriété 20 rue Guillaume Pellicier (Agence BOULENC)	4.000,00 €
Syndic de copropriété 1 rue de la Palissade chez AD HOC Immobilier	4.000,00 €
COGESIM syndic, 5 place de la Canourgue	1.500,00 €
M. NEYRAND syndic bénévole copropriété, 21 rue Balard	1.335,42 €
Mme Geneviève URBANI (propriétaire occupante), 1 bis rue du Commerce	1.342,00 €
Mlle Josette BLAVY (propriétaire occupante), 3 rue du Commerce	992,00 €
Mme ARGELIES syndic bénévole copropriété, 11 rue des Soldats	3.000,00 €

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'autoriser le paiement des subventions listées ci-dessus,
- d'autoriser Mme le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 60

Adopté à l'unanimité

28 - QUARTIER DES CEVENNES - Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) Copropriété Cévennes 1 - Attribution d'une subvention

Christian BOUILLE : Par délibération en date du 03 mai 2010, le Conseil Municipal a approuvé la convention relative à l'Opération Programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) - Copropriété Dégradée- des Cévennes 1. Cette convention permet la mobilisation des crédits de l'Agence Nationale pour l'Habitat (ANAH) par délégation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, de la Ville de Montpellier et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur ses fonds propres.

La convention d'OPAH a été signée le 27 juillet 2010 par l'ANAH, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le Département de l'Hérault et le syndic de copropriété. Elle vise à la réhabilitation complète de la copropriété des Cévennes 1, à la solvabilisation des propriétaires, au repérage des logements indignes à l'habitation, au maintien des propriétaires occupants.

Par délibération en date du 13 décembre 2010, le Conseil Municipal a retenu la Société d'Equipeement de la Région Montpelliéraine (SERM) pour la conduite d'opération de l'OPAH. La SERM fournit assistance aux propriétaires ou au syndic pour le montage des dossiers d'investissement et l'obtention des subventions.

Pour la mise en œuvre de ses interventions, la Ville de Montpellier a mis en place et a financé sur son budget, au titre du financement de l'action d'amélioration de l'habitat, un fonds communal d'aides à la réhabilitation privée, destiné à favoriser et accompagner la réalisation de travaux de réhabilitation en y introduisant de manière prioritaire une thématique de mises aux normes thermiques, électriques et acoustiques luttant ainsi contre la précarité énergétique.

Conformément au règlement d'intervention, la Ville de Montpellier apporte pour les parties communes des bâtiments une aide de 10% du montant des travaux subventionnables par l'ANAH. L'enveloppe éligible étant plafonnée par la convention d'OPAH.

Par délibération de la Commission Locale d'amélioration de l'Habitat (CLAH) en date du 14 décembre 2010, l'ANAH s'est engagée à mobiliser sa participation financière pour l'ensemble de la copropriété des Cévennes 1. Ainsi, une première tranche de travaux concernant le bâtiment I, d'un montant de 636.094 € a été retenu par l'ANAH.

Sur cette base et conformément à son engagement inscrit dans la convention pluriannuelle d'OPAH, la Ville de Montpellier est sollicitée pour apporter son concours à cette première tranche de travaux pour un montant de 149.796 € soit 10 % du montant des travaux. Ces travaux concernent la réhabilitation complète des parties communes du bâtiment I.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'attribuer une subvention de 149.796 € à la copropriété des Cévennes 1 pour l'engagement d'une première tranche de travaux concernant la réhabilitation du bâtiment I,
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier : nature 2313-ligne 16 039,
- de dire que le paiement de la subvention s'effectuera sur présentation par le syndic, des pièces justificatives prévues au règlement d'intervention,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 60

Adopté à l'unanimité

M. Sudres sort de séance.

29 - Les Rencontres Littéraires de Montpellier Mille et une littératures - Partenariat avec les conférenciers

Michaël DELAFOSSE : Avec l'ambition d'étendre son offre en matière d'événements littéraires à l'ensemble de l'année et afin d'encadrer, préparer et prolonger l'événement majeur qu'est la Comédie du Livre, la Ville de Montpellier projette de programmer régulièrement dès le 15 février 2011 des « Rencontres littéraires ».

Un mardi par mois, en partenariat avec l'association des libraires « Comédie du Livre », la Ville recevra un grand invité – homme de lettres, écrivain, traducteur, professeur de littérature, critique littéraire, acteur, essayiste – pour une soirée dédiée à la découverte d'un « moment » décisif dans l'histoire de la littérature mondiale : œuvre d'un grand écrivain, parution d'un livre essentiel, courant ou mouvement littéraire, thème ou période...

Une ambition forte préside à ce projet : faire entendre au grand public de la ville, amoureux des livres ou simples curieux, les grandes voix essentielles qui ont fait de la littérature bien plus qu'un art, un « moyen de dévoiler le réel » ; inviter chaque habitant de la ville à se demander « à quoi sert la littérature », à découvrir des paroles singulières et essentielles, à lever un peu le voile du mystère par excellence : celui du génie artistique. Avec la conviction que la littérature écrite comme orale ne relève pas du délassement, du simple divertissement, même si elle est bien sûre source de joie et d'émotions nombreuses, mais plutôt de ce par quoi l'homme devient homme et se rend libre. Car bien sûr la littérature a depuis toujours à voir avec la liberté, même s'il lui arrive parfois de servir de mauvais maîtres.

La programmation mensuelle s'arrêtera les trois mois qui précèdent la Comédie du Livre sur des thèmes et figures proches de l'édition de cette dernière. Le reste de l'année, elle poursuivra son vagabondage généreux à travers toutes les cultures et traditions du livre.

A chaque *Rencontre*, une librairie différente du réseau des libraires indépendants situés sur le territoire de la ville sera associée, afin de mettre en lumière le travail exemplaire, compliqué et très souvent désintéressé, de ces passeurs essentiels des mots et des idées. Toutes, selon leurs envies, compétences et spécialités, y seront associées. Et l'association précitée sera l'agent qui déterminera le choix et sera responsable de l'équité du dispositif.

Un petit livret de douze pages sera édité, réunissant biographie(s) et bibliographie, webographie et illustrations, extrait de l'œuvre ou des œuvres évoquées, présentation de la librairie associée et de son histoire. Il sera distribué aux auditeurs des *Rencontres littéraires*.

Ces Rencontres auront lieu un mardi par mois, hors période estivale, Centre Rabelais. Elles débiteront à 20h30.

Quatre rencontres sont prévues d'ici la Comédie du Livre, les mardis 15 février, 15 mars, 12 avril, le 10 mai.

Les deux premières sont totalement définies :

Le 15 février 2011, ***L'Iliade d'Homère***, avec Philippe Brunet, traducteur de ce texte fondateur, acteur et metteur en scène, professeur de grec. Il s'agira d'une conférence-spectacle.

Le 15 mars 2011, **Goethe, un événement européen**, par Jacques Le Rider, germaniste et historien, traducteur avec son complice Jean Lacoste des *Œuvres* de Nietzsche et du *Faust* de Goethe.

Les deux dates suivantes sont en préparation. Elles porteront toutes deux, en cohérence avec la Comédie du Livre, sur les littératures de langue allemande.

La Ville prendra en charge les prestations des 4 invités, leurs droits d'auteurs ainsi que leurs frais de déplacement, d'hébergement et de restauration pour un montant maximum de 1500 euros chacun.

Il convient donc d'établir pour chacun des intervenants une convention.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- D'autoriser la signature des conventions avec les conférencier(ère)s pour un montant total de 6000 euros
- De prélever la dépense sur les crédits inscrits au budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Mme Le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Jean-Louis ROUMEGAS

30 - Centre d'Art contemporain la Panacée-Cité des Artistes - Autorisation de signer les avenants aux marchés de travaux

Michaël DELAFOSSE :

- **Par délibération en date du 30 mars 2009, la Ville a attribué les lots suivants aux entreprises :**
 - Lot 2 : gros œuvre-charpente : Cari Simba, pour un montant de 2 080 470.00 €H.T. (part Ville : 1 867 816.85 €H.T.)
 - Lot 4 : couverture : Structure Bois, pour un montant de 152 180.00 €H.T. (part Ville : 87 120.20 €H.T.)
 - Lot 7 : Menuiseries extérieures : Pistre et Fils pour un montant de 328 270.67 €H.T. (part Ville : 188 234.86 €H.T.)
 - Lot 9A : cloisons-doublages-faux plafonds : Midi Plafond, pour un montant de 265 614.84 €H.T.
 - Lot 17A : Electricité courants forts courants faibles : Rodier, pour un montant de 471 922.30 €H.T.
 - Lot 19 : espaces verts : Pousse Clanet, pour un montant de 29 831.90 €H.T.
- **Par délibération en date du 4 mai 2009, la ville a attribué le lot suivant à l'entreprise:**
 - Lot 8 : serrurerie : HELIX, pour un montant de 127 000.00 € H.T. (part Ville : 104 095.18 €H.T.)
- **Par délibération en date du 14 décembre 2009, la Ville a autorisé la signature de l'avenant n°1 au lot 2 Gros œuvre-charpente**, pour un montant de 72 493.89 €H.T. (part Ville : 58 486.54 €HT), soit une augmentation de 3.48 € par rapport au marché initial
- **Par délibération en date du 29 mars 2010, la Ville a autorisé la signature des avenants pour les lots suivants**
 - lot 2 Gros œuvre charpente, avenant n°2 pour un montant de -13 824.92 €H.T, soit une moins-value de 0.64% du montant initial. Le montant cumulé des avenants 1 et 2 représente une évolution de 2.82% par rapport au marché initial
 - Lot 17A Electricité, avenant n°1 pour un montant de 3 140.00 €H.T., soit une plus-value de 0.67% par rapport au marché initial.
- **Par délibération en date du 8 novembre 2010, la Ville a autorisé la signature des avenants pour les lots suivants :**
 - Lot 2 Gros œuvre charpente, avenant n°3 pour un montant de 40 023.67 €H.T., soit une plus-value de 4.74% du montant initial. Le montant cumulé des avenants 1, 2 et 3 représente une évolution de 4.74% par rapport au marché initial
 - Lot 4 Couverture, avenant n°1 pour un montant de 5 580 €H.T., soit une plus value de 3.67% du montant initial

- Lot 8 Serrurerie, avenant n°1 pour un montant de 4 685 €H.T., soit une plus value de 3.69% du montant initial
- Lot 9A Cloisons Doublage Faux plafonds, avenant n°1 pour un montant de 12 464 €H.T., soit une plus value de 4.69 % du montant initial
- Lot 17A Electricité courants forts courants faibles, avenant n°2 pour un montant de 15 324.12€H.T, soit une plus value de 3.91% par rapport au montant initial. Le montant cumulé des avenants 1 et 2 représente une évolution de 3.91% par rapport au marché initial.

L'avancement du chantier fait apparaître la nécessité de certaines modifications :

Avenants aux marchés de travaux

- Lot 2 : aménagement de la cour intérieure, déplacement du local poubelles et de sanitaires
- Lot 4 : fourniture et pose de descentes d'eaux pluviales (prestation non réalisée par le titulaire du lot n°15 plomberie)
- Lot 7 : ouverture de baies vitrées dans l'espace pédagogique au rez de chaussée
- Lot 8 : fourniture et pose d'une porte vers la terrasse technique
- Lot 9A : cloisons, portes et faux plafonds (modification des espaces)
- Lot 17A : complément d'éclairage au rez de chaussée et en R-1
- Lot 19 : apport supplémentaire de terre végétale

Pour l'ensemble de ces lots, dont le pourcentage d'augmentation du marché initial est supérieur à 5%, la Commission d'Appel d'Offres réunie le 18 janvier 2011 a émis un avis favorable.

Compte tenu des éléments ci-dessus, les nouveaux montant H.T., en €, des marchés s'élèvent à :

Lot	Entreprise	Montant initial du marché	Montant avenant n°1	Montant avenant n°2	Montant avenant n°3	Montant avenant n°4	Nouveau montant du marché	Pourcentage Montant avenants/montant marché
2	CARI	2 080 470.00	72 493.89	-13824.92	40 023.67	121 732.77	2 300 894.94	10.59%
4	Structures Bois couverture	152 180	5 580	15110.00 (dont part CROUS 2630.00)			170 530.00	12.06%
7	Pistre et Fils	328 270.67	17 802.12				346 072.79	5.42%
8	Helix	127 000	4 685	25 349.19			157 034.19	23.65%
9A	Midi plafonds	265 614.84	12 464	32 042.78			310 121.62	16.76%
17A	Rodier	471 922.30	3 140	15 324.12	39 775.90		530 162.32	12.34%
19	Pousse Clanet	29 831.90	Prolongation de délais	2 961.10			32 793.00	9.93%

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte de l'avis de la Commission d'Appel d'Offres du 18 janvier 2011
- D'approuver les avenants aux marchés de travaux ci-dessus définis pour un montant global de 252 143.86 €H.T.
- De prélever la dépense sur les crédits inscrits au budget de la Ville, fonction 903 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire

Pour : 59
Adopté à l'unanimité

31 - Cinéma Nestor Burma - Approbation des tarifs 2011

Michaël DELAFOSSE : En 2007 la ville de Montpellier a racheté une salle de cinéma localisée sur l'ouest de la ville. Initialement vouée à devenir une salle multiculturelle, le projet a progressivement évolué vers un projet totalement dédié au 7^{ème} art, au regard d'éléments justifiant pleinement un projet ambitieux et lisible (salle historique, déséquilibre territorial de l'offre cinématographique dans la ville, contraintes du bâtiment, baisse d'activité économique du quartier ...)

A la suite d'un état des lieux précis et chiffré des projets cinématographiques présents sur le territoire de la ville de Montpellier, d'une étude comparative du fonctionnement de salles mono écran sur d'autres villes de France, un projet de programmation a été défini :

- **Axe 1 : Redevenir un cinéma de quartier** en programmant des films **Grand Public** (GP) et **Art et Essai** afin de répondre aux attentes des habitants du quartier ;
- **Axe 2 : Donner à ce cinéma une spécificité jeune public forte** en offrant aux plus jeunes une programmation variée et adaptée et en accueillant les dispositifs scolaires nationaux d'éducation à l'image (Ecole et cinéma, Collège au cinéma et Lycéens et cinéma) ;
- **Axe 3 : Devenir le partenaire privilégié des manifestations montpelliéraines** en réservant des créneaux à des séances de programmations spéciales construites en partenariat avec des acteurs cinématographiques et les festivals sur Ville et en accueillant des films tournés en région.

Ces axes ont pour ambition d'être travaillés en **complémentarité avec les exploitants locaux** (Diagonal, Utopia, Royal, Gaumont) et cherchent à inscrire ce cinéma comme un **outil de proximité et de politique culturelle** : défendre le cinéma comme objet d'art, former les spectateurs de demain, participer à la réussite éducative, maintenir une vie culturelle de qualité sur le quartier, proposer une programmation originale et inédite dans la ville rééquilibrer l'ouest de la Ville, désenclaver l'Ecusson, soutenir les professionnels locaux, lutter contre la fermeture des petits commerces ...

En régie municipale, pour une première phase d'expérimentation de trois ans, il est prévu une ouverture du cinéma, le 12 février 2011, avec **un directeur et deux projectionnistes** en centrant le projet sur l'accueil du dispositif « Ecole et Cinéma » et sur une programmation grand public et art et essai pour les habitants du quartier. Une équipe dédiée à l'animation pourrait venir compléter ce trio dans plusieurs mois.

Une grille de tarifs est proposée à l'approbation du Conseil municipal :

Type de tarif	Montant	Observations
Plein tarif	6 €	
Tarif réduit	5 €	Pour tous avant 17h, Tous les jours pour les moins de 25 ans, les seniors, les intermittents, chômeurs,

		bénéficiaires du RSA, les étudiants, les familles nombreuses.
Supplément 3D	1 €	Location des lunettes 3D
Carte abonnement 10 places	45 €	Non nominative, sans limitation de temps, valable à la salle Louis Feuillade
Programmation Jeune public	3 €	Pour tous
Séance scolaire	2.70 €par enfant	Gratuit pour les accompagnants à raison de 1 pour 10 enfants
Dispositif scolaire	2.50 €par enfant	Ecole et Cinéma
Tarifs spéciaux événementiels	3.5 € 3 € 3 €	Printemps du cinéma Fête du cinéma Festival Télérama
Pass cinéma	10 €les 3 films 10 €en prévente 12 €le soir même	Séances en journée Séances de nuit Séances de nuit

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver les tarifs ainsi définis pour l'année 2011

Jean-Louis ROUMEGAS

Pour : 59

Adopté à l'unanimité

32 - Convention de partenariat avec l'association Compagnie Adesso e Sempre - Attribution de subvention

Michaël DELAFOSSE : L'association Compagnie Adesso e Sempre est une compagnie particulièrement créative et très active sur Montpellier. En effet, elle propose chaque saison la création d'un nouveau spectacle. Reconnue par la presse généraliste et spécialisée pour son travail original tant dans les mises en scène et les sujets qu'elle aborde, elle diffuse ses productions sur l'ensemble du territoire français.

Parmi les actions complémentaires qu'elle mène, la compagnie propose depuis 2009 un festival ouvert aux nouvelles écritures théâtrales dénommé « Hybride ». Cette manifestation poursuit deux objectifs : d'une part montrer au public montpelliérain des œuvres transdisciplinaires questionnant le rapport à l'image, d'autre part faire de la Ville de Montpellier une plateforme de diffusion pour des artistes encore peu visibles sur les grandes scènes françaises. La 3^{ème} édition qui se déroulera du 26 mars au 3 avril 2011 souhaite confirmer la forte identité qu'elle s'est construite lors des deux précédentes éditions. Le théâtre documentaire en sera la pierre angulaire, l'ensemble des compagnies invitées présentera des créations questionnant le rapport au réel. Le festival invitera le public à découvrir également des artistes qui interrogent l'impact des médias dans l'espace privé, politique et artistique, questionnent l'influence du territoire dans leur création. Le festival présentera des formes spectaculaires où l'image, la musique, la danse et les arts numériques coexistent au même titre que le texte.

Autant d'axes de réflexions et de propositions artistiques que la Ville de Montpellier souhaite soutenir pour susciter la curiosité du public et lui permettre de découvrir des propositions artistiques originales dans des lieux décalés (galerie d'art, cinéma, espace multimédia, centre chorégraphique, musée...).

Il est proposé d'attribuer à la Compagnie Adesso e Sempre une subvention de 12 000 euros pour son fonctionnement et, afin de marquer l'importance artistique du festival « Hybride », la Ville de Montpellier propose d'attribuer une subvention pour ce projet artistique d'un montant de 30 000 € au titre de l'exercice 2011 et souhaite passer une convention de partenariat, jointe en annexe, avec l'association Compagnie Adesso e Sempre. Le budget prévisionnel de cette manifestation est joint en pièce annexe.

En conséquence nous vous demandons :

- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération,
- d'attribuer à l'association Compagnie Adesso e Sempre une subvention d'un montant de 12 000 € pour son fonctionnement et de 30 000 € pour le festival « Hybride »,
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2011 de la Ville, chapitre 923, nature 6574,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire.

Pour : 59

Adopté à l'unanimité

33 - Attribution de subventions à des compagnies de danse, théâtre et à des groupes de musique

Michaël DELAFOSSE : Reconnaissant l'importance qu'ont les compagnies de danse, de théâtre ainsi que les groupes de musique dans le domaine du spectacle vivant tant au niveau des enjeux artistiques, sociaux, économiques que territoriaux, la Ville de Montpellier redéploie et conforte son aide financière pour 2011 à travers le versement de subventions de fonctionnement. L'engagement de ces compagnies et groupes musicaux est essentiel à la richesse et à la vitalité artistique de notre cité. Leurs activités dans le domaine du spectacle vivant participent au rayonnement de la Ville de Montpellier et de sa richesse artistique. Ces associations œuvrent également à la diversité des esthétiques de création ainsi qu'à la transmission ou au renouvellement des répertoires.

Les attributions ont été conditionnées par les critères suivants :

- qualité et contenu artistique - niveau de professionnalisation des équipes artistiques,
- capacité à travailler en réseau et à inscrire son travail dans un projet de territoire - originalité des projets - appartenance à une structure de mutualisation - territoires de diffusion - montant des aides apportées par les autres collectivités - rayonnement de la structure.

Après examen des dossiers, il est proposé l'attribution de subventions aux associations figurant dans le tableau annexé pour un montant total de 307 200 € au titre de l'exercice 2011.

En conséquence nous vous demandons :

- d'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- d'attribuer aux associations dont la liste et les montants sont annexés la somme globale

de 307 200 €

- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2011 de la Ville, chapitre 923, nature 6574,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 59

Adopté à l'unanimité

34 - Attribution de subventions à des projets et à des structures

Michaël DELAFOSSE : La Ville de Montpellier souhaite encourager, à travers le versement de subventions, des projets culturels ou des structures culturelles portant divers projets sur le territoire de la ville. Les projets ou structures retenus participent de la vitalité artistique de notre ville et valorisent des pans entiers de la culture cinématographique et audiovisuelle, patrimoniale, théâtrale, musicale, du livre et des arts plastiques en mettant en place des formes originales de rencontres avec le public.

Offres culturelles (cours, clubs, ateliers ...) ou temps forts (expositions, festivals ...), ces projets participent pleinement à la diversité culturelle de notre cité tout en confortant une dimension économique, sociale et territoriale

La Ville, qui souhaite encourager des projets innovants et créatifs, s'est appuyée pour l'analyse des dossiers sur les points suivants :

Projet ou structure s'inscrivant dans une dynamique urbaine, mise en œuvre d'une action en direction de tous les publics ou d'un public jeune, originalité du projet (formes innovantes ou expérimentales), adéquation budget/objectifs, participation des autres collectivités aux financements.

Après examen des dossiers, il est proposé l'attribution de subventions aux associations figurant dans le tableau annexé pour un montant total de 227 600 € au titre de l'exercice 2011.

En conséquence nous vous demandons :

- d'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- d'attribuer aux associations dont la liste et les montants sont annexées la somme globale de 227 600 €
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2011 de la Ville, chapitre 923, nature 6574,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 59

Adopté à l'unanimité

M. Passet avec sa procuration (H. Martin) sort de séance.

35 - Télécommunications - Charte Ville de Montpellier - Free mobile

Michaël DELAFOSSE : La révolution technologique de la téléphonie mobile répond aux nombreux besoins de la population qui en a intégré l'usage dans sa vie quotidienne : en 2010, près de 83% des Français étaient équipés d'un téléphone mobile.

En septembre 2002, la Ville, consciente des services apportés par les nouvelles technologies mais aussi soucieuse du respect des principes d'information, de concertation, transparence, santé publique et qualité de son cadre de vie, a souhaité signer une charte avec les trois opérateurs de téléphonie mobile : Orange, SFR et Bouygues Télécom.

En décembre 2009, l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes (ARCEP) a attribué la quatrième licence 3G à la société Free Mobile.

Aujourd'hui, Free mobile s'apprête à déployer son réseau 3G sur Montpellier. Dans ce contexte la Ville et l'opérateur se sont entendus pour signer la charte établie en 2002 avec les trois autres opérateurs.

En conséquence, nous vous proposons :

- D'approuver les termes de la charte et d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Jean-Louis ROUMEGAS
Philippe SAUREL

Pour : 57
Adopté à l'unanimité

36 - Les offres culturelles 2011- Attributions de subventions aux associations

Jean-Louis GELY : La Ville de Montpellier conduit une politique volontariste de réussite éducative, qui vise à accompagner l'enfant dans son parcours scolaire et social.

A ce titre, la Ville de Montpellier s'est engagée à promouvoir la mise en place d'activités éducatives innovantes dans le temps scolaire.

Le caractère artistique, culturel et scientifique des actions intégrées au temps scolaire favorise l'épanouissement de l'enfant et facilite les apprentissages fondamentaux.

La Ville de Montpellier, dans un volet culturel, en partenariat avec la DRAC et l'IA a apporté son soutien aux enseignants en subventionnant les associations prestataires des projets culturels ayant reçu un avis favorable.

Au-delà, la ville a choisi d'accompagner d'autres projets qui contribuent aussi au bon développement de la politique en matière d'apprentissage culturel et de réussite éducative.

La Ville propose de soutenir 7 projets et d'affecter à ce titre un budget de 7 392 euros à l'attention des associations qui les réalisent :

ASSOCIATION	THEMATIQUE	ECOLE	NOMBRE DE CLASSES	SUBVENTION
ACAL	ARTS PLASTIQUE	Jules VERNE	5 classes élémentaires	680 €
ACTION ARTE	CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE	Madeleine BON	2 classes maternelles	868 €
ACTION ARTE	CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE	François RABELAIS	1classe élémentaire	580 €
LE PASSE MURAILLE	PATRIMOINE	Maria CALLAS	2 classes maternelles	868 €
CENTRE DES ARTS DU CIRQUE BALTHAZAR	CIRQUE	Marie CURIE	2 classes élémentaires	1 272 €
CENTRE DES ARTS DU CIRQUE BALTHAZAR	CIRQUE	Marguerite YOURCENAR	4 classes maternelles	2 544 €
L'ATALANTE	THEATRE	Sigmund FREUD	1classe élémentaire	580 €

Après étude de cette affaire, il est proposé au conseil municipal :

- d'attribuer des subventions aux associations qui réalisent ces ateliers d'animations culturelles dans les écoles pour un montant total de 7 392 euros. Les crédits concernant ces subventions sont prévues au budget au chapitre 922, nature 6574 (n° LDC 1495).
- d'établir une convention entre la Ville et chaque association. Ces conventions ont pour but de préciser les modalités de réalisation des projets, ainsi que le versement de la subvention.
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 57

Adopté à l'unanimité

Mme Blanpied, M. Passet avec sa procuration (H. Martin) entrent en séance.

37 - Création d'une salle d'activités pour l'école élémentaire Charles Dickens - Attribution des marchés de travaux correspondants

Jean-Louis GELY : Afin de pérenniser les activités éducatives et sportives développées sur

l'école élémentaire Charles Dickens, sise 686 avenue du Pont Trinquat dans le quartier des Prés d'Arènes, la ville a décidé par délibération du Conseil Municipal en date du 9 novembre 2009 la construction d'une salle d'activité d'environ 100 m² utilisée en temps scolaire et périscolaire, avec tous les locaux annexes permettant un fonctionnement optimal de la structure (bloc sanitaires, locaux de rangement, hall d'entrée).

Le montant de l'opération s'élève à 300 000 €TTC et est inscrit au budget de la ville.
Un architecte, Mme Delphine Cayzac, a été désignée comme maître d'œuvre de cette opération qui se déroulera en une seule tranche.

Pour réaliser cette opération, un appel d'offres ouvert en lots séparés a été lancé.

Les critères de jugement des offres pour le choix des entreprises étaient les suivants :

- La valeur technique de l'offre au vu du mémoire technique pour 60% de la note
- Le prix des prestations pour 40% de la note.

L'allotissement est le suivant :

- Lot n°1 : TERRASSEMENT GROS-ŒUVRE VRD
- Lot n°2 : ETANCHEITE
- Lot n°3 : SERRURERIE MENUISERIES EXTERIEURES.
- Lot n°4 : MENUISERIE INTERIEURES.
- Lot n°5 : PLATRERIE ISOLATION FAUX PLAFOND
- Lot n°6 : ELECTRICITE
- Lot n°7 : PLOMBERIE - CHAUFFAGE – VENTILATION
- Lot n°8 : CARRELAGE – FAIENCE
- Lot n°9 : PEINTURE - SOLS SOUPLES

Lors de la commission d'appel d'offres du 18 janvier 2011, les lots suivants ont été attribués :

- Lot n°1 : TERRASSEMENT GROS-ŒUVRE VRD à l'entreprise GMT pour un montant total de 88 855,80 €HT
- Lot n°2 : ETANCHEITE à l'entreprise BK ETANCHEITE pour un montant de 10 318,00 €HT
- Lot n°3 : SERRURERIE MENUISERIES EXTERIEURES pour un montant de 35 660,00 €HT (BASE 29 288,00 €HT+ OPTION 6 372,00 €HT)
- Lot n°4 : MENUISERIE INTERIEURES à l'entreprise MB MENUISERIE pour un montant de 13 980,60 €HT (BASE 10 577,00 €HT+ OPTION 3 403,60 €HT).
- Lot n°5 : PLATRERIE ISOLATION FAUX PLAFOND à l'entreprise ISO SERVICE pour un montant de 12 545,00 €HT
- Lot n°7 : PLOMBERIE - CHAUFFAGE – VENTILATION à l'entreprise CHICHE pour un montant de 24 664,14 €HT
- Lot n°8 : CARRELAGE – FAIENCE à l'entreprise JH CONSTRUCTION pour un montant de 4 430,36 €HT
- Lot n°9 : PEINTURE - SOLS SOUPLES à l'entreprise SLPR pour un montant de 7 167,96 €HT

Le lot n°6 ELECTRICITE a été classé sans suite car une erreur dans le bordereau des prix n'a pas permis aux entreprises de compléter l'acte d'engagement.

Après étude et avis favorable de la commission d'appel d'offres en date du 18 janvier 2011, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver l'opération et la procédure suivie
- De passer un marché de travaux avec chacune des entreprises retenues,
- D'autoriser Madame le maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer les marchés de travaux et tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 60

Adopté à l'unanimité

38 - Ecole élémentaire André Malraux - Ecole élémentaire Rabelais - Ecole élémentaire Jean Macé - Extension de la capacité d'accueil par mise en place de bâtiments modulaires préfabriqués - Autorisation de déposer les permis de construire afférents

Jean-Louis GELY : La Ville de Montpellier, a effectué la construction de plusieurs écoles afin de permettre la scolarisation de nombreux enfants venus avec leurs familles habiter dans les différents programmes de logements neufs sur la ville.

Dans la ZAC des jardins de la Lironde, quartier Port Marianne, de par la volonté et les efforts de la Ville de Montpellier pour promouvoir l'accès aux logements de familles à revenus modestes et intermédiaires, il est constaté l'arrivée importante d'une population jeune, avec enfants en bas âge. C'est ainsi que trois écoles connaissent aujourd'hui des besoins d'agrandissement, et ce dans l'attente de la livraison de nouveaux groupe scolaires d'ores et déjà programmés.

Sur le quartier Port Marianne, dans l'attente de la livraison d'un nouveau groupe scolaire, situé aux abords du futur rond-point Picasso dans la ZAC Parc Marianne et dont l'ouverture est prévue en septembre 2013, puis d'un deuxième groupe scolaire prévu pour la rentrée 2014, situé pour sa part derrière la future Cité Hippocrate, il y a lieu de mettre en place des structures modulaires, pour 10 classes, rattachées à l'école élémentaire A. Malraux, à savoir :

- 6 classes pour la rentrée de septembre 2011,
- 4 classes pour la rentrée de septembre 2012,

sur une parcelle de terrain située rue Léonard de Vinci, contre la Lironde, au droit du complexe sportif Léon Cazal.

Dans la ZAC Malbosc et pour des raisons similaires à la ZAC des jardins de la Lironde, l'école élémentaire Rabelais va être dotée de locaux temporaires, similaires à ceux déjà mis en place pour la rentrée scolaire de septembre 2010, soit 3 classes, dans l'attente de la livraison, en septembre 2012 du futur groupe scolaire François Mitterrand.

Enfin, dans le quartier des Près d'Arènes, l'école Jean Macé se verra doté de locaux modulaires temporaires, correspondant à une salle de classe.

Ainsi pour faire face à cet afflux d'élèves, il est aujourd'hui nécessaire d'augmenter les capacités d'accueil de trois écoles situées dans les secteurs précités, par la mise en place de structures modulaires préfabriquées, et ce, à titre transitoire.

Le montant global de cette opération est estimé à 800 000 €TTC.

Même provisoires, ces implantations de bâtiments modulaires nécessitent le dépôt d'un permis

de construire.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'autoriser l'extension des écoles précitées dans les conditions sus exposées,
- d'autoriser Madame Le Maire ou à défaut, l'Adjoint Délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire, et notamment les permis de construire afférents.

Pour : 60

Adopté à l'unanimité

39 - Ancien restaurant scolaire Salabonne - Quartier Mosson - Autorisation de déposer le permis de démolir

Jean-Louis GELY : La Ville de Montpellier a réalisé, en 1993, la construction d'un restaurant pour les groupes scolaires Barcelone et Salamanque situés dans le quartier Mosson afin de permettre aux enfants d'y prendre leur repas de midi.

Depuis plusieurs années, ce bâtiment montrait de nombreux désordres structurels compte tenu de la composition géologique du sous-sol. En effet, la nature du sol, sous le bâtiment, est composée d'argiles gonflantes et rétractables suivant l'état d'humidité des matières. Au fur et à mesure de l'avancée dans le temps, le bâtiment a montré des déformations structurelles avec des fissurations apparentes de plus en plus prononcées. Afin de remédier à ces problèmes, des travaux par micro-pieux ont été effectués au droit des semelles filantes support des murs périphériques. Bien que la situation se soit stabilisée pendant un temps, de nouveaux désordres sont apparus et de nouveaux travaux ont été réalisés par mise en place en partie haute des murs, d'une ceinture périphérique béton armé, permettant aussi de maintenir les éléments de charpente bois de la toiture.

L'ensemble des travaux ne permettant plus d'assurer la pérennité de ce bâtiment et les désordres structurels constatés aujourd'hui le rendant impropre à toute utilisation, la Ville de Montpellier a décidé de déplacer les locaux dévolus à la restauration dans des locaux sécurisés se trouvant dans l'enceinte des groupes scolaires. C'est ainsi qu'un nouveau restaurant scolaire de 170 m² a été réalisé en 2009 par le biais du réaménagement de locaux à l'école Antoine Balard.

La restauration de l'ensemble des écoliers étant maintenant assurée dans les nouveaux locaux, il convient donc de procéder à la démolition de l'ancien bâtiment et d'effectuer les travaux de réfection de l'espace libéré.

Le coût de cette opération est estimé à 50.000 €TTC, budget inscrit au budget 2011 du service Construction - Maintenance : CRB 11000 – Section Investissement – Nature 2312 – Fonction 90212.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de valider l'opération de démolition de l'ancien bâtiment de restauration scolaire Salabonne

- d'autoriser Madame Le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à déposer le permis de démolir et à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 60

Adopté à l'unanimité

40 - Modification Carte Scolaire - Sectorisation école Gambetta

Jean-Louis GELY : L'article 80 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales transfère la responsabilité des périmètres scolaires de l'autorité du Maire à celle du Conseil municipal. Dans les communes qui ont plusieurs écoles publiques, le ressort de ces écoles est donc déterminé par délibération du conseil municipal.

Lors de l'inscription scolaire d'un enfant dans une école publique, désormais sous la responsabilité de la commune, les familles doivent se conformer à cette délibération et un certificat d'inscription leur est alors délivré par le maire.

La sectorisation des écoles maternelles et élémentaires publiques sur l'ensemble du territoire communal a été délibérée et validée en conseil municipal du 30 mars 2006, modifiée en 2007 et en 2009. A noter cependant que l'école élémentaire GAMBETTA, située 20 rue des soldats, n'entrait pas dans le cadre de cette délibération car elle accueillait exclusivement des élèves dans des Classes à Horaires Aménagés Musique (CHAM).

Les classes à horaires aménagés musique offrent à des élèves motivés par des activités musicales la possibilité de recevoir en complémentarité de leur formation générale scolaire, une formation spécifique dans le domaine de la musique. Ces classes sont ouvertes à partir du CE1 à l'école GAMBETTA qui travaille en collaboration avec le Conservatoire de musique. Cette école a donc été progressivement homogénéisée par la CHAM puisqu'à l'issue du Cours Préparatoire, les élèves ayant échoué aux « tests de musique » étaient orientés en CE1 dans leur école de rattachement.

L'Inspection académique de l'Hérault a sollicité la ville courant 2010 pour revoir l'organisation et le fonctionnement des classes à horaires aménagés de la façon suivante :

- 1) Revoir la procédure d'inscription des élèves en Horaires Aménagés Musique.
- 2) Répartir le cursus CHAM (classes à Horaires Aménagés Musique) sur 2 écoles : GAMBETTA et Auguste COMTE à partir du Cours élémentaire 1er année (Equilibrer les effectifs CHAM et les effectifs Non CHAM dans chacune des classes de ces deux écoles.)

L'organisation proposée en réponse serait la suivante :

- 1) Revoir la procédure d'inscription des élèves en Horaires aménagés Musique en délimitant un périmètre scolaire à l'école Gambetta. :

Sectoriser l'école GAMBETTA en lui délimitant un périmètre scolaire ouvrira davantage l'école

aux enfants du quartier et les inscriptions au cours préparatoire se feront par les services de la Ville à partir de l'adresse de l'élève. L'objectif étant d'élargir l'accès à l'enseignement musical mais aussi de favoriser l'hétérogénéité des élèves dans chaque classe.

Le nouveau périmètre scolaire sera commun aux deux écoles : COMTE et GAMBETTA et sera quasi - confondu avec l'ancien périmètre scolaire de l'école Auguste COMTE . (voir cartographie) – Le périmètre redéfini est détaillé dans les documents joints en annexe (les rues mentionnées sont celles qui définissent le périmètre du secteur scolaire).

L'application de la nouvelle carte scolaire sera effective dès la rentrée de septembre 2011 et une seule classe de Cours Préparatoire (CP) sera installée dans les locaux de GAMBETTA (Suppression du CP à Auguste COMTE) pour accueillir les élèves CP correspondant au nouveau périmètre « GAMBETTA COMTE ».

En fin de cours préparatoire, les familles ayant un projet musique pour leur enfant, résidant dans d'autres secteurs scolaires ainsi que dans les villes de l'Agglomération, pourront déposer leur candidature auprès de l'Inspection académique pour faire passer les tests à leur enfant. (effectif CHAM de 24 élèves). La communication aux directeurs d'écoles ainsi qu'aux parents sera faite par l'Inspection Académique.

2) Répartir le cursus CHAM (classes à Horaires Aménagés Musique) sur 2 écoles : GAMBETTA et Auguste COMTE à partir du Cours élémentaire 1er année.- (Mise en place à la rentrée 2012)

Ce choix a été fait par l'Inspection académique en raison de la situation géographique de l'école COMTE et de la relative faiblesse de ses effectifs qui permet d'absorber l'arrivée d'élèves CHAM.

Associer l'école Auguste COMTE à ce projet permet de revoir le fonctionnement global des classes à horaires aménagés musique qui seront dispensées dans les deux écoles. Il est à noter que seule l'Inspection académique sera chargée de cette répartition à partir du CE1.

Cette mixité permettra aux élèves non motivés par l'apprentissage de la musique ou ayant échoué aux tests en fin de Cours Préparatoire de poursuivre leur cursus scolaire dans l'effectif non CHAM de l'école GAMBETTA.

Cette nouvelle organisation s'installera progressivement sur 4 ans à partir de septembre 2012 et les élèves déjà scolarisés à l'école GAMBETTA ou Auguste COMTE ne sont pas concernés par cette réforme et pourront poursuivre leur scolarité dans les mêmes conditions jusqu'en CM2.

Un partenariat formalisé par une convention.

L'organisation et le fonctionnement de ces classes seront régis par une convention qui sera signée entre l'Inspection académique, la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Après étude, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'accepter le nouveau périmètre « COMTE- GAMBETTA »
- de valider les modifications apportées à la carte scolaire
- de valider le projet de répartition des élèves CHAM sur les deux écoles
- d'accepter le projet de réorganisation des classes à horaires aménagés (mise en place progressive de 2012 à

2015) en autorisant Madame le Maire à signer la convention qui sera proposée aux différents partenaires.

41 - Ecoles privées sous contrat d'association - Participations de la Ville année 2011

Jean-Louis GELY : Depuis 1983, la Ville de Montpellier participe financièrement aux frais de fonctionnement matériel des écoles d'enseignement privé sous contrat d'association avec l'Etat en faveur des enfants domiciliés à Montpellier.

Pour l'année scolaire 2010/2011, le recensement effectué auprès des chefs d'établissements fait apparaître les effectifs suivants :

- Classes maternelles : 1348 enfants domiciliés à Montpellier
- Classes élémentaires : 2148 enfants domiciliés à Montpellier

Soit au total : 3496 enfants domiciliés à Montpellier

Conformément aux engagements pris en 2004 avec les établissements privés, la dotation 2011, identique à celle de 2010, s'établit à :

- 515 Euros par enfant montpelliérain en maternelle
- 515 Euros par enfant montpelliérain en élémentaire

Le montant de la dotation 2011, compte tenu des effectifs représente un budget de :

- 694 220 Euros en maternelle
- 1 106 220 Euros en élémentaire

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2011, sur les lignes suivantes :

Nature 6574 fonction 92211 pour les écoles maternelles et nature et fonction 92212 pour les écoles élémentaires.

Il s'agira donc de verser une participation de 515 Euros par enfant en classe maternelle et en classe élémentaire aux écoles privées sous contrat d'association suivantes pour les seuls enfants domiciliés à Montpellier :

Saint François d' Assise	24, boulevard de Strasbourg	34000-Montpellier
Sainte Famille	10, place Roger Salengro	34000-Montpellier
Les Jonquilles	255, rue Croix de Figuerolles	34000-Montpellier
Notre Dame de Bonne Nouvelle	3, rue Aristide Ollivier	34000-Montpellier
Sainte Thérèse	2, rue Portalières des Masques	34000-Montpellier
Saint Charles	22, avenue Georges Clémenceau	34000-Montpellier
Sainte Geneviève	1093, avenue Louis Ravas	34080-Montpellier
Saint Jean Baptiste de La Salle	84, rue de Lunaret	34090-Montpellier
Saint François Régis	3, rue de la Merci	34000- Montpellier
Sainte Emilie	4, rue de la Croix Bonhomme	34070-Montpellier
Sainte Odile	80, rue du Pré aux Clercs	34090-Montpellier
Les Anges Gardiens	2958, avenue des Moulins	34080-Montpellier
Sainte Jeanne d' Arc	51, boulevard Ernest Renan	34000 Montpellier
Ecole Juive de Montpellier	rue E Villalonga – ZAC B Pascal	34000 Montpellier

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- De verser une subvention telle que définie ci - dessus aux écoles privées correspondants aux enfants montpelliérains qui y sont inscrits,
- De dire que le règlement de ces sommes se fera par prélèvement sur les crédits inscrits au Budget Primitif de la Ville sur les lignes budgétaires nature 6574 fonction 92211 et 92212,
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Francis VIGUIE
Philippe THINES
Jacques DOMERGUE
Frédéric ARAGON
Stéphane MELLA
Michel PASSET

Pour : 54

Contre : 6 (Verts + M. Thinès)

Adopté à la majorité

Mmes Beccaria et Benouargha-Jaffiol, Mme le Maire sortent de séance.

42 - Attributions et ajustements - Offres Culturelles 2011

Jean-Louis GELY : La Ville de Montpellier, dans un volet culturel, en partenariat avec la DRAC et l'IA a apporté son soutien aux enseignants en subventionnant les associations prestataires des projets culturels ayant reçu un avis favorable.

Ces actions intégrées au temps scolaire favorisent l'épanouissement de l'enfant et facilitent les apprentissages fondamentaux.

Par délibération du conseil municipal du 13 décembre 2010 l'attribution de subventions à ces associations a été approuvée pour l'année 2011.

Cependant au vu du changement de dénomination et d'erreurs matérielles, il est tenu de prendre en considération ces modifications afin de pouvoir verser les subventions qui concernent ces associations.

La Diagonale du Sud Montpellier :

Afin de pouvoir verser la subvention attribuée par délibération du conseil municipal du 13 décembre 2010 à l'association Montpellier Echecs à hauteur de 6 300 €, l'attribution de la subvention doit être modifiée pour prendre en compte le changement de dénomination de l'association. Cette association s'appelle désormais La Diagonale du Sud Montpellier.

La Ville propose de modifier l'affectation de la subvention initiale de **6 300 €** prévue au chapitre 922, nature 6574 (n° LDC 1495) et de l'affecter à l'association La Diagonale du Sud Montpellier.

Strata'j'm Sud :

Afin de pouvoir verser la subvention attribuée par délibération du conseil municipal du 13 décembre 2010 à l'association Stata'j'm à hauteur de 916 €, l'attribution de la subvention doit

être modifiée pour prendre en compte le changement de dénomination de l'association. Cette association s'appelle désormais Strata'j'm Sud.

La Ville propose de modifier l'affectation de la subvention initiale de **916 €** prévues au chapitre 922, nature 6574 (n° LDC 1495) et de l'affecter à l'association Strata'j'm Sud

APIEU-Territoires de Montpellier (Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain Territoires de Montpellier) :

Afin de pouvoir verser la subvention attribuée par délibération du conseil municipal du 13 décembre 2010 à l'association L'APIEU à hauteur de 2 448 €, l'attribution de la subvention doit être modifiée pour prendre en compte le changement de dénomination de l'association. Cette association s'appelle désormais APIEU-Territoires de Montpellier (Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain Territoires de Montpellier).

La Ville propose de modifier l'affectation de la subvention initiale de **2 448 €** prévues au chapitre 922, nature 6574 (n° LDC 1495) et de l'affecter à l'association APIEU Territoires de Montpellier.

Le Relais, Maison des enfants dans la ville

Afin de pouvoir verser la subvention attribuée par délibération du conseil municipal du 13 décembre 2010 à l'association Le Relais, La maison des enfants dans la ville à hauteur de 7 680 € l'attribution de la subvention doit être modifiée pour prendre en compte l'erreur matérielle du nom de cette association. Cette association s'appelle : Le Relais, Maison des enfants dans la ville.

La Ville propose de modifier l'affectation de la subvention initiale de **7 680 €** prévues au chapitre 922, nature 6574 (n° LDC 1495) et de l'affecter à l'association Le Relais, Maison des enfants dans la ville.

En conséquence, il est proposé au conseil Municipal :

- De modifier l'affectation des subventions prévues dans la délibération du 13 décembre 2010 aux différentes associations ci-dessus nommées.
- D'établir une convention ou une lettre d'engagement entre la Ville et chaque association. Ces conventions et lettres d'engagements ont pour but de préciser les modalités de réalisation des projets.
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer tout document relatif à ces affaires.

Pour : 57

Adopté à l'unanimité

43 - Classes de Découverte année scolaire 2010-2011 - Désignation des organismes pour la période janvier - juin 2011 - Budget 2011

Jean-Louis GELY : Depuis plusieurs années, la Ville de Montpellier a choisi de soutenir les écoles dans de nombreux domaines en accordant une aide financière aux familles dont les enfants partent en classe de découverte.

Conformément à la procédure votée lors du conseil municipal du 24 septembre 2002, nous soumettons la liste des organismes et le choix des lieux proposés par les enseignants pour accueillir les classes de Découverte de janvier à juin 2011.

ORGANISMES	LIEUX D'ACCUEIL	DEPARTEMENTS	ECOLES	CLASSES
AMITIE CEVENOLE	LES ARESQUIERS	HERAULT	Auguste COMTE	1
AMITIE CEVENOLE	LES ARESQUIERS	HERAULT	HEIDELBERG	1
CENTRE BATIPAUME	CENTRE BATIPAUME	HERAULT	Anatole FRANCE	2
CENTRE EQUESTRE MONTPELLIER GRAMMONT	CENTRE EQUESTRE MONTPELLIER GRAMMONT	HERAULT	DANTE ALIGHIERI	1
CENTRE EQUESTRE MONTPELLIER GRAMMONT	CENTRE EQUESTRE MONTPELLIER GRAMMONT	HERAULT	Frédéric BAZILLE	2
CENTRE EQUESTRE MONTPELLIER GRAMMONT	CENTRE EQUESTRE MONTPELLIER GRAMMONT	HERAULT	Charlie CHAPLIN	2
CENTRE EQUESTRE MONTPELLIER GRAMMONT	CENTRE EQUESTRE MONTPELLIER GRAMMONT	HERAULT	Martin LUTHER KING	1
CENTRE EQUESTRE MONTPELLIER GRAMMONT	CENTRE EQUESTRE MONTPELLIER GRAMMONT	HERAULT	Olympe DE GOUGES	1
CENTRE EQUESTRE MONTPELLIER GRAMMONT	CENTRE EQUESTRE MONTPELLIER GRAMMONT	HERAULT	Ingrid BERGMAN	1
CENTRE EQUESTRE MONTPELLIER GRAMMONT	CENTRE EQUESTRE MONTPELLIER GRAMMONT	HERAULT	Sergueï PROKOFIEV	1
L'ALP AZUR	PAIN DE SUCRE	ALPES (Hautes)	Jeanne D'arc	2
LE PASSE MURAILLE	LE PASSE MURAILLE	HERAULT	Blaise PASCAL	1
LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT HERAULT	AUBERGE DE JEUNESSE BARCELONE	ESPAGNE	Eugène POTTIER	3

LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT HERAULT	CENTRE DE VACANCES LEON BOURGEOIS	ALPES (Hautes)	Jean MERMOZ	1
LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT HERAULT	C I S P KELLERMAN (Centre International de Séjour à Paris)	PARIS	Louis ARMSTRONG	2
LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT HERAULT	DOMAINE DE LAURIERE	AVEYRON	Paul BERT / Victor HUGO	1
LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT LOZERE	DOMAINE DU BEC DE JEU	LOZERE	GALILEE	2
LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT LOZERE	DOMAINE DU BEC DE JEU	LOZERE	Jean MOULIN	2
LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT LOZERE	DOMAINE DU BEC DE JEU	LOZERE	Victor SCHOELCHER	1
MARE-NOSTRUM	MARE-NOSTRUM	HERAULT	Simon BOLIVAR	1
MUSIPHILES	LE MOULIN DES SITELLES	TARN	Jules SIMON	6
MUSIPHILES	LE MOULIN DES SITELLES	TARN	Paul LANGEVIN	4
PEP 34	LES ANGLES	HERAULT	Charles DAVILER	4
PEP 34	LES ANGLES	HERAULT	Charles DICKENS	2
PEP 34	LES ANGLES	PYRENEES-ORIENTALES	Akira KUROSAWA	3
PEP 34	LES ANGLES	PYRENEES-ORIENTALES	Franklin ROOSEVELT	1
PEP 34	MALIBERT	HERAULT	Charles DICKENS	1
PEP 34	MALIBERT	HERAULT	Léo MALET	2
PEP 34	MALIBERT	HERAULT	Louis ARMSTRONG	1
UFOLEP 34	LA FAGE	HERAULT	Joseph DELTEIL	1

UFOLEP 34	LA FAGE	HERAULT	Julie DAUBIE	1
VACANCES EVASION	CHALET LES ARCS	SAVOIE	Pierre de RONSARD	1
VERDIE VOYAGE	LAC DE CONSTANCE	ALLEMAGNE	François RABELAIS	2

L'avis préalable de l'Inspection Académique devra être sollicité par les écoles pour les séjours avec hébergement avant le départ de chacune des classes.

Nous proposons au conseil municipal :

-de valider la liste proposée.

-d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 57

Adopté à l'unanimité

M. Jacques Martin sort de séance et donne sa procuration à M. Lévi.

44 - Transfert de la gestion des Accueils de Loisirs Sans Hébergement de la régie d'exploitation des Maisons pour tous à la Ville de Montpellier - Convention entre la Ville et la Caisse d'Allocations Familiales

Jean-Louis GELY : Le Conseil municipal, en séance du 13/12/2010, a décidé de mettre fin à la régie d'exploitation des Maisons pour tous. Dans un souci de continuité du service public, la Ville a souhaité reprendre en totalité les activités et notamment la gestion des Accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH).

La gestion des ALSH a été confiée à la DREJS et plus particulièrement au service Education. 1250 places sont ouvertes aux jeunes montpelliérains âgés de 3 à 12 ans, répartis sur 18 groupes scolaires et 2 Maisons pour tous.

Les ALSH fonctionnent durant le temps extrascolaire (mercredis et vacances scolaires). Ils sont des structures éducatives à part entière complémentaires de l'école et des parents. Ils contribuent à l'épanouissement des enfants et des jeunes.

Un coordinateur, 20 responsables éducatifs et 160 animateurs sont mobilisés pour la mise en œuvre de ce dispositif.

Les ALSH sont soumis à la réglementation sur l'accueil des mineurs, à déclaration auprès de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et à des conventions d'objectifs et de financement avec la Caisse d'Allocations Familiales de Montpellier.

Une convention par secteur sera signée avec la CAF. Celle-ci définit et encadre les modalités d'intervention et de versement de la prestation liée à ce dispositif. L'économie générale de cette convention est la suivante :

La Ville s'engage sur un projet éducatif et social de qualité en mettant en œuvre toute action de formation spécifique de son personnel nécessaire dans une optique d'amélioration continue, notamment en matière d'encadrement des enfants et en procédant aux acquisitions de matériels pédagogiques les mieux adaptés aux actions éducatives qu'elle entend développer.

De son côté, la CAF s'engage à verser à la Ville une prestation de service, en complément de la participation des familles (calculée selon leurs ressources et un taux d'effort déterminé par la CNAF).

Ces conventions seront conclues jusqu'au 31/12/2013 et pourront être renouvelées sur demande expresse des parties.

Les dénominations et les lieux d'implantation des ALSH sont les suivants :

Dénomination ALSH	Lieux d'implantation
LANTISSARGUES	Ecole Maternelle : R. SURCOUF
	Ecole Élémentaire : G. SIMENON
LA MARTELLE	Ecole Maternelle : J.DEROIN
	Ecole Élémentaire : B. SPINOZA
AIGUELONGUE	Ecole Maternelle : L. de CAMOENS
	Ecole Élémentaire : S. FREUD
LES AIGUERELLES	Ecole Élémentaire : C. DICKENS
	Ecole Maternelle : A. FRANK
COMBES	Ecole Élémentaire : E. COMBES
	Ecole Maternelle : V. DURUY
MICHELET	Ecole Maternelle : J. MICHELET
FRANCOIS VILLON	Maison pour tous F. VILLON
LA FONTAINE	Ecole Maternelle : J. LA FONTAINE
VERNE	Ecole Élémentaire : J. VERNE
LES TOURS	Ecole Maternelle : N. COPERNIC
	Ecole Élémentaire : M. BLOCH
MOULIN	Ecole Maternelle : I. BERGMAN
	Ecole Élémentaire : J. MOULIN
OXFORD	Ecole Maternelle : V. VAN GOGH
	Ecole Élémentaire : F. ROOSVELT
CITE MION	Ecole Élémentaire : J. BREL
	Ecole Maternelle : S. SIGNORET
ESTANOVE	Ecole Maternelle : M. DESBORDES VALMORE
	Ecole Élémentaire : W. CHURCHILL
BAZILLE	Ecole Élémentaire : F. BAZILLE
PAPE-CARPENTIER	Ecole Maternelle : P. CARPENTIER
LEO MALET	Ecole Élémentaire : L. MALET
MELINA MERCOURI	Maison pour tous M. Mercouri
SAVARY	Ecole Maternelle : H. BOUCHER
	Ecole Élémentaire : A. SAVARY
SIMON	Ecole Élémentaire : J. SIMON

En conséquence, il est proposé au conseil Municipal

- d'approuver la convention d'objectifs et de financement entre la Ville et la CAF,
- d'autoriser Madame la Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer cette convention et, plus largement tout document relatif à cette affaire.

Patrick VIGNAL

Pour : 57

Adopté à l'unanimité

Messieurs Vignal, Sudres, et Aslanian avec Mme Bigas sortent de séance, Mme le Maire, Mmes Beccaria, Benouargha-Jaffiol entrent en séance.

45 - Crèche JOSEPHINE BAKER - Délégation de service public - Délibération de principe

Françoise PRUNIER : Par délibération du 27 Juillet 2009, le conseil municipal a programmé, dans le cadre de l'aménagement de la ZAC Ovalie, la construction de la crèche Joséphine Baker, établissement d'accueil des jeunes enfants, d'une capacité de 60 places d'accueil collectif et de 9 places d'accueil familial, dont la construction est actuellement en cours avec une perspective d'ouverture en fin d'année.

Parallèlement, la Ville a engagé la construction d'un deuxième établissement, la crèche Adelaïde CAMBON située à côté du futur Hôtel de Ville, avec une capacité de 61 enfants.

L'ouverture simultanée de ces deux établissements fin 2011, avec une capacité totale de 130 places permet de répondre au plus vite aux forts besoins de la population dans ce domaine mais pose une réelle difficulté en termes de recrutement.

Le recours à la délégation de service public pour la gestion de la crèche Joséphine Baker permettrait de ne pas différer la création de places nécessaires et d'accompagner la croissance démographique dans le secteur Ovalie tout en conservant une maîtrise publique de ce service par la collectivité. En effet, la gestion déléguée constitue un partenariat sur la base des impératifs du service public, avec une maîtrise et un contrôle sur le délégataire exercé par la collectivité.

En conséquence, et compte tenu des contraintes de calendrier liées au déroulement de la procédure et de l'objectif d'ouverture de la crèche Joséphine Baker fin 2011, il est proposé d'opter pour une gestion en Délégation de Service Public pour cette crèche.

Conformément à l'article L1411-4 du C.G.C.T, la commission consultative des services publics locaux a été consultée le 1er février 2011 sur ce projet de gestion déléguée.

Le Comité Technique Paritaire a également été consulté le 4 Février 2011.

Le Conseil Municipal, aux termes de la loi, doit maintenant se prononcer sur le principe de cette délégation, dont les grandes lignes sont définies ci-après et précisées dans le rapport de présentation joint en annexe.

- Le service sera exploité par voie d'affermage, avec un contrat conclu pour une durée de 3 ans.
- Les locaux appartenant à la ville seront mis à la disposition du délégataire, soit à titre gratuit, soit moyennant une redevance d'occupation du domaine public. Le délégataire en assurera l'entretien.

- Le délégataire se rémunérera directement auprès des usagers en percevant la participation des familles prévue par la CNAF, ainsi que la Prestation de Service Unique versée par la Caisse d'Allocations Familiales. La collectivité pourra verser une participation forfaitaire calculée sur le budget prévisionnel, qui ne constituera pas une subvention d'équilibre en fin d'exercice, et dont le montant sera déterminé lors de la négociation du futur contrat.
- Le délégataire assurera la responsabilité de la relation avec les usagers, dans les conditions prévues au cahier des charges et rendra compte de sa gestion à la collectivité conformément à la loi (art L 1411-3 du CGCT).

Vu les avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux et du Comité Technique Paritaire ;

Il est en conséquence proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver la gestion de la crèche Joséphine Baker dans le cadre d'une délégation de service public ;
- D'approuver les orientations principales et les caractéristiques de la délégation telles qu'elles sont définies dans le rapport de présentation joint en annexe ;
- De décider le lancement de la procédure de mise en concurrence telle que définie aux articles L1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales qui conduira à la désignation de l'exploitant de la crèche Joséphine Baker ;
- D'autoriser Madame le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Nathalie GAUTHIER-MEDEIROS

Francis VIGUIE

Max LEVITA

Serge FLEURENCE

Pour : 51

Contre : 5 (Verts-NPA)

Adopté à la majorité

46 - PARTENARIAT VILLE DE MONTPELLIER / ASSOCIATIONS SPORTIVES - Attribution de subventions

Sophie BONIFACE-PASCAL : Les activités physiques et sportives constituent un élément important de l'éducation et de l'intégration à la vie sociale.

Ainsi, la Ville de Montpellier dans la mise en œuvre du dispositif de Réussite Educative, souhaite développer dans ses quartiers des pôles sportifs axés à la fois sur les équipements de proximité, les associations sportives et le Service Municipal des Sports.

Afin d'optimiser tous les moyens matériels et humains, le tissu associatif nous propose de mettre en place des actions dans le but de promouvoir l'accès à toutes les disciplines sportives aux jeunes montpelliérains pendant les vacances scolaires en leur apportant encadrement, structure et

savoir-faire.

De nouveaux stages associant « la tête et les jambes » seront proposés aux enfants dans le cadre d'activités cérébrales et sportives comme, escrime et ateliers de chimie sur le thème de l'eau, volley-ball et école de journalisme, baptême de l'air et sensibilisation aux métiers de l'aéronautique.

Ce sont plus de 14 500 enfants, adolescents voire adultes qui bénéficient gratuitement chaque année d'activités socio sportives, leur permettant de découvrir des pratiques nouvelles et de s'inscrire dans des clubs sportifs de quartier.

A ce titre, une somme de 200 000 € a été prévue pour ces actions sur le budget 2011. Il est proposé de soutenir les 75 associations à but non lucratif qui concourent à un intérêt général dans le cadre d'actions sportives durant les vacances de février, de printemps et de toussaint, en leur accordant les subventions suivantes :

ACTIVITES	SUBVENTIONS	PARTENARIAT DES CLUBS
AERONAUTIQUE		
Aéroclub de l'Hérault Languedoc Roussillon	3 000 €	Journée de stage pendant les vacances de février, printemps et Toussaint avec baptême et l'air et initiation aux métiers de l'aéronautique dans le cadre de la réussite éducative des stages la tête et les jambes.
ARTS MARTIAUX		
Body Fighting Club	2 000 €	Stages de boxe éducative pendant les vacances de février, printemps et Toussaint dans le quartier centre au gymnase de la Babote dans le cadre de la réussite éducative des stages la tête et les jambes.
Montpellier école d'Aïkido Traditionnel	1 500 €	Stages d'Aïkido pendant les vacances de février, printemps et Toussaint aux gymnases Ferrari et Garrigues.
Ecole d' Aikido Takemusu Aiki Montpellier	2 000 €	Stages d'aikido et de calligraphie japonaise pendant les petites vacances dans le cadre de la réussite éducative .
Aikikan Dojo	1 500 €	Stages d'Aïkido pendant les vacances de février, printemps et Toussaint au dojo école Brel
Dragons Team Tae Kwon Do	4 500 €	Animation de Tae Kwon Do pendant les petites vacances dans le quartier Croix d'Argent.
Tai Chi Chuan Montpellier	1 000 €	Découverte du Tai Chi sur les pelouses de l'esplanade pour les Montpellierains tous les samedis matins de fin mai à fin juillet.
ATHLETISME		
Montpellier Agglomération Athlétic Méditerranée	3 000 €	Stages d'athlétisme dans le cadre de la réussite éducative des stages "la tête et les jambes" à chaque vacances pour les jeunes sur le stade Philippiès
BADMINTON		
Montpellier Badminton Club	1 900 €	Stages de Badminton pendant les vacances de février, printemps et Toussaint dans le quartier de la Mosson au gymnase des Garrigues.
BASE BALL		

Montpellier Base Ball Université club (les Barracudas)	1 500 €	Stages de Baseball américain pendant les vacances de février, printemps et Toussaint dans le quartier Hôpitaux Facultés au complexe Veyrassi.
BASKET		
ASPTT Basket	2 000 €	Stages de Basket ball pendant les vacances de février, printemps et Toussaint dans le quartier Grand Cœur au gymnase Olympie;
Croix d'Argent Basket	2 500 €	Stages de Basket ball pendant les vacances de février, printemps et Toussaint dans le quartier Grand Cœur au gymnase Olympie.
BLMA	1 500 €	Stages de Basket ball pendant les vacances de février, printemps et Toussaint dans le quartier des Cévennes au gymnase Jouanique.
Montpellier Basket Mosson	2 500 €	Stages de Basket ball pendant les vacances de février, printemps et Toussaint dans le quartier Grand Cœur au gymnase Olympie.
BEACH VOLLEY		
Montpellier Beach Volley	1 500 €	Mise en place de stages de beach volley pendant les vacances scolaires de février et avril au gymnase Ferrari.
BOWLING		
Ecole de bowling	3 500 €	Stages de Bowling pendant les vacances de février, printemps et Toussaint dans le quartier de la Pompignane.
BOXE		
Omnisports Figuerolles Montpellier	1 000 €	Accompagnement d'enfants du quartier Figuerolles pendant les vacances scolaires sur de la boxe éducative.
CANOE		
Montpellier Eaux Vives Canoe Kayak	2 000 €	Découverte de la pratique du Canoë pendant les vacances à la Maison du Lez. Participation au Pentathlez.
Montpellier Agglo. Canoë Kayak UC	3 000 €	Stages de Canoë pendant les vacances de février, printemps, été et Toussaint dans le quartier de la Mosson au lac des Garrigues et à la base de Lavalette.
CLAQUETTES		
Claquettes en vogue	1 500 €	Stages de claquettes et initiation à l'anglais dans le cadre de la réussite éducative pendant les vacances scolaires de février et printemps au gymnase Lachenal.
CIRQUE		
Association BALHAZAR	3 000 €	Stages des Arts du cirque pendant les vacances de février, printemps et Toussaint dans le quartier Croix d'Argent au gymnase Couderc.
CYCLISME		
Montpellier Languedoc Cyclisme	3 000 €	Organisation de stages de VTT pendant les vacances à la maison du Lez dans le cadre de la réussite éducative de la tête et les jambes. Participation au Pentathlez - Organisation de la journée Ville à vélos en coproduction avec la ville.
Union Départ. Sportive Léo Lagrange	500 €	Animations de monocycle pendant les vacances de février et avril à Batteux et à l'occasion de manifestations organisées par la ville.
DIVERS		

CLRISTALS Les Petits Débrouillards	3 300 €	Animations scientifiques intégrées à un pôle de réussite éducative sur le quartier Port Marianne pendant les petites vacances scolaires.
Association des quartiers Les Marels II Aiguelongue Pergola	2 000 €	Participation pendant les vacances au pôle d'animation du quartier des Marels en organisant des tournois de pétanque et diverses animations, ainsi qu'à des événementiels Ville
ConnaiSciences	1 450 €	Animations scientifiques intégrées aux stages réussite éducative la tête et les jambes dans le quartier Hôpitaux Facultés et dans le quartier Centre pendant les petites vacances
ECHECS		
La diagonale du Sud Montpellier Echecs	3 000 €	Stages d'échecs dans le cadre du sport famille aux vacances de février, printemps et toussaint dans le quartier Montpellier Centre à la tour de la Babote, participation aux journées événementielles organisées par la Ville. Mise en place dans le cadre de la réussite éducative de stage de Chess-boxing.
ESCALADE		
Bleu Vertige	3 000 €	Organisation de journées de découverte escalade, en direction des jeunes pendant les vacances de février, printemps et toussaint sur le mur Achille au stade de Phillipides.
Scalata Nature	3 000 €	Actions en direction des jeunes sur le mur d'escalade Achille au stade Phillipides et sorties en milieu naturel.
ESCRIME		
MUC Escrime	600 €	Organisation d'un stage de réussite éducative la tête et les jambes dans le quartier Centre pendant les vacances de février.
FOOTBALL		
Montpellier Petit Bard Futsal	2 000 €	Animation de foot pendant les vacances d'hiver, printemps et Toussaint sur le terrain synthétique du Petit bard pour les jeunes du quartier.
FC Petit Bard	2 000 €	Animation de foot pendant les vacances d'hiver, printemps et Toussaint sur le terrain synthétique du Petit bard pour les jeunes du quartier.
Arceaux Montpellier	2 800 €	Stages de football pendant les vacances de février printemps et Toussaint sur le terrain Astruc pour les jeunes du quartier.
A. S . Cevennes	1 700 €	Animation foot sur le quartier des Cévennes pendant les vacances scolaires.
RC Lemasson Montpellier	2 000 €	Organisation de stages de foot pendant les vacances de février, printemps et Toussaint au stade Giambronne.
Association St Martin Gazelec	2 000 €	Organisation de stages de foot pendant les vacances de février, printemps et Toussaint sur le terrain synthétique Granier.
MUC Football	2 900 €	Mise en place d'un stage de réussite éducative la tête et les jambes pendant les vacances scolaires de février printemps et Toussaint sur le terrain J. Véga.
ASPTT Omnisports Section Football	1 500 €	Organisation d'un stage de foot pendant les vacances de Toussaint à Grammont.

Stade Lunaret	2 000 €	Animation stages foot aux vacances scolaires (Février, Printemps, Toussaint) sur le quartier centre au terrain du Père Prévost.
FOOTBALL AMERICAIN		
Montpellier Football Americain (les Hurricanes)	1 500 €	Stages pendant les vacances scolaires de février, printemps et Toussaint sur le terrain Veyrassi.
FULL CONTACT		
Mosson Full Contact	3 000 €	Stages de Boxe pendant les vacances scolaires à la Mosson. Stages pour adultes les soirs pendant les vacances scolaires.
FUTSAL		
Génération Millénaire	1 900 €	Organisation de stages de Futsal pendant les vacances de février, printemps et Toussaint au gymnase Bessière.
Paillade Mercure	3 000 €	Animation stages foot aux vacances scolaires (Février, Printemps, Toussaint) sur le quartier Mosson.
Montpellier Agglomération Futsal	3 000 €	Stages durant les vacances scolaires au gymnase J. Bouin.
Sport insertion jeunes Montpellier	1 000 €	stages de boxe et de futsal pendant les vacances scolaires au gymnase Busnel
GYMNASTIQUE		
CEP Montpellier gymnastique	2 000 €	Stages de gymnastique et de baby gym au gymnase L Nègre dans le quartier des Cévennes pendant les vacances de février, printemps et Toussaint.
Montpellier GRS	3 000 €	Stage de gym à la Mosson aux vacances de février, printemps et Toussaint.
HAND BALL		
MUC Hand Ball	2 500 €	Stages de Handball au gymnase Bessiere pendant les petites vacances scolaires et au gymnase Busnel en Octobre
Montpellier Chamberte Hand Ball	1 000 €	Stages de hand au gymnase cerdan pour les jeunes du quartier Paul Valery pendant les vacances de février et printemps
HANDISPORTS		
Montpellier Club Handisport	2 000 €	Stages pour handicapés et valides au gymnase Couderc pendant les vacances scolaires dans le cadre de la réussite éducative la tête et les jambes.
HOCKEY SUR GLACE		
Montpellier Agglomération Hockey club	3 000 €	Stages à la patinoire Végapolis pendant les vacances scolaires. Mise en place d'actions pour le public du sport solidaire.
JUDO		
JK Judo 34	2 000 €	Organisation de stages Judo pendant les vacances scolaires de février printemps et Toussaint au dojo les Garrigues.

La Maison du Judo	2 000 €	Organisation de stages Judo pendant les vacances scolaires de février printemps et Toussaint au dojo Ferrari.
LUTTE		
MUC Lutte	2 000 €	Organisation de stages lutte pendant les vacances scolaires de février, printemps et Toussaint dans le quartier des Cevennes.
NATATION		
Montpellier Paillade Natation	3 000 €	Cours de natation au centre nautique Neptune pour le public du sport solidaire.
ASPTT Natation	3 000 €	Cours d'Aquagym à la piscine Nakache pour le public du sport solidaire.
PECHE		
Les Chevaliers de la Gaule	3 000 €	Organisation stages de pêche pendant les vacances de février, printemps, été et Toussaint dans le quartier Grand Cœur Bassin Hôtel de Région dans le cadre du développement de la Maison du Lez et de la réussite éducative. Animation de pêche à la truite en bassin pendant la manifestation du Pentathlez au mois de juin.
OMNISPORTS		
ASPTT Omnisports	4 000 €	Mise en place d'un stage La tête et les jambes dans le cadre de la réussite éducative pendant les vacances scolaires au gymnase L Cazal
AXE SPORT	1 200 €	participation au stage réussite éducative la tête et les jambes à la Maison du Lez
ROLLERS		
Funny Riders	3 000 €	Stages au gymnase Batteux pendant les vacances scolaires et aide à l'encadrement de manifestations évenementielles.
Roller and Ice School Montpellier	1 800 €	Stages de découverte rollers pour février printemps et Toussaint au gymnase Batteux.
SECOURISME		
Aqualove	2 500 €	Stages de secourisme à la Maison du Lez pendant les vacances de février, printemps et Toussaint et participation au Pentathlez
SKATE BOARD		
Association Attitude	3 600 €	Mise en place de stages sur le skate park de Grammont.
MUC Skate Board	2 500 €	Stage dans le cadre de la réussite éducative La tête et les jambes sur le terrain J. Véga pendant les vacances scolaires

SKI NAUTIQUE		
Ski nautique Club Montpellier Agglomération	2 000 €	initiation au ski nautique pour les 10-15 ans le samedi matin pendant les mois de Juillet et Août et participation au Pentathlez
SPELEOLOGIE		

Spéléo Club Alpin	1 500 €	Mise en place de 5 journées sorties spéléo pour les jeunes des quartiers
SPORTS ORIENTATION		
Agglo. Montpellier Sport Orientation 34	3 000 €	Implantation d'un parcours d'orientation sur le parc de la Rauze
TAMBOURIN		
Sport Tambourin Club Montpellier	1 500 €	Animations pendant les vacances de février, printemps et Toussaint sur le terrain de l'EAI
TENNIS		
ASPTT tennis	2 000 €	Stages de tennis pendant les vacances scolaires au complexe sportif de Grammont.
TIR A L'ARC		
Montpellier Arc Club	2 000 €	Mise en place de stages tir à l'arc pendant les vacances scolaires sur le gymnase H. Ferrari.
TRIATHLON		
Montpellier Agglo. Triathlon	2 000 €	Organisation de stages de VTT Trial et de sécurité routière dans le cadre de la réussite éducative pendant les vacances scolaires.
Union Sportive des Nageurs de Montpellier	2 000 €	Organisation de stages de triathlon pendant les vacances de février, printemps et Toussaint dans le quartier de la Pompignane.
VOLLEY BALL		
AS Croix d'Argent Volley	3 000 €	Stages de volley et reportage sportif dans le cadre des stages la tête et les jambes pendant les vacances pour les jeunes de quartier sur le gymnase A. Colas.
ASBAM Volley Ball	3 500 €	Mise en place de stages dans le cadre de la réussite éducative pendant les vacances au gymnase les Arts.
Volley Loisir Montpelliérain	1 500 €	Stages de Volley à chaque vacances au gymnase Ostermeyer.
TOTAL	169 150 €	

Pour : 56

Adopté à l'unanimité

Messieurs Vignal, Aslanian, Mme Bigas entrent en séance.

47 - Attribution de subvention à diverses associations sportives - 2011

Sophie BONIFACE-PASCAL : La Ville de Montpellier souhaite soutenir l'engouement et l'énergie des associations sportives qui contribuent au développement du sport amateur et du

sport de haut niveau sur le territoire.

Ainsi, afin de continuer à développer cette culture d'excellence sportive, en lien avec sa politique de réussite éducative, il est de notre volonté d'apporter une aide financière aux associations qui en font la demande et qui concourent à un intérêt général et local.

Pour mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention dont la liste est jointe en annexe.

Les sommes allouées sont prévues sur le budget 2011 de la Ville chapitre 924, nature 65774 pour un montant de 1 184 830 €

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- d'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- de décider de l'affectation des subventions telles qu'annexées à la présente délibération,
- de dire que les crédits sont prévus au chapitre 924 du budget 2011 à la nature 6574 (ligne 1776),
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjointe Déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Nathalie GAUTHIER-MEDEIROS

Pour : 59

Adopté à l'unanimité

Mmes Miraoui, Qvistgaard et Troadec-Robert sortent de séance.
M. Sudres entre en séance.

48 - Renouvellement des membres de la commission consultative de la jeunesse, dénommée «Conseil Montpelliérain de la Jeunesse»

Michel PASSET : La Ville de Montpellier a choisi d'associer sa jeunesse à l'avenir de la Ville.

C'est dans cet esprit que, par délibération du Conseil Municipal du 17 novembre 2008, la Municipalité a mis en place une commission consultative de la jeunesse dénommée le « Conseil Montpelliérain de la Jeunesse », véritable instance de démocratie participative, chargée d'examiner, de débattre et d'être force de propositions pour toute question relative à la jeunesse.

Ce comité consultatif est prévu à l'article L 2143-2 du code général des collectivités territoriales.

Conformément au règlement intérieur, peuvent y siéger, pour une durée de 2 ans, tous les jeunes montpelliérains âgés de 16 à 29 ans.

Cette assemblée comprend également de 9 membres élus du Conseil Municipal, selon le principe de la représentation proportionnelle, conformément aux dispositions de l'article L 2143-2 du

CGCT, pour assurer l'animation des commissions.

Le bilan de ces 2 ans d'exercice est particulièrement riche, pour ne citer que les principaux dossiers, portés à l'ordre du jour des commissions :

- Une Cité de la jeunesse à Montpellier : La Cité de la jeunesse est un projet qui enthousiasme la plupart des membres. Ils souhaitent un équipement international, incontournable pour tous les jeunes, un lieu citoyen, de services, de création, de projets, d'information, d'activités culturelles et sportives, de dialogue et d'échanges ;
- Les majeurs sans papiers : adoption d'une motion de soutien pour cette population adressée à Monsieur le Préfet de La Région Languedoc-Roussillon ;
- La sécurité : tenue de 2 réunions sur ce thème, la première sur leur interrogation de la dégradation des relations entre la police et les jeunes, la seconde, sous forme de soirée-débat avec le Directeur de la Sûreté du Domaine Public de la Ville ;
- L'information : soirée de présentation et de débat sur les outils de communication avec la Rédactrice chef du journal Montpellier Notre Ville et le Rédacteur en chef du magazine TIPTOP ;
- La santé : table ronde de concertation avec la mutuelle santé étudiante afin d'étudier la mise en place d'un dispositif de couverture mutualiste pour tous les jeunes ;
- Insertion professionnelle : attribution d'une aide financière pour le permis de conduire, pour les jeunes de 18 à 29 ans, en précarité et dans le cadre d'un projet professionnel (votée en Conseil Municipal du 8 novembre 2010, 2 membres du CMJ siégeront à la commission d'attribution).

Le mandat de ce premier Conseil Montpelliérain de la Jeunesse arrivant à échéance, il est nécessaire de procéder à son renouvellement dès ce premier trimestre 2011.

L'appel à candidature a été réalisé conformément aux règles de fonctionnement du Conseil Montpelliérain de la Jeunesse, annexées à la Délibération du Conseil Municipal du 17 novembre 2008. Sur proposition de Mme le Maire, 50 jeunes ayant répondu à cet appel, figurent dans la liste annexée à la présente délibération

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de valider la liste des nouveaux membres du Conseil Montpelliérain de la Jeunesse,
- d'autoriser Mme le Maire ou M. l'Adjoint Délégué de signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 57

Adopté à l'unanimité

49 - Dotation d'ordinateurs à des associations

Fanny DOMBRE-COSTE : Suite aux instructions comptables de la M14, toute sortie de l'actif de notre collectivité doit être constatée par une opération comptable en ce qui concerne les acquisitions de matériels réalisées avec des crédits d'investissement. En conséquence, par délibération du 02 avril 2008, il a été créé une commission de réforme du matériel et des véhicules qui devra donner son accord pour la réforme des matériels et arrêter les modalités de cession éventuelle de ces matériels.

Dans le cadre de sa politique de soutien au tissu associatif, la ville de Montpellier a décidé d'attribuer son matériel informatique réformé aux associations qui en ont exprimé le besoin. Cette action a pour objectif de permettre aux responsables d'associations concernées de faciliter la gestion de leur structure.

Nom association	Marque	N° unité centrale	N°série écran	Nbre ordi
Secours Populaire Français	DELL	FD1C70J	84767A1119 87	1 poste
Terre Nouricière	DELL	95MQ80J	84767ABV9NC7	1 poste
Terre Nouricière	DELL	9PMQ80J	DT15HJAN618713B	1 poste
Auralithe	DELL	G3GQ80J	8204TG0SIE A9	1 poste
Colonia Espanola	DELL	C8MQ80J	8204TB06WS 99	1 poste
AVF	DELL	HOHQ80J	90628TQR9Y26	1 poste
Get On The Scene	DELL	22HQ80J	H8YF301432	1 poste
Aide à la Réinsertion Sociale	DELL	JQMQ80J	DT15HJBN704933B	1 poste
Casa Amadis	DELL	J227COJ	94268A1176T 77	1 poste
AE-HPI LR	DELL	H2GQ80J	8204TG0518 A9	1 poste
Droit Mourir dans la Dignité	DELL	FQMQ80J	AN17HDBW504087Y	1 poste
Tlemcen Jumelage Montpellier	DELL	DOHQ80J	H1CJR02078E	1 poste
Cap Horizon	DELL	B8MQ80J	84767A9248C7	1 poste
Cap Horizon	DELL	HPMQ80J	94268A0W0C67	1 poste
Cap Horizon	DELL	Model PM VT DT PIII 800 20GB 120MB blanc S/N V463500034	822BF23BB7 89	1 poste
Cap Horizon	DELL	79ZB70J	AN17HJGTA10042A	1 poste

Les associations qui figurent sur le tableau ci-dessus recevront, à titre gracieux, les ordinateurs dont elles ont fait la demande. Leur valeur moyenne est comprise entre 30 et 50 €

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'autoriser la mise à disposition gracieuse des matériels informatiques réformés aux associations cités ci-dessus,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjoint(e) délégué(e), à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 57

Adopté à l'unanimité

M. Passet et M. Subra avec leurs procurations (H. Martin et M. Morales)
sortent de séance.

50 - Concession d'exploitation du domaine public - Brasserie du Parc de Lunaret - Demande d'exonération et modification de redevance

Marc DUFOUR : Dans le cadre d'une convention d'exploitation du domaine public, Messieurs Jean-Michel et Luc Jolivet, gérants de la S.A.R.L. Jolivet Frères exploitent le bar-restaurant de la

Serre amazonienne, dans le Parc de Lunaret ainsi que la boutique de cette même serre, depuis novembre 2008.

M. Jean-Michel Jolivet nous a fait part de difficultés de gestion de l'exploitation du bar-restaurant du fait d'une faible rentabilité, et, en raison de la dégradation de sa situation, nous propose en conséquence que soient étudiées :

- une modification des termes de sa convention initiale qui prévoyait une redevance d'un montant de 7% du chiffre d'affaires hors taxes pour la boutique et de 9% du chiffre d'affaires pour le bar-restaurant, sous forme d'acomptes trimestriels, de 1 500 € pour la boutique et de 5 500 € pour le bar-restaurant ;
- l'exonération d'une année d'exploitation pour les 2 activités.

La faible fréquentation du bar-restaurant et une situation économique morose seraient responsables de problèmes de trésorerie récurrents.

En conséquence, et après étude de cette affaire, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'abaisser le montant de la redevance du bar-restaurant de 9 à 7% du C.A et ainsi de l'aligner sur celui de la boutique,
- d'exiger le règlement de l'année 2008, soit du 1^{er} juin, date de démarrage de l'exploitation du bar-restaurant, au 31 décembre 2008,
- d'accorder à la S.A.R.L. Jolivet la gratuité pour une année d'exploitation du bar-restaurant, soit du 1^{er} janvier au 31 décembre 2009, et donc décider de ne pas facturer la totalité de l'année 2009,
- d'exiger le règlement de la redevance concernant la boutique, soit du 1^{er} novembre au 31 décembre 2008, ainsi que les années 2009 et 2010,
- d'approuver l'avenant ci-joint,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 48

Abstention : 5 (Verts – NPA)

Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés

51 – Concession d'exploitation du domaine public - Buvette du Théâtre Jean Vilar - Appel à candidatures

Marc DUFOUR : Par délibération N°2007/537 en date du 15 novembre 2007, la Ville a désigné M. Thierry ANGER, gérant de la S.A.R.L. "Les Cols Blancs", titulaire de la concession d'exploitation de la buvette-cafeteria du Théâtre Jean Vilar. Celui-ci ayant souhaité, pour des raisons personnelles, résilier la convention qui le lie à la Ville, il convient de lancer la procédure d'appel à candidatures afin de permettre la poursuite de l'exploitation du site.

Cet appel à candidature sera mis en ligne sur la plate-forme dématérialisée de la Ville et un dossier de consultation sera transmis aux personnes qui en feront la demande.

La Commission d'Exploitation du Domaine Public procédera à l'examen des candidatures en vue de désigner le nouveau concessionnaire.

Il vous est donc proposé :

- d'accepter le lancement d'un appel à candidatures pour l'exploitation de la buvette-brasserie du Théâtre Jean Vilar,
- d'autoriser Madame le Maire, ou, à défaut l'Adjoint Délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 53

Adopté à l'unanimité

52 – Réhabilitation de la Mairie de proximité Tastavin et du Centre de Loisirs Sans Hébergement - Autorisation de signer l'Avenant n° 1 - Lot n° 1 : Démolition

Frédéric TSITSONIS : Par délibération du Conseil Municipal en date du 09 novembre 2009, l'entreprise : VOLPILIERE a été attributaire du marché de travaux pour la réalisation du lot n° 1 : Démolition

Dans le cadre de l'exécution de ce marché, il est nécessaire de réaliser la prestation suivante :

- Plusieurs murs du bâtiment ont présenté des mouvements importants qui ont nécessité leur démolition pour des raisons de stabilité de l'ensemble et de sécurité.

Il est donc proposé de passer un avenant n° 1 avec l'entreprise VOLPILIERE sise 30230 Bouillargues, titulaire du lot 1 : Démolition.

Compte tenu des éléments, le nouveau montant du marché s'élève à :

Lot	Entreprise	Montant initial du marché en euros H.T.	Montant de l'avenant n° 1	Nouveau montant du marché en euros H.T.	Pourcentage : Montant de l'avenant / Montant marché initial
01 – Démolition	VOLPILIERE	24 933,28	1 518,22	26 451,50	6,09 %

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'accepter la passation de cet avenant n° 1 dans le cadre de l'opération ci-dessus rappelée ;
- d'autoriser Madame le maire, ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer l'avenant n° 1 avec l'entreprise et plus généralement, à signer tous documents relatifs à cette affaire.
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2010 de la Ville :

DAI - Service Architecture : Nature 2313 - Fonction : 900 201 - Programme 10383

Pour : 53

53 - Réalisation de la 3ème ligne de tramway - Conventions de servitude d'ancrage - Ville de Montpellier / Communauté d'Agglomération de Montpellier

Frédéric TSITSONIS : La Communauté d'Agglomération de Montpellier réalise la 3^{ème} ligne de tramway de l'agglomération de Montpellier entre Juvignac et Pérols.

Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré, par arrêté en date du 18 juin 2007, l'utilité publique de cette ligne de tramway et la mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes concernées.

Par délibération en date du 12 février 2010, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a confié à son mandataire TaM l'ensemble des opérations nécessaires à la création des servitudes d'ancrages.

Dans le cadre de la réalisation de ces travaux, il s'avère nécessaire de créer :

- d'une part, une servitude d'appui-accrochage sur l'Eglise St Denis, les Halles Laissac, la Maison de la Démocratie pour permettre ainsi l'alimentation en électricité du tramway,
- d'autre part, une servitude d'appui-accrochage caméra également sur l'Eglise St Denis, permettant ainsi la vidéo-surveillance des endroits stratégiques du réseau de transport public.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer les conventions de servitude d'ancrage avec la Tam agissant pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et à signer tout acte relatif à cette affaire.

Pour : 53

Adopté à l'unanimité

54 - Autorisation de déposer un permis de démolir – 9, avenue du Docteur Pezet - Ex-propriété Société 2J

Frédéric TSITSONIS : Par délibération en date du 14 décembre 2009, la Ville de Montpellier a acquis le bien, sis 9 avenue du docteur Pezet, cadastré AX6, afin de créer une réserve foncière dans le cadre du périmètre d'étude « Secteur Campus » approuvé par délibération du Conseil Municipal.

Par acte en date du 3 juin 2010, la Ville a acquis à la Société 2J, cette parcelle de terrain d'une

superficie de 115 m² sur laquelle est édifié un bâti d'une superficie de 50 m², en rez de chaussée. Ce bien ne peut être utilisé compte tenu de son mauvais état.

Aussi, dans l'attente de travaux d'aménagement prévus et afin de prévenir tout risque d'accident ou d'intrusion, il convient de procéder à la démolition de ce bâti.

Le coût des travaux est inscrit au budget 2010 de la Direction Urbanisme Opérationnel, à savoir :

- 8 204,52 euros TTC pour les travaux de déconstruction sans l'aménagement extérieur,

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- D'autoriser Madame, le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à déposer le permis de démolir ainsi qu'à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 53

Adopté à l'unanimité

M. Dufour sort de séance, M. Passet avec sa procuration (H. Martin) entre en séance.

55 - Délégation de Service Public - Délibération de principe - Fourrière automobile

Serge FLEURENCE : La Ville de Montpellier a confié à EFFIA Stationnement l'exploitation du service public de fourrière automobile par convention de Délégation de Service Public, pour une durée de six ans, à compter de janvier 2006.

Le contrat de délégation de service public sera à renouveler à compter du 1er janvier 2012.

En conséquence, il convient dès à présent d'entamer la procédure prévue par les articles L.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales pour la désignation, à partir du 1er janvier 2012, d'un nouveau délégataire dans le cadre d'un nouveau contrat de délégation de ce service public.

Le Conseil Municipal aux termes de la loi, doit maintenant se prononcer sur le principe de cette délégation ci-après définie dans ses grandes lignes et précisées dans le rapport de présentation joint en annexe.

Un choix s'offre à la ville entre la gestion en régie ou la gestion déléguée. Pour les raisons suivantes, il a été décidé de recourir à la gestion déléguée :

- la gestion d'une fourrière automobile requiert une spécialisation de plus en plus poussée, l'ensemble de ces savoir-faire est généralement mieux maîtrisé au sein d'entreprises spécialisées ;
- Le recours à une entreprise spécialisée dans les activités fourrière permet de mettre au service de l'exploitation des compétences valorisées par la formation, l'échange d'expériences et le retour de pratiques professionnelles ;
- Sur le plan financier, la gestion du service expose la collectivité à un certain nombre de risques sur les coûts d'exploitation. Le recours à la délégation de service public permet une meilleure maîtrise des coûts dans la mesure où ils sont analysés, négociés et arrêtés de manière contractuelle en début de convention.

La fourrière automobile, à partir du 1er janvier 2012, sera confiée pour une période comprise entre 4 à 6 ans, à un délégataire qui en assumera la gestion pour la ville :

- Le délégataire assurera la gestion du service à ses risques et périls, sa rémunération devant être assurée substantiellement par les résultats de l'exploitation.
- Le délégataire sera responsable de la continuité du service et de l'égalité des usagers.
- Le délégataire appliquera les orientations souhaitées par la collectivité, mais il sera responsable des opérations conduites.

Le principe du renouvellement de la délégation et ses caractéristiques principales ont été soumis à l'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux et du Comité Technique Paritaire.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

Vu l'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux et du Comité Technique Paritaire,

- d'approuver les orientations principales et les caractéristiques de la délégation que doit assurer le délégataire, telles qu'elles sont définies dans le rapport de présentation joint en annexe
- de décider le lancement de la procédure de mise en concurrence telle que définies aux articles L 1411-1 et suivants du C.G.C.T. qui conduira à la désignation du délégataire de la fourrière automobile.
- D'autoriser Madame le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué à signer tout document se rapportant à cette affaire

Nathalie GAUTHIER-MEDEIROS

Serge FLEURENCE

Pour : 49

Contre : 1 (M. Viguié)

Abstention : 4 (Verts)

Adopté à la majorité

56 - Mises à disposition gratuites des salles municipales aux candidats aux élections cantonales

Serge FLEURENCE : Lors des campagnes électorales, des salles (salles polyvalentes, gymnases, maisons pour tous) sont généralement mises gratuitement à disposition des candidats.

En conséquence, dans le cadre des élections cantonales des 20 et 27 mars 2011, je vous propose que nous adoptions le principe suivant :

- une salle gratuite sera accordée pour les élections cantonales, à chaque candidat et à chaque tour jusqu'à la fin de la campagne officielle.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'adopter la mise à disposition de salles municipales dans les conditions définies ci-dessus
- d'autoriser Mme le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire

Pour : 54

Adopté à l'unanimité

57 - Voirie - Avenue du maréchal Leclerc - Avenant n°1

Serge FLEURENCE : Le renforcement du réseau pluvial de l'avenue du Maréchal Leclerc s'inscrit dans le cadre du plan anti-inondation du quartier Près d'Arènes. La ville de Montpellier et Montpellier Agglomération ont, dans le même temps, réalisé le renouvellement des réseaux d'eau potable et d'eaux usées, ainsi qu'un réaménagement complet de la voirie, l'enfouissement des réseaux aériens et le renouvellement de l'éclairage public.

Ces travaux ont fait l'objet d'une convention de groupement de commandes entre la ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération. Dévolus sur appel d'offre, ils ont été attribués au groupement Eurovia/Traveset pour un montant de 1.412.690,02 €H.T..

Le marché se décompose en 5 chapitres :

1) Réseau Eau Potable (compétence Agglo) pour un montant de :	192.683,99€H.T.
2) Réseau Eaux Pluviales (compétence Ville) pour un montant de :	483.647,53€H.T.
3) Réseau Eaux Usées (compétence Agglo) pour un montant de :	161.604,50€H.T.
4) Voirie (compétence Ville) pour un montant de :	421.310,00€H.T.
5) Réseaux Secs (compétence Ville) pour un montant de :	153.444,00€H.T.

En phase d'exécution du chantier, un certain nombre de travaux et de sujétions techniques ne pouvait être prévu à l'origine du projet. Ces prestations ont fait l'objet d'une décision de poursuivre conformément aux articles 14 et 15 du CCAG-Travaux.

Par ailleurs, s'agissant d'un marché conclu à prix unitaires, la rémunération des travaux se fait en fonction des quantités réellement exécutées, les quantités initialement prévues au marché étant données à titre évaluatif. Ainsi, conformément à l'article 12 du CCAG-Travaux, il convient de prendre en compte les quantités réellement exécutées.

Les prestations supplémentaires ou modificatives dont la réalisation est nécessaire au bon achèvement de l'ouvrage ainsi que le bilan des quantités réellement exécutées par rapport aux quantités prévues initialement à titre évaluatif sont détaillés dans ce qui suit, chapitre par chapitre.

Chapitre 1 - Réseau Eau Potable:

- Le bilan des quantités réellement exécutées fait apparaître une diminution du montant initial des travaux de 2.312,72 €H.T..

Par conséquent, ce chapitre présente une diminution du montant initial des travaux de 2.312,72 € H.T.

Chapitre 2 - Réseau Eaux Pluviales

- Réalisation d'une antenne sur le réseau pluvial rue de la Manade pour un montant de 4.631,00 €H.T.
- Fourniture et mise en place d'avaloir en fonte pour un montant de 5.658,00 €H.T.
- Raccordement du réseau EP de la rue du Grau pour un montant de 2.852,50 €H.T.
- Le bilan des quantités réellement exécutées fait apparaître une diminution du montant initial des travaux de 14.398,05 €H.T..

Par conséquent, ce chapitre présente une diminution du montant initial des travaux de 1.256,55 € H.T.

Chapitre 3 Réseau Eaux Usées

- Fourniture et mise en place de tabourets de branchement pour un montant de 4.743,90 €H.T.;
- Fourniture et mise en place de canalisation fonte en remplacement du PVC du fait de l'augmentation de la pente d'écoulement (problème d'abrasivité des effluents) pour un montant de 904,02 €H.T.;
- Le bilan des quantités réellement exécutées fait apparaître une augmentation du montant initial des travaux de 493,58 €H.T..

Par conséquent, ce chapitre présente une augmentation du montant initial des travaux de 6.141,50 €H.T.

Chapitre 4 Voirie

- Adaptation du projet initial pour raccordement au droit des carrefours et des accès de résidence pour un montant de 30.423,14 €H.T.
- Reprise des pieds de façades et des seuils du fait de l'abaissement général des côtes altimétriques du projet pour un montant de 24.973,20 €H.T.
- Travaux de modification de voirie rue des Razeteurs pour le délestage de la ligne 12 du bus pour un montant de 16.473,35 €H.T.
- Création de places de stationnement supplémentaires devant les commerces sur le secteur 2 pour un montant de 19.904,85 €H.T.
- Mises à la côte d'ouvrages découverts en phase d'exécution des travaux pour un montant de 5.783,00 €H.T.
- Réfection complète des trottoirs et de la chaussée rue de Manade suite à la réalisation de l'antenne sur le réseau d'eaux pluviales pour un montant de 4.825,30 €H.T.
- Réalisation d'une traversée de chaussée pour le réseau téléphonique appartenant à la ville pour un montant de 4.366,00 €H.T.
- Raccordement avec l'allée François Fabié pour un montant de 7.233,35 €H.T.
- Reprise de la grave ciment devant le centre commercial pour réalisation de purge pour un montant de 8.400,00 €H.T.
- Le bilan des quantités réellement exécutées fait apparaître une augmentation du montant initial des travaux de 2.086,04 €H.T.

Par conséquent, ce chapitre présente une augmentation du montant initial des travaux de 124.468,23 €H.T.

Chapitre 5 Réseaux Secs

- Renouvellement du réseau de distribution téléphonique appartenant à la ville pour mise aux normes pour un montant de 20.761,20 €H.T;
- Déplacement d'un poteau d'éclairage du fait de la création de places de stationnement pour un montant de 1.696,50 €H.T.;
- Le bilan des quantités réellement exécutées fait apparaître une diminution du montant initial des travaux de 190,00 € H.T..

Par conséquent, ce chapitre présente une augmentation du montant initial des travaux de 22.267,70 €H.T.

Pour : 54

Adopté à l'unanimité

58 - Reconstruction du mur de soutènement du Belvédère du parc Malbosc - Autorisation de signer le protocole transactionnel entre la Ville de Montpellier, la société Eurovia Méditerranée et la société Lopez TP

Serge FLEURENCE : Le parc Malbosc, parc champêtre urbain situé entre la ZAC Malbosc et le quartier de la Mosson a été conçu en 2001 par l'agence TER. D'une surface totale de 23 ha environ, sa réalisation a été prévue en plusieurs phases.

Par délibération du Conseil Municipal du 27 juin 2006, la Ville de Montpellier a attribué les lots du marché n° 6E 342701 pour l'aménagement des tranches II et III du parc de Malbosc.

Parmi les différents lots du marché :

- Lot n° 1 concernant les Terrassements et VRD attribué à la société EUROVIA MEDITERRANEE et notifié par acte d'engagement du 25 juillet 2006,
- Lot n° 2 concernant l'éclairage public attribué à la société SPIE et notifié par acte d'engagement du 25 juillet 2006

Pour le suivi des travaux, la Ville est à la fois maître d'ouvrage et maître d'œuvre assuré par le service espaces verts de la DIPAN.

Pour la réalisation de cet ouvrage, la société EUROVIA MEDITERRANEE a réalisé les terrassements généraux, la préparation de l'assise du mur, la mise en œuvre des remblais structurels.

Elle a sous-traité à la société Lopez Travaux Publics (L.T.P.), la réalisation des cages de gabions et le remplissage de celles-ci qui sont les éléments constitutifs du mur.

La société LTP a sous traité à la société MACCAFERRI l'étude de projet du mur en gabions (descriptif technique, plans, note de dimensionnement) et la fourniture de cages de gabions et lits de tirants.

Avant la fin du délai contractuel de 10 mois dont le terme était fixé le 7 décembre 2007, de nombreux désordres affectant le mur en gabions ont pu être constatés : ventre important du mur, déformations des cages de gabions à la base, grande fissure du terre-plein en tête de mur.

Compte tenu des nombreux désordres affectant le mur, la Ville en informait dès le mois de décembre 2007 les entreprises par courrier et sur les PV de réunion de chantier. Par courrier du 23 janvier 2008, la Ville notifiait à la société EUROVIA sa décision de ne pas procéder à la

réception de l'ouvrage.

La Ville a fait appel à la société Apave pour réaliser un premier diagnostic du mur. Ce rapport conclut à une insuffisance de l'adhérence sol-armature pour laquelle aucune stabilisation du mur n'est à attendre. Ce rapport a été transmis à la société EUROVIA le 2 avril 2008.

La Ville a ensuite procédé, par courrier RAR notifié le 20 mai 2008, à la mise en demeure de la société EUROVIA de procéder dans les meilleurs délais à la reprise de l'ouvrage.

Face à cette situation, la société EUROVIA a décidé d'engager une procédure judiciaire et de saisir le Président du Tribunal de commerce afin de procéder à une expertise.

Le 20 juin 2008, la société EUROVIA a alors assigné en référé la Ville ainsi que les sociétés LTP, MACCAFERRI et SPIE SUD OUEST.

Par ordonnance du 10 juillet 2008, le Tribunal de commerce a désigné comme expert Monsieur Christian CRIADO.

L'expertise a débuté en septembre 2008, trois réunions d'expertises avec les parties se sont tenues. Des investigations géotechniques ont été réalisées à la demande de l'expert par le bureau d'étude Ginger CEBTP, synthétisées dans un rapport d'étude géotechnique G5, le 17 juin 2009.

Le rapport d'expertise a été rendu le 10 mars 2010. Il comporte les comptes rendus des réunions, les documents reçus des parties, les résultats des recherches sur les causes du désordre, les principes de réparation et l'imputation des responsabilités entre les parties avec la répartition financière du coût des travaux de reprise.

Dans son rapport, l'Expert conclut :

de ne pas retenir la responsabilité de SPIE, ni celle de Maccaferri. Il propose au Tribunal d'imputer les responsabilités des désordres aux trois intervenants Ville de Montpellier, Eurovia Méditerranée et LTP, conformément à ce qui suit :

- La Ville de Montpellier, comme maître d'œuvre, n'a pas fait procéder aux investigations géotechniques suffisantes pour vérifier la faisabilité de la construction du mur et en particulier le niveau de fondation auquel il devait être assis.
- Eurovia comme constructeur du mur, n'aurait pas du démarrer la construction du mur en l'absence d'une étude géotechnique de projet du type G2 et sans la mission de géotechnique du type G3 (étude et suivi géotechnique d'exécution) par un bureau d'étude spécialisé afin de valider le niveau de fondation du mur et la conformité de l'ensemble tirants/remblai mis en œuvre par rapport à la note de calcul d'exécution.
- LTP comme sous traitant d'Eurovia, pour les mêmes raisons que la société Eurovia.

Concernant le coût de reprise du mur et sa répartition, L'Expert propose au Tribunal de retenir les principes suivants :

- Reprise de la semelle de fondation par approfondissement par rapport au mur actuel
Ville de Montpellier : 100% de participation
- Démolition du mur actuel et reconstruction au dessus de la reprise de semelle approfondie,
Ville de Montpellier : 10% de participation
Société Eurovia Méditerranée : 45% de participation
Société Lopez TP : 45% de participation

La Ville de Montpellier a fait appel à une maîtrise d'œuvre externe, le bureau d'étude EGSA, pour être assistée et conseillée sur le plan technique et financier sur la phase d'expertise et ensuite, en tranche optionnelle, sur la phase de suivi de travaux.

Après réception du rapport d'expertise, les différentes parties se sont rapprochées le 6 octobre 2010 et se sont mises d'accord sur le principe d'un règlement amiable.

La Ville a demandé à son maître d'œuvre EGSA, conformément aux préconisations de l'Expert

dans son rapport, d'élaborer un dossier technique et un devis quantitatif sur lesquels les entreprises Eurovia et LTP se sont prononcées favorablement et mises d'accord pour la reprise des travaux.

Les parties sont convenues des dispositions d'un protocole d'accord, approuvé par les parties et annexé aux présentes, par lequel elles s'engagent à la reprise des travaux.

Ainsi les parties s'accordent :

- Sur les modalités techniques de reprise du mur et la répartition financière du montant des travaux de reprise entre les parties, sur la base du rapport d'expertise.
La solution technique retenue est celle d'un mur poids en gabions et non celle du mur actuel, un mur gabion avec tirants, mais la dimension et l'aspect esthétique du mur restent identiques. Le protocole, reprend les pièces techniques de la reconstruction du mur établi par le maître d'œuvre EGSA.
- Les entreprises Eurovia et LTP se sont proposées de réaliser les travaux elles mêmes et selon la même répartition que lors du marché initial, soit en étroite coordination, Eurovia réalisant les terrassements généraux, la préparation de l'assise du mur et le remblai à l'arrière du mur et LTP réalisant les cages de gabions et le remplissage de celle-ci.
- La répartition des coûts des travaux de reprise décidée entre les parties est conforme à la conclusion du rapport d'expertise. La masse de travaux dits indéterminés, n'appartenant ni à la semelle ni au mur, car elle concerne les travaux de remise en état des abords du mur, a été réparti selon les mêmes proportions que le montant de l'ouvrage principal.
Ainsi, le montant total HT des travaux de reprise s'élève à 373 314,13 €
125 174,65€ à la charge de la Ville,
124 069,74 € à la charge d'Eurovia et
124 069,74 € à la charge de LTP.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver le protocole transactionnel joint en annexe établi entre la Ville et les sociétés Eurovia Méditerranée et Lopez TP
- d'imputer la dépense de la Ville en la matière sur le budget 2010 de la Ville, sur la section investissement 908 pour un montant HT de 125 174,65€

d'autoriser Madame le Maire ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout acte ou document concernant cette affaire.

Patrick VIGNAL

Pour : 54

Adopté à l'unanimité

59 - Aménagement de la Marathonienne - Autorisation de demande de subventions 2011

Serge FLEURENCE : Dans le cadre de la promotion de l'écologie urbaine, un des projets phare de la ville de Montpellier est la mise en place du Réseau vert qui relie les espaces verts de la ville.

L'objectif est de développer un maillage de voies piétonnes et cyclables dans un cadre naturel sur l'ensemble de la ville en s'appuyant sur la trame verte (le réseau hydrographique, espaces agricoles, espaces naturels, espaces verts).

Ainsi, le réseau vert a non seulement un rôle fonctionnel de déplacement doux mais aussi un rôle important de corridor écologique.

La Marathonienne s'inscrit dans le Réseau vert et représente à terme une ceinture verte de 42 km, en lien direct avec les communes environnantes, longueur équivalente à l'épreuve sportive du marathon. L'aménagement de la Marathonienne s'échelonne dans le temps, chaque année de nouvelles sections sont réalisées dans l'objectif de boucler cette promenade.

Le coût des aménagements des 2600 ml de cheminement prévus cette année s'élève à 640 000 € TTC.

Cette opération peut être subventionnée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier à hauteur de 20%.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'autoriser Madame Le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer la demande de subvention et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Pour : 54

Adopté à l'unanimité

M. Delafosse sort de séance.

60 - Création d'un taux de vacation pour le remplacement des animateurs techniciens des Maisons pour Tous

Serge FLEURENCE : L'intégration des régies des Maisons Pour Tous au sein des services municipaux au 1er janvier 2011 a conduit à reprendre notamment l'activité exercée par les animateurs techniciens. Elle consiste à dispenser aux usagers des Maisons pour Tous des cours dans les domaines de l'art, de la culture, du loisir, de la musique.

Afin d'assurer la continuité du service public, en cas d'absence d'un animateur technicien – et s'il n'est pas possible de le remplacer par un autre animateur technicien dans le même domaine – il est proposé de faire appel ponctuellement à des vacataires. Le taux horaire proposé prend en compte l'expertise attendue de ces personnels dans leur champ de compétence.

Il est proposé de créer une vacation pour les personnels remplaçant les animateurs techniciens à un taux horaire brut de 13.74 euros.

Il est en conséquence proposé au Conseil Municipal :

- D'adopter ce taux horaire spécifique de vacation ;
De prévoir l'inscription au budget du personnel des dépenses correspondantes

Pour : 53

Adopté à l'unanimité

61 - Intégration des ingénieurs de la Direction des systèmes d'information au dispositif d'astreinte de décision

Serge FLEURENCE : Vu le décret n°2005-542 du 19 mai 2005

Vu la délibération du Conseil Municipal du 25 juin 2007 relative aux conditions d'exercice et aux modalités de paiement ou de compensation des astreintes

Vu l'avis du CTP du 4 février 2011

La délibération du 25 juin 2007 indique quels sont les types d'astreinte et les personnels devant les assurer au regard de leur grade et de leur service de rattachement.

Jusqu'à présent, les ingénieurs de la DSI ne participaient pas au dispositif d'astreinte de décision. Afin d'assurer un suivi dans la continuité de service de certaines applications du Système d'Information de la Ville de Montpellier, il est proposé d'intégrer les ingénieurs de la DSI au dispositif d'astreinte de décision.

En conséquence, le tableau des astreintes de décision de la délibération du 25 juin 2007 est complété comme suit :

Direction	Cadre d'emplois concerné	Type d'astreinte	Missions
DSI	Ingénieur	<ul style="list-style-type: none">- Semaine complète 24h/24, week-end compris- Début de l'astreinte le mercredi 18h- Fin de l'astreinte le mercredi suivant 8h	<ul style="list-style-type: none">- Alerter l'agent d'astreinte d'exploitation et de sécurité d'un dysfonctionnement- Palier au plus tôt au dysfonctionnement- Avertir les personnes compétentes en cas de besoin

Il est en conséquence proposé au Conseil Municipal :

- D'adopter la modification de la délibération du Conseil Municipal du 25 juin 2007
- D'appliquer cette modification à compter du 1^{er} mars 2011
- De prévoir l'inscription au budget du personnel des dépenses correspondantes

Pour : 53

Adopté à l'unanimité

62 – Revalorisation du taux de vacation des animateurs des ALSH

Serge FLEURENCE : Vu la délibération du Conseil Municipal du 29 juillet 2004 relative à la

revalorisation des vacances des animateurs du centre Astérix ;

L'intégration des régies des Maisons Pour Tous au sein des services municipaux au 1er janvier 2011 a conduit à reprendre l'activité des ALSH, Accueil de Loisirs Sans Hébergement.

Afin de mettre en cohérence les rémunérations des différents personnels susceptibles d'intervenir dans les activités des différents ALSH, Il est proposé de réévaluer le montant de la vacation des animateurs intervenant dans les ALSH ainsi que le Centre Astérix sur la base du taux journalier de 55,92 euros.

Il est en conséquence proposé au Conseil Municipal :

- D'adopter la modification de la délibération du Conseil Municipal du 29 juillet 2004
- De prévoir l'inscription au budget du personnel des dépenses correspondantes

Pour : 53

Adopté à l'unanimité

M. Aragon sort de séance, M. Dufour entre en séance.

63 - Modification tableau des effectifs

Serge FLEURENCE :

1- Créations de postes suite à l'intégration des Maisons pour tous :

Filière administrative :

Administrateur : création d'un poste
Attaché principal : création d'un poste
Attaché : création de 39 postes
Rédacteur : création de 7 postes
Adjoint administratif 2^{ème} classe : création de 17 postes

Filière animation :

Adjoint d'animation 2^{ème} classe : création de 169 postes

Filière technique :

Ingénieur : création d'un poste
Technicien : création de 4 postes
Adjoint technique 2^{ème} classe : création de 4 postes

2- Créations de postes pour les besoins de l'organisation :

Filière administrative :

Adjoint administratif 1^{ère} classe : création de 5 postes

Filière animation :

Adjoint d'animation 1^{ère} classe : création de 3 postes

Filière technique :

Ingénieur : création de 3 postes
Technicien principal 1^{ère} classe : création d'un poste
Technicien principal 2^{ème} classe : création d'un poste
Technicien : création de 3 postes
Agent de maîtrise : création d'un poste

Adjoint technique 2^{ème} classe : création de 66 postes

3- Suppressions de postes pour les besoins de l'organisation :

Filière administrative :

Attaché principal : suppression d'un poste suite au départ à la retraite d'un agent et remplacé sur un autre grade

Adjoint administratif 2^{ème} classe : suppression d'un poste suite à réorganisation d'une direction et suppression de 5 postes suite à nomination au grade supérieur.

Filière animation :

Adjoint d'animation 2^{ème} classe : suppression de 3 postes suite nomination après concours au grade supérieur

Filière médico-sociale :

Agent spécialisé école mat 1^{ère} classe : suppression de 64 postes due à la mise en stage de 64 agents sur la filière technique.

Filière technique :

Ingénieur : suppression d'un poste suite à un départ à la retraite d'un agent remplacé sur un autre grade. Technicien : 1 suppression lié à la nomination d'un agent sur le cadre d'emploi supérieur

4 – Autorisation de recrutements d'agent non titulaire sur poste vacant :

Direction Architecture Immobilier :

Un poste d'Ingénieur est vacant à compter du 1^{er} avril 2011. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des Ingénieurs territoriaux, justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 379 à 1015

Nous vous demandons en conséquence :

- D'accepter l'ensemble des modifications du tableau des effectifs conformément au tableau ci-joint ;

D'autoriser les dépenses afférentes sur le budget de la Ville, chapitre personnel.

Jacques DOMERGUE

Michel PASSET

Eva BECCARIA

Serge FLEURENCE

Pour : 53

Adopté à l'unanimité

64 - Mise à disposition d'un agent de l'Etat auprès de la Ville de Montpellier

- **Serge FLEURENCE :**

- VU le Code général des collectivités territoriales ;
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment la section 2 du chapitre V relatif aux positions statutaires ;
- VU la loi n°2007-209 du 19 février 2007 relative à la Fonction Publique territoriale ;
- Vu le Décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux.

La Ville de Montpellier s'est engagée dans un important effort d'intégration de personnels issus de l'Ecole d'Application d'Infanterie de Montpellier. C'est ainsi que plusieurs agents d'entretien ont pu rejoindre les services de l'Education et de l'Enfance respectivement les 23 août et 1^{er} septembre 2010.

A compter du 1^{er} mars 2011, M. Roger PRADEL, jardinier à l'EAI de Montpellier, sera mis à disposition de la Ville au Service des Espaces Verts pour une durée initiale de cinq ans renouvelable par période de cinq ans après accord de la Ville.

Cette mise à disposition fera l'objet d'un remboursement, auprès du ministère de la défense, du montant des dépenses correspondant à la rémunération d'un emploi d'Adjoint technique 2cl, ainsi que le cas échéant des prestations et rentes liées à un accident de travail ou à une maladie professionnelle.

Il est en conséquence proposé au conseil Municipal :

- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut son 1^{er} Adjoint délégué aux ressources humaines à signer la convention de mise à disposition d'un ouvrier de l'Etat ;
- d'inscrire les dépenses correspondantes au budget du personnel de la Ville.

Jacques DOMERGUE

Pour : 53

Adopté à l'unanimité

65 – Attribution d'un complément indemnitaire aux projectionnistes du cinéma Nestor Burma

Serge FLEURENCE : Vu la délibération du 25 juillet 2006

Vu la délibération du 7 février 2007

Vu la délibération du 4 mai 2009

Vu la délibération du 27 juillet 2009

Vu l'avis du Comité technique Paritaire du 4 février 2011

La délibération du 25 juillet 2006, actualisée par la délibération du 7 février 2007, a fixé les conditions d'attribution du régime indemnitaire aux agents de la collectivité, et a défini pour chaque grade et niveau de notation le montant de celui-ci, qui prend également en compte la particularité de certaines fonctions.

Les spécificités liées aux modalités particulières d'organisation du travail impliquant une activité

régulière et obligatoire le dimanche ont été prises en compte dans les délibérations du 4 mai 2009 et du 27 juillet 2009.

Il est proposé d'intégrer une nouvelle population au bénéfice de cette indemnité pour dimanche travaillé : il s'agit des projectionnistes du cinéma Nestor Burma. Le cycle de travail, validé au CTP du 4 février 2011 impose en effet un travail obligatoire le dimanche, qui ne peut donner lieu à récupération, en raison des nécessités de service.

Le versement de cette indemnité, d'un montant de 100 euros par dimanche travaillé, est expressément attaché à l'exercice effectif des fonctions. Elle ne sera donc pas versée en cas d'absence de l'agent un dimanche où il devait intervenir au regard du planning de travail établi et ce quel que soit le motif de l'absence.

Ce complément sera applicable dans le cadre de l'Indemnité d'Administration et de Technicité (décret n°2002-61 du 14 janvier 2002) aux projectionnistes du cinéma Nestor Burma, relevant des cadres d'emploi d'adjoint technique et d'adjoint administratif.

Il est en conséquence proposé au Conseil Municipal :

- D'adopter les dispositions d'actualisation du régime indemnitaire ci-dessus présentées
- De prévoir l'inscription au budget du personnel des dépenses correspondantes

Pour : 53

Adopté à l'unanimité

M. Vignal sort de séance.

66 – Attribution d'une subvention au GIP dans le cadre de son action de structuration de l'offre linguistique sur les quartiers Petit Bard Pergola Cévennes

Max LEVITA : La Ville de Montpellier, afin de renforcer son action de réduction des inégalités, s'est engagée dans les politiques contractuelles de lutte contre les exclusions en signant, en avril 2007, un Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS) avec l'Etat, l'Agence nationale pour la Cohésion Sociale et l'Egalité des chances (ACSE), le Département de l'Hérault, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Caisse d'Allocations Familiales de Montpellier.

Suite aux travaux d'évaluation 2007/2009 du CUCS de Montpellier, le GIP s'est engagé dans une démarche d'élaboration de projets territoriaux de cohésion sociale en vue de déployer les instruments des politiques publiques de manière plus efficace. Pour ce faire, les membres du GIP ont pris le parti de concentrer leurs moyens sur un minimum de leviers.

Au terme d'un travail de diagnostic, le Conseil d'Administration du GIP, en date du 30 mars 2010 a décidé d'adopter cinq leviers pour le territoire Cévennes dont celui de l'apprentissage de la langue française pour le plus grand nombre.

Si l'objectif du projet de territoire Cévennes est d'intervenir au vue des besoins sur le développement de l'ensemble des réponses linguistiques, une priorité se dégage également concernant la structuration de l'offre de formation proposée par les associations du quartier.

Quatre associations (ACLE, AVEC, RAIPONCE et le SECOURS POPULAIRE) proposent un apprentissage à la langue française pour les habitants de ce territoire, la formation linguistique étant un lien utile à d'autres activités. Le travail de ces associations mérite d'être qualifié et le système de relations d'acteurs accompagné.

La structuration de cette offre de proximité va répondre à 2 objectifs principaux :

- définir un schéma d'intervention territorial destiné à garantir au sein de chaque structure un processus d'apprentissage de la langue française,
- proposer une plateforme territoriale connectée aux outils institutionnels de formation linguistique.

La démarche est pilotée par le GIP qui retiendra un prestataire dont la mission sera :

- de mettre en place des modules de sensibilisation sur la connaissance des publics,
- d'auditer les pratiques formatives des structures de proximité,
- de déterminer les interventions nécessaires afin qu'elles répondent aux deux objectifs attendus d'une offre de proximité,
- d'accompagner les ateliers socio-linguistiques dans une démarche de labellisation.

Cette opération, d'un coût total de 25 000 €, bénéficie d'un financement du Fonds Européen d'Intégration pour un montant de 12 500 €. Le GIP DSUA sollicite une subvention à même hauteur auprès de la Mairie.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'attribuer au GIP DSUA une subvention d'un montant de 12 500 €
- de prélever cette somme sur les crédits inscrits au BP 2011 (6574/11857),
- d'autoriser Mme le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 46

Adopté à l'unanimité

Mme le Maire, Mmes Capuozzi-Boualem, Prunier, Fourteau, M. Bouillé, M. Passet (avec la procuration de H. Martin) membres du Conseil d'administration du G.I.P. ne prennent pas part au vote.

Mme Miraoui, M. Delafosse et Aragon entrent en séance.

67 – Délégation de service public - Délibération de principe - Parking Laissac

Max LEVITA : Le parking Laissac est actuellement géré par la société TaM sur la base d'une délégation de service public approuvée par délibération du Conseil Municipal en date du 22 décembre 2008.

Le contrat de délégation de service public arrive à échéance le 31 décembre 2011.

En conséquence, il convient dès à présent d'entamer la procédure prévue par les articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales pour la désignation, à partir du 1^{er} janvier 2012, d'un délégataire dans le cadre d'un nouveau contrat de délégation de ce service public.

Le Conseil Municipal, aux termes de la loi, doit maintenant se prononcer sur le principe de cette délégation ci-après définie dans ses grandes lignes et précisées dans le rapport de présentation joint en annexe.

Un choix s'offrait à la Ville entre la gestion en régie ou la gestion déléguée.

Pour les raisons suivantes, il a été décidé de recourir à la gestion déléguée :

- Les responsabilités respectives relevant d'une part de la définition de la politique générale de stationnement, du ressort de l'autorité organisatrice, et d'autre part de gestion au quotidien, qui relèvent de l'exploitant, sont plus nettement distinguées dans le cas d'une gestion déléguée que dans celui d'une gestion en régie ;
- La gestion d'un parc de stationnement requiert un professionnalisme de plus en plus poussé, notamment sur le plan technique et du point de vue du respect des normes techniques, de l'analyse et de la prise en compte des besoins de la clientèle, de l'optimisation de la maintenance du parc. L'ensemble de ces savoir-faire est généralement mieux maîtrisé au sein d'entreprises spécialisées, gestionnaires d'autres ouvrages ;
- Le recours à une entreprise spécialisée dans la gestion des parcs de stationnement permet de mettre au service de l'exploitation des compétences valorisées par la formation, l'échange d'expériences et le retour de pratiques professionnelles ;
- Sur le plan financier, la gestion du service expose la collectivité à un certain nombre de risques sur les coûts d'exploitation, mettant en jeu des montants importants, en particulier en termes de maintenance des matériels. Le recours à la délégation de service public permet une meilleure maîtrise de ces coûts dans la mesure où ils sont analysés, négociés et arrêtés de manière contractuelle en début de convention ;

L'exploitation, à partir du 1^{er} janvier 2012, sera effectuée par voie d'affermage pour une durée de 3 ans, le délégataire assumera donc la gestion de l'ouvrage pour le compte de la Ville :

- d'une façon générale, il aura seul les responsabilités des relations avec les usagers ;
- il assurera l'entretien courant du parc ;
- il se rémunérera directement auprès des usagers ;
- il versera une redevance à la Ville.

Le principe de renouvellement de la délégation et ses caractéristiques principales ont été soumises à l'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux et du Comité Technique Paritaire.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- Vu les avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux et du Comité Technique Paritaire.
- D'approuver la poursuite de l'exploitation du parc de stationnement Laissac dans le cadre d'une délégation de service public ;
- D'approuver les orientations principales et les caractéristiques de la délégation qui doit assurer le délégataire, telles qu'elles sont définies dans le rapport de présentation joint en annexe ;

- De décider le lancement de la procédure de mise en concurrence telle que définie aux articles L 1411-1 et suivants du C.G.C.T. qui conduira à la désignation de l'exploitant du parking Laissac ;
- D'autoriser Madame la Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué à signer tous les documents se rapportant à cette affaire.

Francis VIGUIE

Jean-Louis ROUMEGAS

Philippe SAUREL

Pour : 46

Contre : 1 (M. Viguié)

Adopté à la majorité

Mme Prunier, M. Fleurence (avec la procuration de Mme Souche), M. Passet (avec la procuration de H. Martin administrateurs de la TAM ne prennent pas part au vote

M. Mella sort de séance.

68 – Communication au Conseil Municipal du rapport retraçant l'activité de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour l'exercice 2009 sur la base de son rapport d'activités

Max LEVITA : Conformément à l'article L 5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire de Montpellier et les délégués de la Commune présentent au Conseil Municipal le rapport retraçant l'activité de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, sur la base de son rapport d'activités. Les principaux éléments à retenir sont les suivants :

I. Les Compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

1) Les compétences obligatoires :

- Le développement économique d'intérêt communautaire,
- L'aménagement de l'espace communautaire et les transports en commun,
- L'équilibre social de l'habitat,
- La politique de la ville d'intérêt communautaire.

2) Les compétences optionnelles de la Communauté d'Agglomération de Montpellier :

- La création, l'aménagement et l'entretien de la voirie communautaire et des parcs de stationnement d'intérêt communautaire,
- L'assainissement,
- La construction, l'aménagement, l'entretien et la gestion d'équipements culturels et sportifs ainsi que les actions et animations dans les domaines sportif et culturel d'intérêt communautaire.

3) Les Compétences supplémentaires :

- Activités funéraires et gestion du crématorium,

- Etude et réalisation de tous travaux susceptibles de favoriser son développement,
- Services de fourrière animale,
- Lutte contre les inondations,
- Actions pour la mise en œuvre du Schéma d'Aménagement et Gestion des Eaux (SAGE) Lez-Mosson-Etangs palavasiens et du Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI).
- Droit de préemption urbain après accord des communes.
- Développement et gestion des réseaux d'acheminement de l'eau brute du Bas-Rhône et du languedoc.

II. Chiffre Clés 2009

1) Ressources Humaines

La Communauté d'Agglomération de Montpellier compte en 2009 **1 354 agents (+1.96% par rapport à 2008)** dont 51.8% de femmes (85% permanents fonctionnaires, 15% permanents non titulaires).

- **Formation** : 947 agents ont bénéficié d'une formation en 2009 soit 70% de l'effectif total.
- **Les dépenses de personnel** restent contenues et représentent moins de 19%.

2) Résultats financiers

L'exercice 2009 a été caractérisé par une gestion rigoureuse des dépenses de fonctionnement et une maîtrise des dépenses d'équipement permettant de reconstituer les marges de manœuvre nécessaires pour débiter les travaux relatifs à la ligne 3 de tramway dans des conditions optimales. **Le budget 2009 a ainsi été réalisé à hauteur de 78%.**

Les 3 principaux postes de dépenses (investissement + fonctionnement) :

- Transports urbains et voirie : 139 M€
- Environnement : 99 M€
- Culture, sports et solidarité : 69 M€

Les 3 principaux postes de recettes :

- Taxe professionnelle : 122.3M€ (Evolution des bases fiscales de + 6,35% par rapport à 2008)
- Versement Transport : 65 M€
- Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) : 54 M€

Des indicateurs de gestion performants :

- Le taux d'épargne (épargne brute / recettes de fonctionnement) s'élève à 26% en 2009 ce qui permet à la Communauté d'Agglomération de dégager un autofinancement important tout en absorbant la montée en puissance des dépenses d'équipement.
- Une capacité de désendettement très satisfaisante au regard des investissements structurants portés par Montpellier Agglomération : 6,1 ans. Cet indicateur traduit en nombre d'années la durée nécessaire au remboursement total de la dette si l'épargne est totalement affectée à cet objet. Le seuil d'alerte se situe à 12 ans.

Il est à noter que l'exercice 2009 est le dernier exercice de perception de la taxe professionnelle. Cette recette fiscale qui représente le principal poste de recette de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sera remplacé à partir de 2010 par la Contribution Economique Territoriale. Le produit de la TEOM s'élève à 54M€ en 2009 soit une hausse de 4% par rapport à 2008.

La Dotation Globale de Fonctionnement versée par l'Etat (76.3M€) a augmenté de 4% du fait de la prise en compte de l'augmentation de la population.

III. Les Activités 2009

1) Transports en commun et voirie :

Grâce à un service de transport efficace, respectueux de l'environnement et solidaire, une forte augmentation de fréquentation a pu être enregistrée : 67.7 millions de voyageurs sur les 2 lignes de tramway (soit + 2.2% par rapport à 2008).

2009 a été marqué par :

- La fin des travaux et la mise en service de l'extension de la ligne 1 du tramway vers le centre commercial Odysseum (4.9 M€).
- La construction du parking d'échange tramway CIRCE (26.7 M€)
- L'anticipation des travaux de la ligne 3 (33.8M€)
- Le programme de modernisation des équipements et notamment la mise en place du paiement internet et clé USB (2.4 M€)
- Les interventions en faveur des voiries pour les transports en commun d'intérêt communautaire et du jalonnement directionnel.

2) Gestion des déchets :

L'année 2009 a été marquée par la mise en service de l'unité de méthanisation et par le développement des collectes sélectives (biodéchets, harmonisation des couleurs de bacs, renforcement du tri du verre et l'élargissement des plages horaires d'ouverture des Points Propreté).

L'Agglomération a été distinguée à deux reprises pour sa qualité des services de collecte avec la certification ISO 9001 et la labellisation « Qualitri ».

3) Assainissement et lutte contre les inondations :

43.6M€ d'investissements ont été consacrés à des travaux relatifs au Schéma Directeur d'Assainissement, aux nouvelles stations d'épurations, à la lutte contre les inondations et à la réalisation d'opérations structurantes en matière d'assainissement et de protection de l'environnement.

4) Culture :

En 2009, La Communauté d'Agglomération de Montpellier a supervisé les chantiers de grands équipements culturels :

- L'extension de l'Aquarium Mare Nostrum
- La construction de l'Agora de la danse : études opérationnelles et lancement des travaux.
- Les études et les premiers travaux du Musée de l'Histoire de France en Algérie
- La restauration de l'hôtel Sabatier d'Espeyran.

2009 a également été l'année de la poursuite du développement du réseau de lecture, du transfert de la médiathèque de Castelnau le Lez, de l'ouverture des médiathèques Zola et Fellini le dimanche et du lancement de l'étude sur le rapprochement des Ecoles d'Art de Nîmes et de Montpellier.

5) Sport :

Le soutien aux associations et clubs sportifs est confirmé, Montpellier Agglomération poursuit ses investissements en faveur des grands équipements (Complexe sportif de Sussargues, nouvelles piscines de Cournonterral et Lattes...).

6) Développement économique

Les efforts pour développer et favoriser la création d'entreprise et l'attractivité du territoire s'appuie sur 4 orientations :

- La création d'infrastructures économiques performantes : les projets de Montpellier Business International Incubator et Cap Sigma ont été lancés en 2009. Ils viennent compléter les deux pépinières (Cap Alpha et Cap Oméga), les trois hôtels d'entreprises (Millénaire, Cap Delta et Cap Gamma) les deux ateliers relais (Montpellier et Prades le lez) et deux villages d'entreprises artisanales et de services (Montpellier et Cournonsec).
- L'innovation des services proposés aux entrepreneurs : en renforçant la gamme de services d'aide au développement proposée aux entrepreneurs.
- Le développement de l'emploi : grâce à une offre d'emplois destinés aux personnes en difficulté d'insertion sur certain chantiers.
- La promotion de son territoire et de son économie : grâce au développement de rencontres économiques et à la participation à des salons de niveau national et international.

7) Aménagement de l'espace communautaire:

2009 a été marqué par l'ouverture à l'automne du centre commercial Odysseum de 51 000m². Elle est accompagnée par la mise en service progressive de l'ensemble des activités du pôle ludique ainsi que par l'extension de la ligne 1.

Dans le domaine de l'habitat, 5 031 logements neufs ont été mis en chantier soit une augmentation de 43 % par rapport à 2008.

En 2009, Montpellier Agglomération a poursuivi sa politique de réserves foncières à vocation économique pour le développement des 18 parcs d'activités qu'elle aménage, représentant 2 400 entreprises et 27 000 emplois.

En matière d'urbanisme opérationnel, on peut noter l'obtention du label national Ecocité dans le cadre du plan « ville durable ».

8) Services funéraires :

L'année 2009 s'est inscrite dans le cadre de la certification de « NF services ». L'audit de consolidation de l'organisme de certification n'a relevé aucun écart de non-conformité en matière de suivi de qualité de service et de suivi opérationnel.

9) Solidarité intercommunale :

Montpellier Agglomération confirme en 2009 son soutien aux projets réalisés par les communes présentant un intérêt supra-communal.

10) Fourrière Animale :

Le 21 avril 2009, Noé, le nouveau complexe animalier de l'agglomération a ouvert ses portes. Il permet d'accueillir 400 animaux dont 100 pour la partie fourrière et 300 pour le refuge.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de prendre acte de ce rapport

Jean-Louis ROUMEGAS

Jacques DOMERGUE

Annie BENEZECH

Max LEVITA

Hélène MANDROUX

Eva BECCARIA

Le conseil municipal prend acte.

69 – Commission d'évaluation des transferts de charges de la Communauté d'Agglomération de Montpellier - Adoption du rapport définitif pour l'exercice 2010

Max LEVITA : Conformément à l'article 86 de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 qui organise la procédure d'évaluation des transferts de charges entre les communes et les EPCI à fiscalité propre dans le cadre du régime de la Taxe Professionnelle Unique dont la procédure est codifiée au Code Général des Impôts (article 1609 nonies C IV), la Communauté d'Agglomération de Montpellier a mis en place par délibération N°4693 en date du 24 juin 2002 la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges.

Le rapport 2010 établit, commune par commune, le montant définitif de l'attribution de compensation 2010 ainsi que le montant provisoire de l'attribution de compensation 2011.

Le projet de rapport 2010 a été soumis à la commission lors de la séance du 15 décembre 2010 qui en a débattu et l'a approuvé à l'unanimité.

Le Président de la commission a remis au Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier le rapport approuvé par la commission le 15 décembre 2010.

Le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a saisi les Conseils Municipaux des communes membres, afin que ceux-ci se prononcent sur le rapport 2010 de la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges.

L'approbation de ce rapport est soumise aux conditions habituelles de majorité qualifiée des conseils municipaux (2/3 des conseils municipaux représentant plus de 50% de la population ou 50% des conseils municipaux représentant plus de 2/3 de la population) prévues par l'article L.5211-5 II du C.G.C.T. Une fois ce rapport approuvé, le montant des attributions de compensation est fixé définitivement pour 2010 et provisoirement pour 2011 au regard des transferts de charges réalisés.

Pour la Ville de Montpellier, l'attribution de compensation définitive pour 2010 est inchangée et s'établit à 6 141 159,56 euros.

Il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- approuver le rapport 2010 de la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges, annexé à la présente délibération qui détermine le montant définitif de l'attribution de compensation 2010 et le montant provisoire de l'attribution de compensation 2011.
- autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué aux Finances à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 54
Adopté à l'unanimité

70– Report d'affectation de subventions votées en 2010

Max LEVITA : Dans le cadre de l'exécution du budget 2010, certaines subventions n'ont pu être versées sur l'exercice.

Ceci concerne notamment les subventions concernant les projets (manifestations, travaux, etc...) dont le versement nécessite la production des éléments définitifs du dossier.

Conformément à l'article 4 de la convention établie pour l'attribution d'une subvention, ces crédits peuvent faire l'objet d'un report.

Il est donc proposé au Conseil Municipal de :

- 1) Réaffecter ces montants de subventions d'équipement aux associations suivantes, pour un montant de **40 000 € (nature 2042 ; chapitre 900)** et de proroger pour un an la convention conclue avec les structures bénéficiaires :

TOTAL	40 000 €			
Association	Montant	LdC	CHAPITRE	NATURE
Habitat et humanisme Hérault	20 000 €	14602	900	2042
Initiative de solidarité aux situations d'urgences sociales de l'espoir (ISSUE)	20 000 €	14602	900	2042

- 1) Réaffecter les subventions de fonctionnement avec les structures bénéficiaires dont la liste est indiquée en annexe, pour un montant total de **580 473 €** et de proroger pour un an la convention ou la lettre d'engagement conclues.

Leur montant total par commission est le suivant :

Commissions	Montant total
Actions solidaires et prévention solidarité	30 000 €
Actions solidaires- Exclusion Handicap	1 500 €
Cohésion sociale- CUCS	74 992 €
Culture	85 400 €
Droit au logement - Caution	10 800 €
Egalité des droits et des devoirs	4 000 €
Emploi - Insertion par l'économique, développemen	8 000 €
Finances	231 053 €
Jeunesse Ville étudiante	15 300 €
Petite enfance - Droit des femmes	18 780 €
Qualité espace Public	2 200 €
Rayonnement international et codéveloppement	6 000 €
Réussite éducative	21 398 €
Sport solidaire	49 350 €
Vie associative	21 700 €
Total général	580 473 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'adopter l'affectation des subventions indiquées ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement ou, le cas échéant, des conventions notifiées en 2010,
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 54

Adopté à l'unanimité

71– Report cotisations 2010

Max LEVITA : Dans le cadre de l'exécution budgétaire 2010, certaines cotisations n'ont pu être versées sur l'exercice.

Il est donc proposé au Conseil Municipal de reporter ces cotisations pour un montant total de 9 960 € suivant le tableau ci-dessous :

Chapitre	Nature	Organisme	Montant
920	6281	ANPZ - Asst nationale des Parcs Zoologiques	750 €
920	6281	Association des Archivistes Français	95 €
920	6281	CCVS - Conservatoire des Collections Végétales Spécialisées	85 €
920	6281	Fédération nationale Collectivités concédantes et Régies	4 530 €
920	6281	ANVPAH - Association Nationale des Villes et Pays d'Art et d'Histoire et des Villes à Secteurs Sauvegardés et Protégés	4 500 €
		Total	9 960 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'adopter l'affectation des cotisations indiquées ci-dessus,
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Pour : 54

Adopté à l'unanimité

72 – Exercice 2011 - Attributions de subventions

Max LEVITA : La Ville de Montpellier a toujours développé un partenariat actif avec les associations et partenaires dont l'activité constitue un élément fondamental du vivre ensemble à Montpellier.

Pour aider ces associations et partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

Ces attributions de subventions sont assorties d'engagements définis par la réglementation en vigueur et par les documents suivants qui garantissent la bonne utilisation des deniers publics, ainsi :

- Les structures bénéficiaires d'une subvention inférieure ou égale à 3 000 € transmettront, par mesure de simplification administrative, une lettre d'engagement dont le modèle est annexé à la présente délibération,
- Les structures bénéficiaires d'une subvention supérieure à 3 000 € s'engageront sur la base d'une convention avec la Ville de Montpellier. Trois modèles de conventions (selon le type de subvention : fonctionnement, projet ou équipement) sont annexés à la présente délibération.

Les sommes allouées sont prévues dans le budget de la Ville et sont réparties ainsi :

Commission Economie des Ressources et du Patrimoine

Code	Association	FM	Montant	LDC	CHAP
3230	Maison de l'Architecture du Languedoc Roussillon	M	3 300 €	988	920
4254	Patrimoine et Architecture	F	1 500 €	988	920
	Total général		4 800 €		
	Disponible enveloppe		0 €		

Commission Qualité Espace Public

Code	Association	FM	Montant	LDC	CHAP
4612	Amis des Parcs et Jardins Praedium Rusticum	F	1 000 €	2375	928
1261	Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain	F	2 000 €	2375	928
1585	C'mai	M	850 €	2375	928
372	Développement Solidaire et Durable	F	1 700 €	2375	928
4031	Etat des Lieux	F	850 €	2375	928
262	Les Ecologistes de l'Euzière	M	1 000 €	2375	928
1457	Paillade Mosson Coulée Verte	F	3 000 €	2375	928
5375	Semilla, les Jardiniers Planetaires	M	2 400 €	2375	928
1380	Silva Arbres, Forêts et Sociétés	F	1 000 €	2375	928
	Total général		13 800 €		
	Disponible sur enveloppe		8 350 €		

Commission Egalité des droits et des devoirs

Code	Association	FM	Montant	Rubrique	LDC	CHAP
4618	Association des Nouveaux Gais et Lesbiennes	F	350 €	DISCRIMINATION	1398	925
4559	Asso Départementale de Défense des Familles et de l'Individu	F	800 €	DISCRIMINATION	1398	925
3318	Association Nationale le Refuge Délégation Montpellier	F	6 500 €	DISCRIMINATION	1398	925
1150	Cimade - Service Oecuménique d'Entraide	F	4 000 €	DISCRIMINATION	1398	925
5233	Conseil Départemental de l'Acces au Droit	F	3 700 €	DISCRIMINATION	1398	925
4786	Lesbian and Gay Pride	F	7 500 €	DISCRIMINATION	1398	925
514	Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen	F	1 500 €	DISCRIMINATION	1398	925
419	Ligue Internationale Contre le Racisme et l'Antisémitisme	F	5 000 €	DISCRIMINATION	1398	925
661	Asso Départementale d'Information et d'Aide aux Victimes	F	7 000 €	PREVENTION ROUTIERE	1398	925
1253	Association Prévention Routière	F	1 600 €	PREVENTION ROUTIERE	1398	925
2076	Ligue contre la Violence Routière Section Hérault	F	3 000 €	PREVENTION ROUTIERE	1398	925
Total général			40 950 €			
Disponible sur enveloppe			4 000 €			

Commission Petite Enfance - Droit des Femmes

Code	Association	FM	Montant	Rubrique	LDC	CHAP
4807	Association Tin Hinan	F	3 500 €	CRECHES	1963	925
58	Atelier Théâtre'elles	M	3 000 €	CRECHES	1963	925
846	Benjamins Média	F	2 000 €	CRECHES	1963	925
2707	Crèche La Bambinerie	I	10 000 €	CRECHES	14602	900
5229	Collectif des Creches Associatives et Parentales de l'Herault	F	3 000 €	CRECHES	1963	925
3901	Halte Pouce	F	4 700 €	CRECHES	1963	925
409	Jouons en Ludothèques	F	1 000 €	CRECHES	1963	925
1998	Pause Goûter	F	6 600 €	CRECHES	1963	925
1998	Pause Goûter	M	1 000 €	CRECHES	1963	925
4770	Rioli	F	600 €	CRECHES	1963	925
55	Union Féminine Civique et Sociale	F	3 000 €	CRECHES	1963	925
4887	Adages Relais Parental Les Lilas	F	7 600 €	DROITS DES FEMMES	1963	925
497	Association Anim'Frimousses	F	300 €	DROITS DES FEMMES	1963	925
1909	Centre d'Information des Droits des Femmes et Familles - CIDF	F	20 000 €	DROITS DES FEMMES	1963	925
4744	Chèvre Feuille Etoilée Editions	F	2 500 €	DROITS DES FEMMES	1963	925
777	Mouvement Français pour le Planning Familial	F	6 500 €	DROITS DES FEMMES	1963	925
Total général			75 300 €			
Disponible sur enveloppe			3 500 €			

Commission Droit au logement – Caution

Code	Association	FM	Montant	LDC	CHAP
3328	ADIL de l'Hérault	F	36 000 €	16191	928
1784	Agence Immobilière à Vocation Sociale	F	6 200 €	16191	928
4900	Association Nationale Compagnons Bâisseurs Ets LR	F	9 000 €	16191	928
3259	Concorda Logis	F	15 000 €	16191	928
2767	Confédération Générale du Logement Union Départementale 34	F	900 €	16191	928
1139	Confederation Nationale du Logement Federation de l'Hérault	F	2 500 €	16191	928
244	Consommation Logement Cadre de Vie de Montpellier CLCV	F	9 600 €	16191	928
1347	Ecohabitons	M	250 €	16191	928
4908	Face Hérault	F	2 500 €	16191	928
4151	Habitat et Humanisme Hérault	F	2 500 €	16191	928
4904	Habiter Enfin	F	1 000 €	16191	928
1393	Observatoire International des Systèmes Alternatifs	M	250 €	16191	928
Total général			85 700 €		
Disponible sur enveloppe			0 €		

Commission Jeunesse Ville étudiante

Code	Association	FM	Montant	LDC	CHAP
290	Argos	M	2 500 €	1937	924
1692	Association des Etudiants du Master II DCI de Montpellier	M	400 €	1937	924
2004	Association Jeunes Phobos et Paillade Nord	M	7 000 €	1937	924
2490	Association Kefadiam	M	1 000 €	1937	924
2094	Association Sin	M	1 800 €	1937	924
3308	Caraïbe Afrique Solidarité Etudiante - LA CASE	M	400 €	1937	924
3777	Cité Citoyenne	F	400 €	1937	924
625	Eclaireurs et Eclaireuses de France	F	4 500 €	1937	924
195	Eclaireuses Eclaireurs Unionistes de France	F	1 000 €	1937	924
5370	ENV AGROTECH	M	500 €	1937	924
3675	Essor	F	4 800 €	1937	924
1968	Idéokilogramme	M	2 000 €	1937	924
4488	Montpellier contre la Violence	F	1 000 €	1937	924
4754	Réseau Actions Jeunes LR	F	500 €	1937	924
4754	Réseau Actions Jeunes LR	M	500 €	1937	924
4863	Scouts et Guide de France - Ste Bernadette	F	1 000 €	1937	924
633	Scouts et Guides de France	F	4 500 €	1937	924
4867	SOS Jeunes	F	10 000 €	1937	924
	Total général		43 800 €		
	Disponible sur enveloppe		60 750 €		

Commission Actions solidaires et prévention solidarité

Code	Association	FM	Montant	Rubrique	LDC	CHAP
1803	AFM Corordination Téléthron	F	1 000 €	SANTE	17564	925
3864	Alcool Assistance La Croix d'Or de l'Hérault	F	500 €	SANTE	17564	925
4207	Alcool et les Proches	F	500 €	SANTE	17564	925
1842	Alliance Mondiale Contre Le Cancer	F	1 000 €	SANTE	17564	925
164	Amicale Languedoc Roussillon des Insuffisants Respiratoires	F	1 000 €	SANTE	17564	925
132	Amis de la Bibliothèque des Hôpitaux de Montpellier	F	800 €	SANTE	17564	925
4874	ANDEVA-FT	F	2 500 €	SANTE	17564	925
681	Association des Diabétiques de l'Hérault	F	3 000 €	SANTE	17564	925
2021	Association des Familles de Traumatismés Crâniens LR	F	1 600 €	SANTE	17564	925
4200	Association Envie	F	5 000 €	SANTE	17564	925
4452	Association pour le Développement des Soins Palliatifs	F	3 000 €	SANTE	17564	925
578	Avenir Santé	F	12 000 €	SANTE	17564	925
710	Centre de Réflexion et d'Action Psycho-sociale	F	6 000 €	SANTE	17564	925
3929	Centre Psychanalytique de Consultation et Traitements Gratuits	F	5 000 €	SANTE	17564	925
1464	Cesam Migrations Santé Languedoc, Comité pour la Santé	F	3 000 €	SANTE	17564	925
2776	Déclic Familles et Toxicomanies	F	9 200 €	SANTE	17564	925
1948	France Alzheimer Hérault	F	1 500 €	SANTE	17564	925
3527	Groupe des Aphasiques de Montpellier et de l'Hérault	F	500 €	SANTE	17564	925
369	Institut de Victimologie du Languedoc-Roussillon	M	1 000 €	SANTE	17564	925
155	Intervalle - Jalmarv Montpellier	F	2 500 €	SANTE	17564	925
723	Jalmarv Crersi	F	3 000 €	SANTE	17564	925
657	La Cordée	F	4 000 €	SANTE	17564	925
720	Ligue contre le Cancer Comité de l'Hérault	F	3 000 €	SANTE	17564	925
4242	Médecins du Monde Missions en France	F	2 000 €	SANTE	17564	925
2814	Opérés du Cœur et Malades Cardiaques	F	800 €	SANTE	17564	925
1945	Pharmacie Humanitaire Internationale Hérault	F	6 000 €	SANTE	17564	925
2874	Réduire les Risques	F	4 000 €	SANTE	17564	925
1425	Rire Clowns pour Enfants Hospitalisés	F	4 500 €	SANTE	17564	925
3254	Santé et Solidarité	F	2 500 €	SANTE	17564	925
674	SOS Amitiés Montpellier Languedoc	F	1 800 €	SANTE	17564	925
1763	SOS Rétinite France	F	7 000 €	SANTE	17564	925
3317	SPHERES Soins Palliatifs Hôpital et Réseaux Externes de Santé	F	3 000 €	SANTE	17564	925
4048	Visite Malades Etablissements Hospitaliers VMEH	F	2 000 €	SANTE	17564	925
3628	Adages Parenthèse Espace Famille	F	5 000 €	SOLIDARITE	17564	925
3530	ALMA-HERAULT	F	1 600 €	SOLIDARITE	17564	925
4303	Amis Fondation Mémoire Déportation Hérault	F	400 €	SOLIDARITE	17564	925
2079	Anciens Marins et Marins Anciens Combattants de Montpellier	F	200 €	SOLIDARITE	17564	925
1106	Asso d'Aide aux Familles d'Hospitalisés La Pasquière	F	1 000 €	SOLIDARITE	17564	925
4903	Association de Cardiologie du Languedoc-Roussillon	F	100 €	SOLIDARITE	17564	925
343	Association de Solidarité avec les Travailleurs Migrants	F	5 000 €	SOLIDARITE	17564	925
1760	Association des Combattants de l'Union Française	F	200 €	SOLIDARITE	17564	925
528	Association des Déportés Internés et Familles de Disparus - HLT	F	200 €	SOLIDARITE	17564	925
701	Association Juive du Temps Libre	F	5 000 €	SOLIDARITE	17564	925
1081	Association Nationale des Cheminots Anciens Combattants	F	200 €	SOLIDARITE	17564	925
495	Association Républicaine des Anciens Combattants	F	200 €	SOLIDARITE	17564	925
1203	Association Rhin et Danube	F	200 €	SOLIDARITE	17564	925
2030	Association Vie et Animation	F	1 000 €	SOLIDARITE	17564	925
1024	Chemins des Alliances	F	300 €	SOLIDARITE	17564	925
1878	Comité de Montpellier d'Entraide Membres Légion d'Honneur	F	300 €	SOLIDARITE	17564	925
1956	Comité Féminin 34	F	1 000 €	SOLIDARITE	17564	925
2882	Etincelle Languedoc-Roussillon	F	3 000 €	SOLIDARITE	17564	925
540	Fédération des Anciens Combattants Algérie-Maroc-Tunisie	F	1 250 €	SOLIDARITE	17564	925
1204	Fondation Maréchal de Lattre	F	200 €	SOLIDARITE	17564	925
618	La Clé des Chants	F	500 €	SOLIDARITE	17564	925
4636	Le Peyrou les seniors en action	F	500 €	SOLIDARITE	17564	925
590	Les Fils des Tués de l'Hérault	F	200 €	SOLIDARITE	17564	925
4284	Lieu Ressources Montpellier	F	1 500 €	SOLIDARITE	17564	925
1539	Pain de l'Espoir	F	1 500 €	SOLIDARITE	17564	925
4901	Promotion Activités Comités Entreprises	F	28 000 €	SOLIDARITE	17564	925
4845	Souvenir Français Comité de Montpellier	F	700 €	SOLIDARITE	17564	925
2838	Union Française des Retraités de l'Hérault	F	1 250 €	SOLIDARITE	17564	925
254	Université du Tiers Temps	F	12 000 €	SOLIDARITE	17564	925
4163	Via Voltaire	F	18 000 €	SOLIDARITE	17564	925
Total général			194 700 €			
Disponible sur enveloppe			249 000 €			

Commission Réussite éducative

Code	Association	FM	Montant	LDC	CHAP
4034	Agir, Lire, Coordonner, Intervenir - ALCI 34	F	5 000 €	1495	922
1755	APAJ Centre Gitan	M	1 500 €	1495	922
3421	APEDYS Hérault	F	800 €	1495	922
3473	ARDI Association Renaissance Développement Insertion	F	1 000 €	1495	922
4599	Artisans de Nouveaux Développements	F	500 €	1495	922
2037	Association ANIMA	F	2 000 €	1495	922
644	Association de Parents d'Elèves Enseignement Public	I	1 100 €	14602	900
644	Association de Parents d'Elèves Enseignement Public	M	400 €	1495	922
1902	Association du Nouveau Sainte-Anne	M	500 €	1495	922
1386	Association Pour L'Enseignement aux Malades ou Accidentés	F	1 500 €	1495	922
1261	Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain	M	4 500 €	1495	922
5011	Cantar e Dansar	F	67 000 €	1495	922
309	CEMEA - Centre d'Entraînement Méthodes Education Active	F	1 000 €	1495	922
25	Clristals Les Petits Débrouillards	F	2 000 €	1495	922
5207	Collectif Education Populaire et Transfor	F	750 €	1495	922
1690	college fontcarrade	F	500 €	1495	922
2032	COMPAGNIE CARAMBOLE	M	480 €	1495	922
5211	Enfants précoces surdoués - Haut Potentiel Intellectuel LR	F	1 000 €	1495	922
5355	enfants, parents soutien	M	600 €	1495	922
5234	Entre Cour et Jardin	M	750 €	1495	922
3075	Famille Rurales Fédération Départementale de l'Hérault	M	500 €	1495	922
642	Fédération des Conseils de Parents d'Elèves de l'Hérault	F	7 000 €	1495	922
686	Groupe d'Etude et d'Insertion Sociale de Personnes Trisomiques 21	F	4 500 €	1495	922
2294	Groupe Français d'Education Nouvelle LR	F	1 000 €	1495	922
3012	International Education Association of Montpellier OUTBOUND	F	500 €	1495	922
1281	Kaïna	M	3 500 €	1495	922
5305	La Maison Théâtre	F	700 €	1495	922
4388	Le Passe Muraille	M	2 500 €	1495	922
467	Le Relais - Maison des Enfants dans la Ville	F	5 000 €	1495	922
467	Le Relais - Maison des Enfants dans la Ville	M	2 000 €	1495	922
3536	Les Amis de la Mémoire Pédagogique	F	400 €	1495	922
5097	Les Enfants d'Hélène	F	5 000 €	1495	922
1621	Mohicans Actions Educatives Eco-gestes et Jardins	F	500 €	1495	922
5272	OCCE Ecole Teresa	F	900 €	1495	922
551	Office Central de la Coopération à l'Ecole de l'Hérault	M	2 000 €	1495	922
5430	ORGANISATION POUR LA DEFENSE DES DROITS DE L'ENFANT	M	1 000 €	1495	922
881	Partage Hérault	M	250 €	1495	922
344	Terre Nourricière	M	1 000 €	1495	922
5366	TRACES D HISTOIRES	M	500 €	1495	922
1814	Union Departementale des Délégués de l' Education Nationale	F	750 €	1495	922
	Total général		132 380 €		
	Disponible sur enveloppe		130 466 €		

Commission Rayonnement international

Code	Association	FM	Montant	LDC	CHAP
2822	Accordanse	M	700 €	1350	920
1710	Amicale Arménienne de Montpellier et sa Région	F	1 000 €	1350	920
5395	AMICALE DES ANCIENS DES LYCEES ET ETABLISSEMENTS SCOLAIRES DE FES	M	1 000 €	1350	920
630	Amitié Franco-Malgache - Fihavanana	F	800 €	1350	920
4355	Amitié Franco-Vietnamienne Comité Hérault	M	500 €	1350	920
1608	Amitiés Franco-Colombiennes de Montpellier	F	800 €	1350	920
400	Amitiés Russes et avec les Peuples de l'ex URSS	F	800 €	1350	920
400	Amitiés Russes et avec les Peuples de l'ex URSS	M	200 €	1350	920
1005	Artisans du Monde	F	450 €	1350	920
5302	ASMOUNE	M	2 000 €	1350	920
1057	Assiana	M	500 €	1350	920
2060	Asso. des Algériens du Languedoc Roussillon et de l'Aveyron	M	1 000 €	1350	920
4947	Association B'NAI BRITH	F	1 000 €	1350	920
4826	Association Colonia Espagnola de Montpellier	F	1 300 €	1350	920
4252	Association des Palestiniens en Languedoc-Roussillon	F	700 €	1350	920
680	Association France Palestine Solidarité	F	600 €	1350	920
5100	Association Lanexang Coopération Franco-Laotienne	F	200 €	1350	920
1800	Association Nessma	F	200 €	1350	920
5008	Casa Amadis Asso Culturelle de Langue Portugaise de Montpellier	F	2 500 €	1350	920
387	Casa de Espana	F	6 500 €	1350	920
1847	Centre de Documentation Tiers-Monde	F	3 000 €	1350	920
502	Comité Régional Languedoc-Roussillon de l'Appel	M	800 €	1350	920
1223	Eurasia	F	1 500 €	1350	920
548	Euro-Grèce France	F	1 900 €	1350	920
425	France Algérie Méditerranée	F	800 €	1350	920
425	France Algérie Méditerranée	M	500 €	1350	920
1073	France-Israël - Alliance Général Koenig	F	1 000 €	1350	920
1726	Gabonais du Languedoc-Roussillon	M	200 €	1350	920
4816	I Dilettanti	M	500 €	1350	920
71	I.Projet-Echanges Internationaux Culture Citoyenneté	M	700 €	1350	920
4478	Identités et Partage	F	1 000 €	1350	920
4478	Identités et Partage	M	200 €	1350	920
4342	Impression d'Afrique	F	200 €	1350	920
3756	Les Amis de la Bulgarie	M	500 €	1350	920
1396	Maison de Heidelberg	F	16 000 €	1350	920
1397	Maison de l'Europe de Montpellier	F	30 000 €	1350	920
3976	Maison de Montpellier à Chengdu	F	100 000 €	1350	920
456	Maison des Tiers Mondes Solidarité Internationale	F	13 000 €	1350	920
456	Maison des Tiers Mondes Solidarité Internationale	M	2 000 €	1350	920
4763	Montpellier Cuba Solidarité	F	1 000 €	1350	920
4763	Montpellier Cuba Solidarité	M	200 €	1350	920
3342	Montpellier Hérault Québec	F	1 000 €	1350	920
3342	Montpellier Hérault Québec	M	200 €	1350	920
5440	MONTPELLIER INTERNATIONAL	F	10 000 €	1350	920
2041	Montpellier Palestine Solidarite Rurale	F	1 000 €	1350	920
2041	Montpellier Palestine Solidarite Rurale	M	200 €	1350	920
420	Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples	F	1 000 €	1350	920
5264	ORTHOFAO	M	200 €	1350	920
38	Radio Aviva 88 FM	M	1 000 €	1350	920
3873	Service des Traducteurs d'Urgence	F	2 800 €	1350	920
1987	Smiley	M	1 000 €	1350	920
459	Terre des Hommes France	F	300 €	1350	920
2984	Coup de soleil Languedoc-Roussillon	F	500 €	1350	980
Total général			216 950 €		
Disponible sur enveloppe			62 050 €		

Commission Emploi – Développement économique et commercial

Code	Association	FM	Montant	Rubrique	LDC	CHAP
1732	Senioroboulo.com	I	600 €	CONSOMMATION	14602	900
3406	Agir ensemble contre le chômage	F	500 €	ECONOMIE	2390	929
2725	CREER - Maison des Chômeurs	F	6 000 €	ECONOMIE	2390	929
4122	Espace Echange et Entraide des Jeunes Diplômés	F	2 500 €	ECONOMIE	2390	929
1732	Senioroboulo.com	M	2 000 €	ECONOMIE	2390	929
4802	Arceaux Vie Active	F	500 €	ECONOMIE	2390	929
4802	Arceaux Vie Active	M	1 000 €	ECONOMIE	2390	929
4853	Union Professionnelle Artisanale de l'Hérault	F	3 000 €	ECONOMIE	2390	929
1196	Asso Emploi Développement Entreprises Boutique Gestion	M	2 000 €	EMPLOI	2390	929
33	Asso Euro Méditerranéenne pour le Travail et les Echanges	F	2 700 €	EMPLOI	2390	929
4908	Face Hérault	M	5 000 €	EMPLOI	2390	929
4657	Faciliter l'Insertion Professionnelle des Jeunes Diplômés	M	4 000 €	EMPLOI	2390	929
4623	Pléiades Services	F	10 000 €	EMPLOI	2390	929
1084	Jeune Chambre Economique de Montpellier	F	1 500 €	EMPLOI	2390	929
3135	Quartier de l'Ancien Courrier - Associations des Commerçants	F	2 000 €	EMPLOI	2390	929
640	Syndicat CIDUNATI de l'Hérault	F	1 000 €	EMPLOI	2390	929
249	UFC Que Choisir	F	2 000 €	EMPLOI	2390	929
3545	Association Quartier Albert 1er Pasteur	M	1 000 €	EMPLOI	2390	929
5331	Millénergies	F	10 000 €	EMPLOI	2390	929
	Total général		57 300 €			
	Disponible sur enveloppe		22 100 €			

Commission Vie associative

Code	Association	FM	Montant	LDC	CHAP
4840	ADEQV Quartiers Petit Bard Pergola	F	500 €	1260	920
1772	Alger Club Les Enfants Les Amis	F	1 200 €	1260	920
1894	Amicale des Anciens du Maroc en Languedoc	F	1 200 €	1260	920
2706	Amicale des Locataires du Pas-du-Loup	F	400 €	1260	920
361	Amicale des Lozériens de Montpellier	F	500 €	1260	920
2698	Amicale Français d'Outre-Mer et leurs Amis	F	1 200 €	1260	920
1453	Amicale Héraultaise des Enfants de Bone et de Constantine	F	1 200 €	1260	920
4747	Animation et Vie des Aubes	F	500 €	1260	920
308	Asso des Habitants et Travailleurs de la Paillade	F	500 €	1260	920
5182	Asso des Riverains de la rue de Fontcouverte et rues Adjacentes	F	300 €	1260	920
3791	Association A l'Ecoule Saint Martin Prés d'Arènes	F	500 €	1260	920
1907	Association Culturelle Judéo Musulmane du Languedoc Roussillon	F	300 €	1260	920
2012	Association de Quartier Beaux-Arts Pierre Rouge	F	500 €	1260	920
4339	Association de Quartier Puech Villa les Bastides	F	500 €	1260	920
509	Association des Déportés, Internés, Résistants et Patriotes	F	500 €	1260	920
1248	Association des Résidents d'Antigone - ADRA	F	500 €	1260	920
1902	Association du Nouveau Sainte-Anne	F	500 €	1260	920
474	Association La Gerbe	F	13 000 €	1260	920
388	Association Sportive et Culturelle Croix d'Argent Montpellier	F	500 €	1260	920
515	AVF Montpellier (Accueil des Villes Françaises Montpellier)	F	1 500 €	1260	920
4535	Bien Vivre au Courreau et au Plan Cabanes	F	500 €	1260	920
3679	Bout'Entrain	F	500 €	1260	920
1029	Centre 665	F	12 250 €	1260	920
1430	Centre d'Animation Culturelle du Quartier Saint François	F	500 €	1260	920
3632	Cercle Culturel Amis de Malte du LR et Amicale Anciens de Tunisie	F	1 200 €	1260	920
3324	Cercle des Anciens de l'Etoile Bleue de Montpellier	F	300 €	1260	920
1530	Club de la Presse Montpellier Hérault Languedoc-Roussillon	F	20 000 €	1260	920
4737	Club Question pour un Champion Montpellier	M	300 €	1260	920
2920	Comité d'Animation et de Prévention Gély-Figuerolles	F	250 €	1260	920
1554	Comité de Quartier Aiguelongue et Justice en Chœur	F	300 €	1260	920
4605	Comité de Quartier Clerondegambe	F	500 €	1260	920
2011	Comité de Quartier Croix d'Argent-Sabines	F	500 €	1260	920
322	Comité de Quartier de Celleneuve	F	500 €	1260	920
325	Comité de Quartier de la Chamberte	F	500 €	1260	920
3440	Comité de Quartier de Tournezy	F	500 €	1260	920
1340	Comité de Quartier des Cévennes et Environs	F	500 €	1260	920
219	Comité de Quartier des Hauts de Massane	F	500 €	1260	920
1780	Comité de Quartier Les Aiguierelles La Rauze	F	500 €	1260	920
3680	Comité de Quartier Mion Association	F	500 €	1260	920
396	Comité de Quartier Pompignane - Les Aubes	F	500 €	1260	920
5372	COMITE DE QUARTIER PORT MARIANNE SUD	F	500 €	1260	920
4234	Comité de Quartier Richter Plus	F	500 €	1260	920
948	Comité de Quartier Rocambale Ouest	F	500 €	1260	920
4250	Comité de Quartier Saint Clément	F	500 €	1260	920
76	Comité de Quartier Saint Roch et Ecusson	F	500 €	1260	920
317	Comité de Quartier Tastavin-Lemasson-Mas Drevon-Marqueroze	F	500 €	1260	920
1671	Comité des Fêtes de la Ville de Montpellier	F	1 500 €	1260	920
1984	Comité Environnement Urbain Equipement Nature - CEVEN	F	500 €	1260	920
283	Comité Prospectives et Concertations des Quartiers du Millénaire	F	500 €	1260	920
1687	Croix d'Argent Plus	F	500 €	1260	920
13	France Bénévolat Montpellier Hérault	F	1 550 €	1260	920
4906	Gipsy Catalans Gely Figuerolles	F	2 500 €	1260	920
5124	Homéopathie pour Tous	F	300 €	1260	920
296	Jasmin d'Orient	F	1 500 €	1260	920
1789	Jeux de Mains	F	100 €	1260	920
2957	La Baronnie de Caravètes	F	2 000 €	1260	920
182	La Garriga Lengadociana	F	2 150 €	1260	920
2013	La Pena Dei Clapas	F	3 780 €	1260	920
4594	Les Amoureux de Candolle	F	500 €	1260	920
1233	Malbosc Bouge Comité de Quartier	F	500 €	1260	920
3940	Mare Nostrum	F	300 €	1260	920
428	Mouvement de la Paix - Comité de Montpellier	F	500 €	1260	920
424	Mouvement pour une Alternative Non-Violente	F	500 €	1260	920
434	Mouvement Unifié des Rapatriés	F	1 200 €	1260	920
4203	OPIFAC	F	500 €	1260	920
1014	Oranie 83	F	1 200 €	1260	920
177	Orchestre Batterie Fanfare Etoile Bleue Montpelliéraine	F	14 500 €	1260	920
3943	Passe Pierres	F	500 €	1260	920
4841	Vivre Ensemble en Citoyens Quartier des Cévennes	F	500 €	1260	920
Total général			107 480 €		
Disponible sur enveloppe			59 520 €		

Commission Finances

N°Asso.	Association	FM	Montant	LDC	CHAP
248	Association Force Ouvriere Consommateurs - AFOC	F	1 200 €	18891	920
240	CFDT Union Locale	F	5 000 €	18891	920
739	Chambre de Commerce et d'Industrie	F	20 000 €	13171	929
2797	Fédération Syndicale Unitaire	F	3 000 €	18891	920
239	FO Union Locale Syndicats	F	5 000 €	18891	920
5329	Pôle de Recherche Enseignement Supérieur Univ.Mtp Sud de France	F	46 000 €	17566	920
232	Union Locale CFTC de Montpellier et Environs	F	500 €	18891	920
237	Union Locale CGT	F	5 000 €	18891	920
1302	Union Locale CFE-CGC de Montpellier	F	1 500 €	18891	920
392	UNSA Education 34 - FEN 34	F	3 000 €	18891	920
1273	UNSA Police SNPT	F	900 €	18891	920
	Total général		91 100 €		
	Disponible sur enveloppe		553 800 €		

Commission Actions Solidaires – Exclusion – Animal dans la ville

Code	Association	FM	Montant	Rubrique	LDC	CHAP
4469	Conseil de Protection Féline de l'Hérault	F	3 000 €	ANIMAL DANS LA VILLE	17562	925
5	Société Canine du Languedoc Roussillon	F	900 €	ANIMAL DANS LA VILLE	17562	925
5170	SOS NATURE	F	1 000 €	ANIMAL DANS LA VILLE	17562	925
4104	Vétérinaires pour tous Languedoc Roussillon	F	2 000 €	ANIMAL DANS LA VILLE	17562	925
2110	A Coeur ouvert	F	2 300 €	EXCLUSION	17562	925
4703	Amicale du Nid	F	1 000 €	EXCLUSION	17562	925
1755	APAJ Centre Gitan	F	2 000 €	EXCLUSION	17562	925
1118	ATD Quart-Monde Comité de Montpellier	F	1 500 €	EXCLUSION	17562	925
1942	Banque Alimentaire de l'Hérault	F	10 000 €	EXCLUSION	17562	925
632	Croix Rouge Française - Délégation de Montpellier	F	2 500 €	EXCLUSION	17562	925
2401	Cultures du Coeur 34	F	7 800 €	EXCLUSION	17562	925
3090	Initiative Solidarité Situations Urgence Sociale - ISSUE	F	9 000 €	EXCLUSION	17562	925
1664	L'Avitarelle	F	92 000 €	EXCLUSION	17562	925
3359	Mouvement du Nid	F	7 700 €	EXCLUSION	17562	925
1451	Relais Enfants Parents Languedoc	F	2 000 €	EXCLUSION	17562	925
1493	Restaurants du cœur - relais du cœur	F	65 000 €	EXCLUSION	17562	925
666	Secours Catholique	F	14 000 €	EXCLUSION	17562	925
1068	Secours Populaire Français de Montpellier	F	35 000 €	EXCLUSION	17562	925
4326	Société de Saint Vincent de Paul	F	7 500 €	EXCLUSION	17562	925
2835	Solidarité DOM TOM Hérault	F	33 000 €	EXCLUSION	17562	925
	Total général		299 200 €			
	Disponible sur enveloppe		1 100 €			

Commission Actions Solidaires – Handicap

Code	Association	FM	Montant	Rubrique	LDC	CHAP
4861	Amethyste	F	5 000 €	HANDICAP	17562	925
703	Association des Donneurs de Voix	F	2 400 €	HANDICAP	17562	925
1058	Association des Paralysés de France	F	15 000 €	HANDICAP	17562	925
697	Association pour Adultes et Jeunes Handicapés	F	10 000 €	HANDICAP	17562	925
1108	Association Valentin Haüy	F	500 €	HANDICAP	17562	925
3246	Atelier Handicap Habitat	M	1 000 €	HANDICAP	17562	925
700	Auxiliaire des Aveugles	F	800 €	HANDICAP	17562	925
4652	Cap Horizon	F	500 €	HANDICAP	17562	925
5325	CIE ATELIER GULLIVER	F	500 €	HANDICAP	17562	925
696	Comité Liaison des Associations de Personnes Handicapées	F	9 000 €	HANDICAP	17562	925
5410	EXPRIM'O	F	2 000 €	HANDICAP	17562	925
741	FNATH Accidentés de la Vie Groupement Hérault	F	3 000 €	HANDICAP	17562	925
2144	Gem Rabelais- Club Services Loisirs	M	500 €	HANDICAP	17562	925
5180	G'Handis	F	500 €	HANDICAP	17562	925
1936	Roule nature	F	2 000 €	HANDICAP	17562	925
2827	Sésame Autisme Hérault	F	2 000 €	HANDICAP	17562	925
582	Surdi 34 Déficients Auditifs	F	800 €	HANDICAP	17562	925
699	Union des Aveugles et Handicapés de la Vue de Montpellier	F	15 000 €	HANDICAP	17562	925
Total général			70 500 €			
Disponible sur enveloppe			10 300 €			

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2011 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un total de 1 433 960 €;
- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Pour : 54

Adopté à l'unanimité

73 – Tarifs 2011 pour la Ville de Montpellier - Modification des tarifs pour les établissements d'accueil des jeunes enfants

Max LEVITA : Par délibération n° 2010/569, en date du 13 décembre 2010, la Ville de Montpellier a approuvé les tarifs des établissements pour l'accueil des jeunes enfants.

Les tarifs pour l'accueil des enfants sont calculés selon un taux d'effort appliqué aux ressources mensuelles des familles. Ce taux d'effort et les ressources mensuelles plancher et plafond sont fixés par la CNAF dans le cadre de la Prestation de Service Unique (PSU), chaque année selon un barème national.

La Ville de Montpellier applique néanmoins des tarifs sociaux notamment lorsque plusieurs

enfants d'une même famille sont accueillis simultanément dans les établissements municipaux (plein tarif pour un enfant et 50% de réduction pour le ou les autres enfants) ou lorsqu'un enfant porteur d'un handicap est accueilli (application du taux d'effort correspondant à une famille ayant un enfant de plus).

Pour les familles non allocataires de la CAF, une majoration de 50% est appliquée sur le tarif défini par la CNAF.

Pour les familles qui ne sont pas domiciliées sur Montpellier, une majoration de 10% est appliquée au tarif défini par la CNAF.

Compte tenu des nouvelles directives de la CNAF, il convient de modifier les tarifs des établissements d'accueil des jeunes enfants.

A titre indicatif, pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2011, les montants fixés par la CNAF et communiqués le 6 janvier 2011 soit après la délibération initiale sont :

- Ressources mensuelles plancher : 588,41 €(ressources / 12)
- Ressources mensuelles plafond : 4 579,20 € (ressources / 12)

A noter que pour 2011, les ressources à prendre en considération sont celles perçues en 2009.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver les tarifs des établissements d'accueil des jeunes enfants tels qu'ils découlent de l'application des dispositions de la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 54

Adopté à l'unanimité

74 – Cotisations 2011

Max LEVITA : Depuis de nombreuses années, la Ville adhère à des organismes par le versement de cotisations.

Pour l'année 2011, il est proposé l'adhésion aux organismes suivant la liste ci-dessous pour un montant total de **239 816.35 €**:

COTISATIONS 2011			
Chapitre	Nature	Organisme	Montant
920	6281	AACT - Association des Acheteurs des Collectivités Territoriales	184,00 €
920	6281	ADULLACT-Association Développeurs Utilisateurs Logiciels Libres	4 500,00 €
920	6281	AEECL - Asst Européenne pour l'Etude et la Conservation des Lémuriens	1 685,00 €
920	6281	AFIGESE	350,00 €
920	6281	Agence Locale de l'Energie de Montpellier	1 574,00 €

920	6281	Agropolis International	20 000,00 €
920	6281	AM 34 - Association départementale des Maires de l'Hérault	4 507,84 €
920	6281	AMGVF - Association des Maires des Grandes Villes de France	29 420,00 €
920	6281	AMO - Association Architecture et Maitres d'Ouvrage	800,00 €
920	6281	AMORCE - Association Maitres Ouvrages Réseaux de Chaleur	3 984,60 €
920	6281	ANEV - Association Nationale des Elus du Vin	800,00 €
920	6281	ANPZ - Asst nationale des Parcs Zoologiques	565,00 €
920	6281	ANVPAH - Association Nationale des Villes et Pays d'Art et d'Histoire et des Villes à Secteurs Sauvegardés et Protégés	4 500,00 €
920	6281	ASS. 4 D- Dossiers Débats pour le Développement Durable	1 125,00 €
920	6281	Association CLIC MAILL ' AGE	59 869,89 €
920	6281	Association des Archivistes Français	95,00 €
920	6281	Association des Villes Universitaires de France	1 000,00 €
920	6281	Association Française Conseil des Communes et Régions d'Europe	9 866,00 €
920	6281	Association des Villes Internet	150,00 €
920	6281	ASTEE - Ass. Scientifique & Technique pour l'Eau & l'Environnement	215,00 €
920	6281	AVENIO Utilisateurs	60,00 €
920	6281	AVICCA - Association des villes et collectivités pour les communications électroniques et de l'audiovisuel	3 620,00 €
920	6281	Biennale des Jeunes Créateurs	1 235,00 €
920	6281	CCVS - Conservatoire des Collections Végétales Spécialisées	85,00 €
920	6281	CEPA - Conservation des Espèces et des Populations Animales	1 020,00 €
920	6281	CFMEL - Centre Formation Maires et élus locaux	23 909,00 €
920	6281	Club de la presse	1 330,00 €
920	6281	Club des villes cyclables	5 092,68 €
920	6281	Comité français pour l'environnement / Comité 21	3 570,00 €
920	6281	Conseil International des Archives	150,00 €
920	6281	CUF - Cités Unies France	13 516,00 €
920	6281	Devoirs et droits de l'homme et du citoyen	76,00 €
920	6281	EAZA-European Association of Zoos and Aquarias	2 520,00 €
920	6281	Energies Cités	2 500,00 €
920	6281	Ensemble contre la peine de mort	1 530,00 €
920	6281	Fédération nationale Collectivités concédantes et Régies	2 310,00 €
920	6281	Fédération Nationale des Métiers du Stationnement	1 585,00 €
920	6281	FING - Fondation Internet Nouvelle Génération	4 000,00 €

920	6281	Forum Français pour la gestion des villes et collectivités territoriales	4 470,00 €
920	6281	Forum Français pour la sécurité urbaine	4 235,00 €
920	6281	ICLEI - Conseil International pour les Initiatives Locales	2 250,00 €
920	6281	Ideal Connaissances	2 500,00 €
920	6281	Institut Prévention gestion des risques	1 125,00 €
920	6281	ISIS - International Species Informations Systems	1 050,00 €
920	6281	Ligue des villes historiques	80,00 €
920	6281	Media Forma Sud	4 080,00 €
920	6281	Office de Tourisme de Montpellier	195,68 €
920	6281	Ordre National des Vétérinaires	330,66 €
920	6281	Plante et Cité	3 000,00 €
920	6281	Réseau Français des Villes éducatrices	800,00 €
920	6281	Réseau Français Villes Santé O.M.S.	1 100,00 €
920	6281	Société Française de l'évaluation	1 000,00 €
920	6281	SIG-LR - Systèmes d'Informations Géographiques en Languedoc Roussillon	300,00 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'accepter le versement de cotisation aux organismes suivant la liste ci-dessus ;
- De prélever le montant de la dépense pour un montant total de 239 816.35 € sur les crédits inscrits au Budget Primitif 2011 de la Ville (chapitre 920, nature 6281)
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour :

Contre :

Abstention :

Adopté à

75– SAEML ENJOY Montpellier - Augmentation de capital - Autorisation donnée au représentant de la Ville

Max LEVITA : La Ville de Montpellier est actuellement actionnaire de la SAEML à hauteur de 3 423 326 € répartis en 21 002 actions d'une valeur nominale de 163 €. Sa participation représente 11,39% du capital social total de la société.

Elle dispose de deux postes d'administrateurs au sein du Conseil d'Administration.

Dans le cadre de la réalisation l'ARENA de Montpellier par la SAEML ENJOY

MONTPELLIER, salle multifonctionnelle, le coût final de l'opération s'élève à 71,8 M€ Pour finaliser le plan de financement et afin de limiter le poids des frais financiers liés au surplus d'investissement d'intérêt public, le Conseil d'Administration a décidé, le 21 décembre 2010, la convocation d'une Assemblée Générale Extraordinaire pour proposer une augmentation du capital de la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale (SAEML) Enjoy Montpellier à hauteur de 4 500 104 €

Cette dernière s'élève à 4 500 104 € par émission de 27 608 actions nouvelles d'un montant de 163 € nominal chacune à libérer en numéraire, à hauteur de 4 500 104 €, ce qui portera le capital social de 30 047 094 € à 34 547 198 €

Ces dispositions entraîneront la modification de l'article 6 des statuts d'ENJOY Montpellier relatif à la composition du capital social.

Ces modifications statutaires exigent à peine de nullité une décision préalable des assemblées délibérantes des collectivités actionnaires tel que prévu à l'article L. 1524-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Dans le cadre de cette augmentation de capital, il est proposé à la Ville de Montpellier de souscrire à l'augmentation de capital de la SAEML ENJOY Montpellier par émissions d'actions nouvelles à libérer en totalité à la souscription, à hauteur de 512 635 € représentant 3 145 actions nouvelles, correspondant à sa part dans le capital social actuel de la SAEML.

En accord avec les autres collectivités locales actionnaires, la Ville de Montpellier propose de renoncer à participer à l'augmentation de capital afin de permettre à la Région Languedoc-Roussillon d'acquérir ses actions.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver le principe de l'augmentation du capital social de la SAEML ENJOY Montpellier comme indiquée ci-dessus,
- D'approuver la modification de l'article 6 des statuts de la SAEML ENJOY Montpellier relatif à la composition du capital social à la suite de son augmentation,
- De renoncer à souscrire à l'augmentation du capital social de la SAEML ENJOY Montpellier,

D'autoriser le représentant de la Ville, M. ASLANIAN à voter à la prochaine Assemblée Générale Extraordinaire de la SAEML ENJOY Montpellier en faveur de ces modifications.

Pour : 54

Adopté à l'unanimité

76 – SERM - ZAC Port Marianne - Garantie d'emprunt - Emprunt de 4 M€ réalisé auprès du Crédit Mutuel Méditerranéen

Serge FLEURENCE : Dans le cadre de la réalisation de la Zone d'Aménagement Concertée Port Marianne Rive Gauche confiée par la Ville de Montpellier à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), la SERM souhaite réaliser un emprunt de 4 M€ pour financer cette opération importante pour le développement de la Ville de Montpellier. Il s'agit notamment de financer l'acquisition de terrains et de travaux d'aménagement foncier du futur « Eco-quartier » de Port Marianne Rive Gauche.

Aussi, après avoir consulté plusieurs établissements financiers, la SERM a retenu la proposition du Crédit Mutuel Méditerranéen.

Les caractéristiques de l'emprunt sont les suivantes :

- Montant : 4 M€
- Durée : 8 ans (96 mois)
- Taux : 3,07%
- Mode d'amortissement : à la carte, au fur et à mesure de la vente des terrains aménagés
- Echéances : Trimestrielles
- Frais de dossier : 2 000 €

La garantie de la Ville est proposée à hauteur de 80% du montant contracté.

Cette garantie est accordée pour la durée totale du prêt à hauteur de 3,2 M€

La garantie accordée par la Ville de Montpellier est une garantie à première demande. Le garant accorde sa garantie pour le remboursement de toutes sommes dues en principal à hauteur de 80% , augmenté de tous intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, rompus, frais et accessoires au titre du contrat de prêt contracté par l'emprunteur dont les caractéristiques sont indiquées plus haut.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'accorder la garantie de la Ville à hauteur de 80% de l'emprunt que la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) va contracter auprès du Crédit Mutuel Méditerranéen à hauteur de 4 M€aux conditions précisées ci-dessus,
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 47

Adopté à l'unanimité

Mme le Maire, Messieurs Bouillé, Gély, Dufour, Passet, Lévit, Touchon administrateurs de la SERM ne prennent pas part au vote.

77 – Association d'Entraide et de Reclassement Social Chauliac Rauzy(AERS) - Garantie d'emprunt - Emprunt de 109 671 €réalisé auprès de la Caisse des Dépôts et Consignation

Max LEVITA : Dans le cadre du financement de la réhabilitation (11 chambres) et de l'extension (10 chambres supplémentaires) du Centre d'Hébergement et de Réinsertion sociale Chauliac Rauzy, l'Association d'Entraide et de Reclassement Social souhaite contracter un emprunt auprès de la Caisse des Dépôts et Consignation à hauteur de 100 000 €

Cette association a pour but de créer, gérer et animer des établissements et des services destinés à l'accueil, l'hébergement et l'insertion sociale des personnes en difficulté et plus particulièrement de celles sortant de maison d'arrêt ou ayant eu affaire avec la justice.

Le Centre d'Hébergement et de Réinsertion sociale (CHRS) Chauliac Rauzy situé à Montpellier, dans le quartier Celleneuve, a une capacité d'accueil actuel de 38 places. Institution sociale agréée, l'établissement est financé par une dotation globale de financement versée par l'Etat au titre de l'aide sociale.

Les missions du CHRS sont les suivantes : accueillir, aider et orienter des personnes en difficultés sociales, les héberger, leur proposer un accompagnement social adapté et permettre leur insertion sociale et économique.

Le CHRS accueille en moyenne 90 à 100 personnes par an pour une durée de séjour moyenne de 5 mois.

Le projet d'investissement concernant le CHRS consiste en :

- La réhabilitation avec l'aménagement de 11 chambres avec sanitaires privatifs et le respect des normes d'accessibilité aux personnes handicapées,
- L'extension avec la création de 10 chambres individuelles de plus de 12 m² avec sanitaires privatifs.

Le plan de financement du projet s'établit comme suit :

Dépenses	Montant (en €)	Recettes	Montant (en €)
Travaux de réhabilitation	176 550	Aides de l'ANAH (Agence Nationale de l'Aide à l'Habitat)	141 240
Travaux de construction	371 804	Aides publiques Etat et Agglomération au titre de l'aide à la pierre	297 443
		Emprunt auprès de la CDC	100 000
		Subvention CAF	9 671
Total	548 354	Total	548 354

Pour financer ces investissements, Le Centre d'Hébergement et de Réinsertion sociale (CHRS) Chauliac Rauzy souhaite contracter un emprunt de type Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) auprès de la Caisse des Dépôts et Consignation à hauteur de 100 000 €

Les caractéristiques de l'emprunt sont les suivantes :

- Montant : 100 000 €
Taux : 3,25%
Durée : 20 ans
Type d'amortissement : progressif
Echéances : annuelles

La garantie de la Ville pour cet emprunt est proposée à hauteur de 75% du montant contracté. Cette garantie est accordée pour la durée totale des emprunts à hauteur de 75 000 €

La garantie apportée par la Ville de Montpellier est une garantie à première demande. Le garant accorde sa garantie pour le remboursement de toutes sommes dues en principal à hauteur de 75%, augmenté de tous intérêts, intérêts de retard, commissions, rompus, frais et accessoires au titre du contrat de prêt contracté par l'emprunteur dont les caractéristiques sont indiquées plus haut.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'accorder la garantie de la Ville à hauteur de 75% de l'emprunt que Centre d'Hébergement et de Réinsertion sociale (CHRS) Chauliac Rauzy va contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignation à hauteur de 100 000 € aux conditions précisées ci-dessus,
- D'autoriser l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 54

Adopté à l'unanimité

78 – Centre Régional de Lutte contre le Cancer Val d'Aurelle Paul Lamarque - Garanties d'emprunt - Emprunts de 7,2 M€ et de 3,9 M€ auprès du CIC Société Bordelaise

Max LEVITA : Dans le cadre du financement de son plan d'investissement pluriannuel, le Centre Régional de Lutte contre le Cancer Val d'Aurelle Paul Lamarque a réalisé deux emprunts auprès de l'établissement bancaire CIC Société Bordelaise pour un montant total de 11,1 M€

Ce programme d'investissement a pour objet l'extension (par aménagement et construction) du Centre Régional de Lutte contre le Cancer afin de répondre aux besoins sanitaires en matière de cancérologie de la population du Languedoc-Roussillon et de maintenir le niveau d'excellence du plateau technique à compétence régionale du Centre Val d'Aurelle.

Le montant total des investissements prévus entre 2009 et 2013 s'élève à 59 M€

Le plan de financement prévu se décompose de la façon suivante : 50% par autofinancement et 50% par emprunt.

Pour financer ces investissements, et après avoir consulté plusieurs établissements bancaires, le Centre Régional de Lutte contre le Cancer Val d'Aurelle Paul Lamarque a contracté deux emprunts avec la Société Bordelaise de Crédit Industriel et Commercial.

Les caractéristiques des emprunts sont les suivantes :

- Montant de l'emprunt concernant le lot 1 : 7,2 M€
Taux : 3,25%
Durée : 20 ans
Type d'amortissement : linéaire
Echéances : trimestrielles
Date de mobilisation : 25/03/2011
- Montant de l'emprunt concernant le lot 2 : 3,9 M€
Taux : 3,25%
Durée : 20 ans
Type d'amortissement : linéaire
Echéances : trimestrielles
Date de mobilisation : 25/10/2011

La garantie de la Ville pour ces 2 emprunts est proposée à hauteur de 10% du montant contracté. Cette garantie est accordée pour la durée totale des emprunts à hauteur des montants suivants :

- Montant de l'emprunt garanti concernant le lot 1 : 0,72 M€
- Montant de l'emprunt concernant le lot 2 : 0,39 M€

La garantie apportée par la Ville de Montpellier est une garantie à première demande. Le garant accorde sa garantie pour le remboursement de toutes sommes dues en principal à hauteur de 10%, augmenté de tous intérêts, intérêts de retard, commissions, rompus, frais et accessoires au titre du contrat de prêt contracté par l'emprunteur dont les caractéristiques sont indiquées plus haut.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'accorder la garantie de la Ville à hauteur de 10% des emprunts que le Centre Régional de Lutte contre le Cancer Val d'Aurelle Paul Lamarque a contracté avec la Société Bordelaise de Crédit Industriel et Commercial à hauteur de 7,2 M€ et 3,9 M€ aux conditions précisées ci-dessus,

D'autoriser l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 53

Adopté à l'unanimité

79 – Indemnité de conseil du Trésorier Principal Municipal

Max LEVITA : Vu le décret 82-979 du 19 novembre 1982, précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités territoriales et leurs établissements publics aux agents des services déconcentrés de l'Etat ou des établissements publics de l'Etat,

Vu l'arrêté du 16 décembre 1983 relatif aux conditions d'attribution de l'indemnité de conseil allouée aux comptables non centralisateurs des services déconcentrés du Trésor chargés des fonctions de receveur des communes et établissements publics locaux,

L'arrêté ministériel du 16 décembre 1983 autorise les comptables non-centralisateurs du Trésor, exerçant les fonctions de Receveur Municipal, à fournir, à la demande de la commune concernée, des prestations de conseil et d'assistance en matière budgétaire, financière et comptable.

Les missions de conseil du Trésorier Principal Municipal ont été élargies au domaine de la fiscalité dans le cadre du regroupement entre les services du Trésor et les services fiscaux au sein de la Direction Générale des Finances Publiques.

Ces prestations ont un caractère facultatif et donnent lieu au versement annuel par la commune d'une indemnité de conseil déterminée en application des règles de calcul énoncées à l'article 4 de l'arrêté précité.

Le recours à ces prestations ainsi que l'attribution de l'indemnité de conseil doivent être validés par le Conseil Municipal conformément à l'article 2 de cet arrêté, et, en application de l'article 3, une nouvelle délibération doit être prise lors du renouvellement du Conseil Municipal ainsi que lors d'un changement de comptable du Trésor.

Monsieur Jean-Louis ESCUDIE ayant été nommé nouveau Trésorier Principal Municipal depuis le 1^{er} juillet 2010, il convient d'adopter une nouvelle délibération relative à cette indemnité.

En conséquence, il est proposé au conseil municipal :

- De bien vouloir solliciter les prestations de conseil du Trésorier Principal Municipal, Monsieur Jean-Louis ESCUDIE,
- D'octroyer en conséquence à l'intéressé, pendant la durée de ses fonctions, l'indemnité de conseil au taux maximal, dans la limite du plafond calculé par référence au traitement brut annuel correspondant à l'indice majoré 150 de la fonction publique, soit à ce jour un montant annuel brut de 13 168.44 euros.

- D'inscrire les crédits correspondant au budget principal de la Ville pour les différents exercices (chapitre 920)

Pour : 53

Adopté à l'unanimité

Mme Augé-Caumon sort de séance.

80 – Achat de papiers, enveloppes, bobines de papier et fournitures offset - Autorisation de signer les marchés

Max LEVITA : Un appel d'offres a été lancé en vue de l'achat de papiers, enveloppes, bobines de papier et fournitures offset pour les services de la Ville de Montpellier.

Cet appel d'offres ouvert n° 0G80 7010 est passé en application des articles 33 alinéa 3 et 57 à 59 du code des marchés publics. Il suit les dispositions de l'article 77 du Code des marchés publics relatif aux marchés à bons de commande. Ce sont des marchés allotis d'un montant global estimé de 284 000 €HT répartis comme suit :

<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>	<i>minimum</i>	<i>Maximum</i>
1	Papiers	100 000 €HT	400 000 €HT
2	Enveloppes	15 000 €HT	60 000 €HT
3	Bobines de papier pour traceurs	3 000 €HT	12 000 €HT
4	Fournitures Offset	10 000 €HT	40 000 €HT

Les marchés sont conclus pour une période démarrant à la date de notification jusqu'au 31/12/2011. Ils sont renouvelables trois fois par expresse reconduction pour les années 2012, 2013 et 2014. Les critères du règlement de la consultation pour le jugement des offres pour les lots 1, 2 et 3 sont :

- Prix des prestations 40 %
- Valeur technique 60 % (au vu du mémoire technique (fiches techniques) et d'après les tests réalisés avec les échantillons fournis).

La commission d'appel d'offres du 11 janvier 2011 a attribué ces marchés aux sociétés :

- PAPYRUS, 93503 PANTIN Cédex pour le lot 1
- COMPAGNIE EUROPEENNE DE PAPETERIE, 16440 ROULLET ST ESTEPHE pour le lot 2
- DTRM REPRO, 31019 TOULOUSE Cédex pour le lot 3

La commission d'appel d'offres a déclaré le lot 4 infructueux, un marché à procédure adaptée sera relancé ultérieurement.

Pour la ville de Montpellier, les crédits sont inscrits au budget fonctionnement 2011 – 2014, imputations budgétaires 6064 -60628 tous chapitres.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver cette opération et le recours à cette procédure
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer les marchés avec les entreprises retenues par la commission d'appel d'offres et plus généralement tous les documents relatifs à ces affaires.

Pour : 52
Adopté à l'unanimité

81 – Achat de mobilier scolaire - Autorisation de signer les marchés

Max LEVITA : Un appel d'offres a été lancé en vue de l'achat de mobilier scolaire et de restauration pour la Ville de Montpellier.

Cet appel d'offres ouvert n° 9G817010 est passé en application des articles 15, 33 3^{al}. et 57 à 59. Il suit les dispositions de l'article 77 du Code des marchés publics relatif aux marchés à bons de commande.

Les marchés sont conclus pour une période initiale du 01 janvier 2011 au 31 décembre 2011. Ils peuvent être reconduits par périodes successives de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans, sans que ce délai ne puisse excéder le 31 décembre 2014.

Le montant total des commandes pour la durée initiale des marchés est compris entre un minimum total de 185 000,00 €HT et un maximum total de 740 000,00 €HT décomposés en 4 lots définis comme suit :

Désignation des lots	Descriptifs des besoins	Montants annuels minimum €HT	Montants annuels maximum €HT
Lot 1	Mobilier maternelle	75 000,00	300 000,00
Lot 2	Mobilier élémentaire	75 000,00	300 000,00
Lot 3	Tableaux	15 000,00	60 000,00
Lot 4	Mobilier de restauration	20 000,00	80 000,00

Les critères pondérés retenus pour le jugement des offres sont les suivants :

Pour les lots 1,2 et 4 :

- la valeur technique sur analyse des fiches techniques et du mémoire technique : 40% ;
- le critère environnemental sur analyse du mémoire technique environnemental : 20% ;
- le prix des prestations : 40%

Pour le lot 3 :

- la valeur technique sur analyse des fiches techniques et du mémoire technique : 10% ;
- le critère environnemental sur analyse du mémoire technique environnemental : 10% ;
- le prix des prestations : 80%

La commission d'appel d'offres du 21 décembre 2010 a attribué ces marchés aux sociétés :

- DELAGRAVE, 75240 PARIS CEDEX 05 pour le lot 1

- DELAGRAVE, 75240 PARIS CEDEX 05 pour le lot 2
- POLYVISION, 59264 ONNAING pour le lot 3
- DELAGRAVE 34, 75240 PARIS CEDEX 05 pour le lot 4

Les crédits sont inscrits au budget investissement de la Ville : nature 2184 tous chapitres.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver cette opération et le recours à cette procédure
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer les marchés avec les entreprises retenues par la commission d'appel d'offres et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 52

Adopté à l'unanimité

82 – Achat de matériel de régulation trafic - Autorisation de signer les marchés

Max LEVITA : Un appel d'offres a été lancé en vue de l'achat de matériel de régulation trafic pour la Ville de Montpellier.

Cet appel d'offres ouvert n° 0G767010 est passé en application des articles 33 3^{al.} et 57 à 59 du Code des marchés publics . Il suit les dispositions de l'article 77 du Code des marchés publics relatif aux marchés à bons de commande.

Les marchés sont conclus pour une période allant de la date de notification jusqu'au 31 décembre 2011. Ils peuvent être reconduits par périodes successives de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans, sans que ce délai ne puisse excéder le 31 décembre 2014.

Le montant total des commandes des marchés est estimé à 400 000,00 € HT/an décomposés en 4 lots définis comme suit :

Désignation des lots	Descriptifs des besoins	Estimation /an/€HT
Lot 1	Support de feux tricolores	200 000
Lot 2	Enveloppes existantes	100 000
Lot 3	Détecteurs bi-canaux	50 000
Lot 4	Rack et cartes multi détecteurs	50 000

Les critères pondérés retenus pour le jugement des offres sont les suivants :

Pour les lots 1, 2, 3 et 4 :

- la valeur technique sur analyse des fiches techniques et catalogue : 60% ;
- le prix des prestations : 40%

La commission d'appel d'offres du 21 décembre 2010 a attribué ces marchés aux sociétés :

- MECELEC, 34670 BAILLARGUES pour le lot 2
- AGD SYSTEMES, 18000 BOURGES pour le lot 3
- CAPSYS, 38190 BERNIN pour le lot 4

Les crédits sont inscrits au budget investissement de la Ville : nature 2188 chapitre 928.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver cette opération et le recours à cette procédure
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer les marchés avec les entreprises retenues par la commission d'appel d'offres et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 52

Adopté à l'unanimité

83 – Achat de matériel de plomberie, de chauffage et d'arrosage, en groupement de commandes entre la Ville, la Communauté d'Agglomération, le CCAS de Montpellier, les Communes de Pignan, Jacou et Pérols - Autorisation de signer les marchés

Max LEVITA : Un appel d'offres a été lancé en vue de l'achat de matériel de régulation trafic pour la Ville de Montpellier.

Cet appel d'offres ouvert n° 0G767010 est passé en application des articles 33 3^{al.} et 57 à 59 du Code des marchés publics . Il suit les dispositions de l'article 77 du Code des marchés publics relatif aux marchés à bons de commande.

Les marchés sont conclus pour une période allant de la date de notification jusqu'au 31 décembre 2011. Ils peuvent être reconduits par périodes successives de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans, sans que ce délai ne puisse excéder le 31 décembre 2014.

Le montant total des commandes des marchés est estimé à 400 000,00 € HT/an décomposés en 4 lots définis comme suit :

Désignation des lots	Descriptifs des besoins	Estimation /an/€HT
Lot 1	Support de feux tricolores	200 000
Lot 2	Enveloppes existantes	100 000
Lot 3	Détecteurs bi-canaux	50 000
Lot 4	Rack et cartes multi détecteurs	50 000

Les critères pondérés retenus pour le jugement des offres sont les suivants :

Pour les lots 1, 2, 3 et 4 :

- la valeur technique sur analyse des fiches techniques et catalogue : 60% ;
- le prix des prestations : 40%

La commission d'appel d'offres du 21 décembre 2010 a attribué ces marchés aux sociétés :

- MECELEC, 34670 BAILLARGUES pour le lot 2
- AGD SYSTEMES, 18000 BOURGES pour le lot 3
- CAPSYS, 38190 BERNIN pour le lot 4

Les crédits sont inscrits au budget investissement de la Ville : nature 2188 chapitre 928.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver cette opération et le recours à cette procédure
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer les marchés avec les entreprises retenues par la commission d'appel d'offres et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 52

Adopté à l'unanimité

M. Dumont sort de séance.

84 – Marché négocié sans mise en concurrence pour l'achat de matériel de régulation trafic - Visualisation tricolore, matériels existants de type AXIMUM ELSI - Autorisation de signer le marché

Max LEVITA : Compte tenu des éléments techniques de fabrication des équipements du parc de matériel existant sur la Ville, le marché de pièces détachées ne peut être confié qu'au fabricant, seul opérateur économique en capacité de répondre à nos besoins.

A cet effet, un marché négocié a été mis en œuvre en vue de l'achat de visualisation tricolore, matériels existants de type AXIMUM ELSI pour la Ville de Montpellier.

Ce marché public négocié n° 0G927010 est passé en application de l'article 35 II 8^{al}. du Code des marchés publics. (Marché ne pouvant être confié qu'à un opérateur économique déterminé pour des raisons techniques).

Le marché est conclu pour une période allant à compter de la date de notification jusqu'au 31 décembre 2011. Il est renouvelable trois fois par expresse reconduction pour les années 2012, 2013 et 2014.

Le montant des commandes, sans mini ni maxi, est estimé à 300 000,00 €HT/an.

Les critères pondérés retenus pour le jugement de l'offre sont les suivants :

- la valeur technique sur analyse des fiches techniques et catalogue : 60%.
- le prix des prestations : 40%.

La commission d'appel d'offres du 18 janvier 2011 a attribué ce marché à la société :

- AXIMUM PRODUITS ELECTRONIQUES, 33140 VILLENAVE D'ORNON

Les crédits sont inscrits au budget investissement de la Ville nature 2188, chapitre 908.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver cette opération et le recours à cette procédure
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer le marché avec l'entreprise retenue par la commission d'appel d'offres et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 51

Adopté à l'unanimité

85 – Marché négocié sans mise en concurrence pour l'achat de matériel de régulation trafic - Détecteurs et balises spécifiques Tram/Bus de type Capsys - Autorisation de signer le marché

Max LEVITA : Compte tenu des éléments techniques de fabrication des équipements du parc de matériel existant sur la Ville, le marché de pièces détachées ne peut être confié qu'au fabricant, seul opérateur économique en capacité de répondre à nos besoins.

A cet effet, un marché négocié a été mis en oeuvre en vue de l'achat de détecteurs et balises spécifiques tram/bus pour la Ville de Montpellier.

Ce marché public négocié n° 0G977010 est passé en application de l'article 35 II 8°al. du Code des marchés publics (Marché ne pouvant être confié qu'à un opérateur économique déterminé pour des raisons techniques).

Le marché est conclu pour une période allant de la date de notification jusqu'au 31 décembre 2011. Il est renouvelable trois fois par expresse reconduction pour les années 2012, 2013 et 2014.

Le montant des commandes, sans montant minimum ni montant maximum, est estimé à 50 000,00 €HT/an.

Les critères pondérés retenus pour le jugement de l'offre sont les suivants :

- la valeur technique sur analyse des fiches techniques et catalogue : 60% ;
- le prix des prestations : 40%

La commission d'appel d'offres du 18 janvier 2011 a attribué ce marché à la société :

- CAPSYS, 38190 BERNIN

Les crédits sont inscrits au budget investissement de la Ville nature 2188, chapitre 908.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver cette opération et le recours à cette procédure
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer le marché avec l'entreprise retenue par la commission d'appel d'offres et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 51
Adopté à l'unanimité

86 – Achat de petit matériel électrique, piles et batteries - Autorisation de signer les marchés

Max LEVITA : Un appel d'offres a été lancé en vue de l'achat de petit matériel électrique, piles et batteries industrielles pour la Ville de Montpellier. Conformément à l'article 8 du code des marchés publics, ces marchés sont passés pour le Groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les communes de Pignan, Pérols, Jacou, et le CCAS de Montpellier, dans les conditions prévues par la convention constitutive du dit groupement.

Cet appel d'offres ouvert n° 0G86 7010 est passé en application des articles 33 alinéa 3 et 57 à 59 du code des marchés publics. Ce marché est sans minimum et sans maximum, il suit les dispositions de l'article 77 du Code des marchés publics relatif aux marchés à bons de commande.

Lots	Désignation
1	Petit matériel électrique Disjoncteurs, interrupteurs, appareils et outils de mesure, coupes- circuits, boîtes plexo, boîtiers électrique, coffrets de branchement, coffrets divers, armoires, connecteurs, commandes, transformateurs, goulottes, colliers et embouts, blocs de sécurité, prises, boîtes d'encastrement, moulures, plinthes, hublots, douilles, domotique, alarmes, connectique informatique, câble d'alimentation et autres matériel de même type.
2	Piles et batteries industrielles Accumulateurs rechargeables, chargeurs, piles alcalines, salines, piles bouton, piles lithium, piles photos, batteries au plomb, batteries de traction, éclairage portatif, lampes frontales, torches et autres matériel de même type.

Les marchés sont conclus pour une période allant de leur notification jusqu'au 31/12/2011. Ils peuvent être reconduits par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

Les critères du règlement de la consultation pour le jugement des offres sont :

- pour le lot 1 : - Prix des prestations 80 %
- Profondeur de gamme dans les marques et nombre de références pouvant alimenter le marché
20%
- pour le lot 2 : - Prix des prestations 80 %
- Profondeur de gamme dans les marques et nombre de références pouvant alimenter le marché
10%

- Etude des échantillons 10% :

La commission d'appel d'offres du 18 janvier 2011 a attribué ces marchés aux sociétés :

- REXEL, 34073 MONTPELLIER Cedex pour le lot 1
- VDI group ALL BATTERIES, 38522 SAINT EGREVE Cedex pour le lot 2

Pour la ville de Montpellier, les crédits sont inscrits au budget investissement fonctionnement 2188 – 60628 60632 tous chapitres.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver cette opération et le recours à cette procédure
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer les marchés avec les entreprises retenues par la commission d'appel d'offres et plus généralement tous les documents relatifs à ces affaires.

Pour : 51

Adopté à l'unanimité

87 – Fourniture, entretien et maintenance des matériels de protection incendie - Autorisation de signer le marché

Max LEVITA : Un appel d'offres a été lancé en vue de la fourniture, l'entretien et la maintenance des matériels de protection incendie pour la Ville de Montpellier.

Cet appel d'offres ouvert n° 0G697010 est passé en application des articles 33 alinéa 3 et 57 à 59 du Code des marchés publics. Il suit les dispositions de l'article 77-I du Code des marchés publics relatif aux marchés à bons de commande. Le marché est conclu pour une période allant de sa notification jusqu'au 31/12/2011. Il est renouvelable trois fois par expresse reconduction pour les années 2012, 2013 et 2014.

Numéro du lot	Libellé du lot	Montant mini annuel HT	Montant maxi annuel HT
1	Fourniture, entretien et maintenance des matériels de protection incendie	150 000 €	600 000 €

Les critères pondérés retenus pour le jugement des offres sont les suivants :

- Valeur technique 60 % (au vu des fiches techniques)
- Prix 40 %

La commission d'appel d'offres du 18 janvier 2011 a attribué ce marché à la société :

- SLMI, 34670 BAILLARGUES

Les crédits sont inscrits au budget 2011 à 2014 de la Ville : sections investissement fonctionnement - natures 60628- 60632-6156-2188 – tous chapitres.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver cette opération et le recours à cette procédure
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer le marché avec l'entreprise retenue par la commission d'appel d'offres et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire

Pour : 51

Adopté à l'unanimité

88 – Marché négocié sans mise en concurrence pour l'achat de matériel de régulation trafic - Pièces détachées pour feu - Totem de type Bengale - Autorisation de signer le marché

Max LEVITA : Compte tenu des éléments techniques de fabrication des équipements du parc de matériel existant sur la Ville, le marché de pièces détachées ne peut être confié qu'au fabricant, seul opérateur économique en capacité de répondre à nos besoins.

A cet effet, un marché négocié a été mis en œuvre en vue de l'achat de pièces détachées pour feu Totem de type Bengale pour la Ville de Montpellier.

Ce marché public négocié n° 0H017010 est passé en application de l'article 35 II 8°al. du Code des marchés publics (Marché ne pouvant être confié qu'à un opérateur économique déterminé pour des raisons techniques).

Le marché est conclu pour une période allant à compter de la date de notification jusqu'au 31 décembre 2011. Il est renouvelable trois fois par expresse reconduction pour les années 2012, 2013 et 2014.

Le montant des commandes du marché, sans montant minimum ni montant maximum, est estimé à 50 000,00 €HT/an.

Les critères pondérés retenus pour le jugement de l'offre sont les suivants :

- la valeur technique sur analyse des fiches techniques et catalogue : 60%.
- le prix des prestations : 40%.

La commission d'appel d'offres du 18 janvier 2011 a attribué ce marché à la société :

- BENGALE, 34 920 LE CRES

Les crédits sont inscrits au budget investissement de la Ville nature 2188, chapitre 908.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver cette opération et le recours à cette procédure
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer le marché avec l'entreprise retenue par la commission d'appel d'offres et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 51
Adopté à l'unanimité

89 – Marché négocié sans mise en concurrence pour l'achat de matériel de régulation trafic - Contrôleurs de feux tricolores et détecteurs existants de type Lacroix - Autorisation de signer le marché

Max LEVITA : Compte tenu des éléments techniques de fabrication des équipements du parc de matériel existant sur la Ville, le marché de pièces détachées ne peut être confié qu'au fabricant, seul opérateur économique en capacité de répondre à nos besoins.

A cet effet, un marché négocié a été mis en œuvre en vue de l'achat de contrôleurs de feux tricolores et détecteurs existants de type LACROIX pour la Ville de Montpellier.

Ce marché public négocié n° 0H027010 est passé en application de l'article 35 II 8^{al}. du Code des marchés publics (Marché ne pouvant être confié qu'à un opérateur économique déterminé pour des raisons techniques).

Le marché est conclu pour une période allant de la date de notification jusqu'au 31 décembre 2011. Il est renouvelable trois fois par expresse reconduction pour les années 2012, 2013 et 2014.

Le montant des commandes, sans montant minimum ni montant maximum, est estimé à 300 000,00 €HT/an.

Les critères pondérés retenus pour le jugement de l'offre sont les suivants :

- la valeur technique sur analyse des fiches techniques et catalogue : 60%.
- le prix des prestations : 40%.

La commission d'appel d'offres du 18 janvier 2011 a attribué ce marché à la société :

- LACROIX, 06516 CARROS Cédex

Les crédits sont inscrits au budget investissement de la Ville nature 2188, chapitre 908.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver cette opération et le recours à cette procédure
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer le marché avec l'entreprise retenue par la commission d'appel d'offres et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire

Pour : 51
Adopté à l'unanimité

90 – Marchés négociés sans mise en concurrence pour l'achat de matériel de régulation trafic - Visualisation tricolore, contrôleurs de feux et détecteurs matériel existant de type AXIMUM SAGEM - Autorisation de signer les marchés

Max LEVITA : Compte tenu des éléments techniques de fabrication des équipements du parc de matériel existant sur la Ville, le marché de pièces détachées ne peut être confié qu'au fabricant, seul opérateur économique en capacité de répondre à nos besoins.

A cet effet, des marchés négociés ont été mis en œuvre en vue de l'achat de matériel de visualisation tricolore, de contrôleurs de feux et détecteurs matériel existant de type AXIMUM SAGEM pour la Ville de Montpellier.

Ces marchés publics négociés n° 0G937010 sont passés en application de l'article 35 II 8°al. du Code des marchés publics. (Marchés ne pouvant être confiés qu'à un opérateur économique déterminé pour des raisons techniques).

Les marchés sont conclus pour une période allant à compter de leur date de notification jusqu'au 31 décembre 2011. Ils sont renouvelables trois fois par expresse reconduction pour les années 2012, 2013 et 2014.

Le montant des commandes, sans mini ni maxi, des marchés est estimé à :

<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>	<i>Estimation</i>
1	Visualisation tricolore matériels existants	300 000 €
2	Contrôleur de feux tricolores et détecteurs existants	200 000 €

Les critères pondérés retenus pour le jugement de l'offre pour chaque lot sont les suivants :

- la valeur technique sur analyse des fiches techniques et catalogue : 60%.
- le prix des prestations : 40%.

La commission d'appel d'offres du 18 janvier 2011 a attribué ces marchés à la société :

- AXIMUM PRODUITS ELECTRONIQUES, 33140 VILLENAVE D'ORNON

Les crédits sont inscrits au budget investissement de la Ville nature 2188, chapitre 908.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver cette opération et le recours à cette procédure
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer les marchés avec l'entreprise retenue par la commission d'appel d'offres et plus généralement tous les documents relatifs à ces affaires.

Pour : 51
Adopté à l'unanimité

91 – Marché négocié sans mise en concurrence pour l'achat de matériel de régulation trafic - Racks et cartes de logique de comptage de type Thales - Autorisation de signer le marché

Max LEVITA : Compte tenu des éléments techniques de fabrication des équipements du parc de matériel existant sur la Ville, le marché de pièces détachées ne peut être confié qu'au fabricant, seul opérateur économique en capacité de répondre à nos besoins.

A cet effet, un marché négocié a été mis en œuvre en vue de l'achat de racks et cartes de logique de comptage pour la Ville de Montpellier.

Ce marché public négocié n° 0G987010 est passé en application de l'article 35 II 8°al. du Code des marchés publics. (Marché ne pouvant être confié qu'à un opérateur économique déterminé pour des raisons techniques).

Le marché est conclu pour une période allant à compter de la date de notification jusqu'au 31 décembre 2011. Il est renouvelable trois fois par expresse reconduction pour les années 2012, 2013 et 2014.

Le montant des commandes, sans mini ni maxi, est estimé à 50 000,00 €HT/an.

Les critères pondérés retenus pour le jugement de l'offre sont les suivants :

- la valeur technique sur analyse des fiches techniques et catalogue : 60%.
- le prix des prestations : 40%.

La commission d'appel d'offres du 18 janvier 2011 a attribué ce marché à la société :

- THALES, 78140 VELIZY-VILLACOUBLAY

Les crédits sont inscrits au budget investissement de la Ville nature 2188, chapitre 908.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver cette opération et le recours à cette procédure
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer le marché avec l'entreprise retenue par la commission d'appel d'offres et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 51

Adopté à l'unanimité

92 – Marché négocié sans mise en concurrence pour l'achat de matériel de régulation trafic - Coffrets classe 2 pour supports tricolores existants type Connection Protection - Autorisation de signer le marché

Max LEVITA : Compte tenu des éléments techniques de fabrication des équipements du parc de

matériel existant sur la Ville, le marché de pièces détachés ne peut être confié qu'au fabricant, seul opérateur économique en capacité de répondre à nos besoins.

A cet effet, un marché négocié a été mis en œuvre en vue de l'achat de coffrets classe 2 pour supports tricolores existants type Connection Protection pour la Ville de Montpellier.

Ce marché public négocié n° 0G997010 est passé en application de l'article 35 II 8°al. du Code des marchés publics. (Marché ne pouvant être confié qu'à un opérateur économique déterminé pour des raisons techniques).

Le marché est conclu pour une période allant à compter de la date de notification jusqu'au 31 décembre 2011. Il est renouvelable trois fois par expresse reconduction pour les années 2012, 2013 et 2014.

Le montant des commandes, sans mini ni maxi, est estimé à 20 000,00 €HT/an.

Les critères pondérés retenus pour le jugement de l'offre sont les suivants :

- la valeur technique sur analyse des fiches techniques et catalogue : 60%.
- le prix des prestations : 40%.

La commission d'appel d'offres du 18 janvier 2011 a attribué ce marché à la société :

- CONNECTION PROTECTION, 91800 BRUNOY CEDEX

Les crédits sont inscrits au budget investissement de la Ville nature 2188, chapitre 908.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver cette opération et le recours à cette procédure
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer le marché avec l'entreprise retenue par la commission d'appel d'offres et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 51

Adopté à l'unanimité

93 – Organisation de la mise sous pli des documents électoraux pour les élections cantonales des 20 et 27 mars 2011 - Autorisation de signer la convention entre la Ville et l'Etat

Eva BECCARIA : A l'occasion du renouvellement de la série sortante des conseillers généraux qui aura lieu les dimanches 20 et 27 mars 2011, l'Etat envisage de confier, par convention, à la Ville de Montpellier, les opérations de libellé des enveloppes et de mise sous pli de la propagande électorale des cantons de Montpellier III, V, VII, IX et X.

Pour la réalisation de cette opération, la Ville assurera le recrutement, le paiement des personnels et des charges sociales et patronales, ainsi que le traitement des déclarations fiscales.

Une enveloppe forfaitaire d'un montant brut sera déléguée à la commune sous forme d'un Paiement sans Ordonnance Préalable pour assurer le paiement de cette prestation. Cette enveloppe forfaitaire sera calculée en fonction des électeurs inscrits dans les cantons, du nombre

de candidatures et par tour de scrutin

La rémunération individuelle des personnels recrutés ne pourra excéder le montant de l'indemnité forfaitaire qui peut être accordée aux personnels, telle qu'elle est fixée par l'Etat.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention à passer entre la Ville et l'Etat, présentée en annexe à la délibération
- d'autoriser Mme le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer ladite convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Pour : 50

Abstention : 1 (M. Viguié)

Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés

94 – Création de la commission de délégation de service public - Conditions de dépôt des listes pour l'élection de ses membres

Max LEVITA : Dans le cadre des procédures relatives aux délégations de service public, le code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoit dans son article L 1411-5 la création d'une commission destinée à l'ouverture et à l'analyse des candidatures et des offres.

Jusqu'à présent, à l'exception de la gestion déléguée des parkings qui dispose d'une commission permanente, le conseil municipal procède à la création d'une commission spécifique par délégation de service public.

Par souci d'efficacité, je vous propose la création d'une commission permanente unique pour l'ensemble des délégations de service public.

Cette commission est composée du Maire ou son représentant, président, et de cinq membres de l'assemblée délibérante élus en son sein. En outre, le comptable public et le représentant du ministre chargé de la concurrence siégeront au sein de la commission avec voix consultatives.

Les cinq membres titulaires et les cinq membres suppléants sont élus au scrutin de liste à la représentation proportionnelle avec application de la règle du plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel. Les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir. En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptible d'être proclamés élus.

Toutefois, avant de procéder à la constitution de la commission, il convient de fixer les modalités de dépôt des listes, conformément aux dispositions de l'article D 1411-5 du code général des collectivités territoriales.

- Les listes devront être déposées ou adressées à Mme le Maire au plus tard au début de la séance du Conseil Municipal à laquelle sera inscrite à l'ordre du jour, l'élection des membres de la commission.
- Les listes pourront comporter moins de noms qu'il n'y a de siège à pourvoir.
- Les listes devront indiquer les noms et prénoms des candidats , aux postes de titulaires et de suppléants.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver la création de la commission de délégation de service public et les modalités de dépôt des listes dans les conditions définies ci-dessus ;
- d'abroger les commissions de délégation de service public spécifiques notamment la commission de délégation de service public pour la gestion des parkings ;
- d'autoriser Mme le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 51

Adopté à l'unanimité

95 – Fourniture, installation, assistance à l'utilisation et service après vente, des équipements mobilier des espaces de travail de la nouvelle Mairie de Montpellier LOT 1 et LOT 2 : Autorisation de signer les marchés

Max LEVITA : Le présent marché à bons de commandes a pour objet la fourniture, l'installation, l'assistance à l'utilisation et le service après vente des équipements mobilier des espaces de travail de la nouvelle Mairie de Montpellier.

Un appel d'offre restreint soumis aux dispositions des articles 33 4^{al}. et 60 à 64 du Code des marchés publics a été lancé le 27 juillet 2010.

Ce marché, conclu pour une période de 3 ans, est composé de trois lots :

- . Lot 1 : plans de travail, rangements, salles de réunion et divers (tables, armoires, et autre mobilier)
- . Lot 2 : sièges de travail, sièges de réunion et divers sièges
- . Lot 3 : les meubles courriers (ce lot sera attribué ultérieurement)

Les prestations feront l'objet de marchés à bons de commandes sans minimum ni maximum passés en application de l'article 77 du code des marchés publics.

Les critères de sélection pour ces deux lots étaient :

- . Valeur technique : 60%
- . Prix : 40 %

La commission d'appel d'offres, réunie en date du , a décidé d'attribuer les lots suivants aux entreprises ci-dessous désignées présentant l'offre économiquement la plus avantageuse :

LOTS	Budget prévisionnel	Montant estimatif de l'offre retenue	Entreprises retenues
1 - Plans de travail, rangements, salles de réunion et divers	1 885 000 €H.T.		
2 - Sièges de travail, sièges de réunion et divers sièges	580 000 €H.T.		

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver l'avis de la commission d'appel d'offres du ;

- D'imputer la dépense sur les crédits inscrits au budget 2011 de la Ville ;
D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer les marchés avec les entreprises retenues pas la commission d'appel d'offres, et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 51

Adopté à l'unanimité

Messieurs Lannelongue (avec la procuration de Mme Deloncle), Bouillé et Zylbermann, Mme Fargier sortent de séance. Mme Dombre-Coste et M. Vignal reviennent en séance.

96 – Vœu contre l'exploitation du gaz de schiste

Mme Le Maire :

*présenté par le groupe des élus socialistes, radical de gauche, citoyen et apparenté
par le groupe des élus Communistes
par le groupe des élus du Modem
par le groupe des élus EELV NPA et CuaIs*

Le 1^{er} mars dernier, un arrêté du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer octroyait un permis exclusif de recherche de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux : le permis de Nant et de Montélimar notamment. Ces permis définissent une zone de 4 237 km² allant du sud de Valence jusqu'à Montpellier, au sein de laquelle Total va rechercher la présence de « gaz de schiste » en vue d'une exploitation ultérieure. Ce gaz, dont l'extraction est complexe et coûteuse, ne devient rentable qu'à mesure de la hausse du prix des hydrocarbures, d'où l'intérêt actuel des grandes compagnies pour ces gisements potentiels. Son exploitation génère surtout des risques environnementaux particulièrement importants :

- Contamination des eaux en profondeur et risque majeur de pollution des aquifères supérieurs utilisés par les populations locales,
- Les fluides utilisés pour l'hydrofracturation des roches contiennent de nombreux adjuvants chimiques et cancérogènes.

La Ville de Montpellier ne peut accepter les projets de développement d'exploitations de nouvelles ressources de gaz à effet de serre, qui contreviendraient aux objectifs d'une diminution de 40 % de ceux-ci d'ici 2020. La Ville ne peut tolérer en outre le développement de nouvelles sources de déchets hautement toxiques, comme les métaux lourds, et ce d'autant plus que leur collecte et l'absence de diffusion sont loin d'être assurées.

L'exemple américain d'exploitation de ces gaz de schistes dans les Appalaches repose sur la fracture hydraulique. Cette technique consiste en l'injection de millions de mètres cubes d'eau, de sable et d'additifs chimiques pour « casser » les schistes et libérer le gaz. Cette eau, devenue déchet industriel, n'est récupérée qu'en partie : une partie – polluée – reste dans le milieu naturel, rejoint les aquifères et alimente les rivières. L'autre partie est récupérée pour être à nouveau injectée (et donc pour partie, rejoindre les milieux naturels) ou être traitée, dans la mesure de ce qu'il est possible de faire avec des métaux lourds.

Le conseil municipal de Montpellier conteste avec vigueur les permis d'exploitation des gaz de schistes accordés et demande au ministère de l'écologie l'annulation de tous les permis accordés notamment par son arrêté du 1^{er} mars 2010 accordant des permis exclusifs de recherches des

mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux : permis de Nant et permis de Montélimar accordés notamment aux sociétés Total EetP France et Devon Energie Montélimar SAS et de tout autre permis du même type sur l'exploitation de ces gisements contrevenant à nos objectifs énergétiques et générant des risques de pollution aux métaux lourds des nappes phréatiques.

Max LEVITA

Hélène MANDROUX

Jean-Louis ROUMEGAS

Hélène MANDROUX

Frédéric ARAGON

Michel PASSET

Pour : 48

Adopté à l'unanimité

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

Mme Le Maire :

Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée à 22h.